



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 AVRIL 1946

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 6th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

1. Adress all communications to: The King's Printer, Quebec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7° La Gazette officielle de Québec est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

7. The Quebec Official Gazette is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
12029 — 1-52

## Lettres patentes

### "Abitibi Tanning and Manufacturing Co. Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Arthur Fortin, cordonnier, Fernand Doyon, dentiste, Hector Gagné, marchand, et Joseph-Pierre Labbé, tanneur, tous de LaSarre, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de tanneurs pour la fabrication de cuir, et, à cette fin, faire le commerce comme exportateur, importateur et expéditeur et marchand de toutes sortes de peaux d'animaux ou autres matières pour la fabrication du cuir;

Faire et exercer le commerce de cuir, en gros et en détail;

Établir et exploiter une industrie de teinturiers, de tanneurs et de repasseurs de peaux. Faire le commerce de suif et crin, en gros et en

## Letters Patents

### "Abitibi Tanning and Manufacturing Co. Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Arthur Fortin, shoemaker, Fernand Doyon, dentist, Hector Gagné, merchant, and Joseph-Pierre Labbé, tanner, all of LaSarre, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the tanning business for the manufacturing of leather, and for such purpose, to carry on business as exporter, importer, shipper and merchant of all kinds of animal pelts or other materials for the manufacture of leather.

To carry on and engage in the leather business, wholesale and retail;

To establish and operate a business for the dyeing, tanning and pressing of hides. To deal in tallow and horsehair, wholesale and retail

détail, sous le nom de "Abitibi Tanning and Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSarre, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13327-o

L. DÉSILETS.

under the name of "Abitibi Tanning and Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at LaSarre, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"Autobus Pershing Bus Inc".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de février 1946, constituant en corporation : Robert Nolet, chauffeur mécanicien, Dame Jeannette Grondin-Nolet, épouse commune en biens dudit Robert Nolet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Albert Castagne, prospecteur, tous de Senneterre, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, louer, posséder des automobiles, camions, autobus, de toute nature et espèce, pour le transport de passagers, ou des articles, effets et marchandises, et prélever, percevoir et recevoir le prix des places pour lesdits services et transports ;

Exercer tous ou aucun des commerces suivants : voituriers publics, agents de transport, emmagasineurs et entreposeurs, agents de transfert et de messagerie, et tout autre commerce similaire existant ou tout droit ou franchise accordés à la compagnie, à tels endroits que la compagnie croira convenables, et moyennant rémunération, sous le nom de "Autobus Pershing Bus Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 20,000 actions de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13328-o

L. DÉSILETS.

**"Autobus Pershing Bus Inc".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1946, incorporating : Robert Nolet, chauffeur, mechanic, Dame Jeannette Grondin-Nolet, wife common as to property of said Robert Nolet, and by him duly authorized for the purposes hereof, and Albert Castagne, prospector, all of Senneterre, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes :

To acquire, lease, own automobiles, trucks, autobuses, of any kind and sort, for the transportation of passengers or of articles, wares and merchandise, and to raise, collect and receive the price for places in the said services and transportation ;

To carry on all or any of the following businesses : public carriers, transportation agents, storers and warehousemen, transfer and express agents and any other existing similar business, or any right or franchise granted to the company, at such places as the company may deem suitable and for remuneration, under the name of "Autobus Pershing Bus Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Senneterre, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13328

Deputy Attorney General

**"Benart Neckwear Co., Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1946, constituant en corporation : David Coveler, Lewis K. Freedman et Harold S. Freeman, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer le commerce comme manufacturiers producteurs, commerçants, marchands, importateurs, exportateurs et agents à commission de marchandises sèches, marchandises en coton, soieries, rayons, lainages, et toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements, et toutes autres matières, objets, commodités utilisés dans la fabrication de foulards, chemises, cols pour hommes, foulards, mouchoirs de tête, couvre-chaussures pour femmes ; vêtements d'aucune description pour hommes, femmes, garçons, filles et bébés, sous le nom de "Benart Neckwear Co., Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13329

L. DÉSILETS.

**"Benart Neckwear Co., Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1946, incorporating : David Coveler, Lewis K. Freedman and Harold S. Freeman, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on business as manufacturers, producers, dealers, merchants, importers, exporters and commission agents of dry goods, cotton goods, silks, rayons, woollens, and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments, and any other materials, objects, and commodities used in the manufacture of men's scarves, shirts, neckwear, women's scarves, headsquares, shoe-covers ; men's, women's, boys', girls' and babies' wearing apparel of every description, under the name of "Benart Neckwear Co., Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13329-o

Deputy Attorney General.

**"Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation : Me Maurice Boisvert, Me Gérard Corriveau, avocats, et Sophie Bender, secrétaire, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants :

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais ;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter par quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit ; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13330-o L. DÉSILETS.

**"Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating : Me Maurice Boisvert, Me Gérard Corriveau, advocates, and Sophie Bender, secretary, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals :

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals marchantable by any means whatsoever ; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares ;

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13330-o Deputy Attorney General.

**"Centre catholique du livre de Joliette"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions : Monseigneur Édouard Jetté, curé de la Cathédrale de Joliette, M. l'abbé Omer Valois, directeur de l'"Action Populaire", M. l'abbé Gérard Coderre, aumônier, M. l'abbé Henri Pichette, aumônier diocésain des Syndicats Catholiques, tous de la cité de Joliette, district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants :

Pourvoir à la plus large diffusion possible de la saine littérature dans le diocèse de Joliette, par la publicité, la propagande et la distribution de bons livres dans un but religieux, social et national ;

Organiser des services de lecture et des bibliothèques ; combattre la mauvaise littérature et développer, par tous les moyens à sa disposition, l'éducation et l'instruction sociale et religieuse dans tous les milieux du diocèse, sous le nom de "Centre Catholique du livre de Joliette."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13331-o L. DÉSILETS.

**"Centre catholique du livre de Joliette"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital : Monseigneur Édouard Jetté, parish priest of the Cathedral of Joliette, Reverend abbé Omer Valois, director of l'"Action Populaire", Reverend abbé Gérard Coderre, chaplain, Reverend abbé Henri Pichette, diocesan chaplain of "les Syndicats Catholiques", all of the city of Joliette, district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes :

To provide for the greatest possible spreading of wholesome good reading in the Diocese of Joliette, by publicity, propaganda and the distribution of good books, for a religious, social and national purpose ;

To organize reading facilities and libraries ; to fight against bad literature and promote, by all means at its disposal, social and religious education and instruction in all centres of the diocese, under the name of "Center Catholique du Livre de Joliette".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13331 Deputy Attorney General.

**"Chelsea Mfg. Co. Inc."**

**"Chelsea Mfg. Co. Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation : Harold S. Freeman, Max Crestohl et Lewis K. Freedman, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, incorporating : Harold S. Freeman, Max Crestohl and Lewis K. Freedman, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants à forfait, exportateurs, importateurs, détaillants, grossistes, agents et mandants de robes de chambre, robes de bain, gilets de fumeurs, robes de repos, chemises, chemises de sport, habits de sport: pyjamas et généralement de toutes sortes d'habits et vêtements de tous genres et descriptions pour hommes, femmes et enfants, comprenant les vêtements de sport pour femmes et hommes, coiffures et chaussures de toute description, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands d'étoffes, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, gantiers et chapeliers, et exercer le commerce de manufacturiers, marchands en gros et en détail de lainages, marchandises en coton, satins, velours, velvantine, dentelles, marchandises en soie, textiles et tissus textiles d'aucune sorte et description, fourrures et garnitures de robes, galons, cordons et boutons et de tous articles dans la fabrication desquels entrent aucun ou tous des précédents, sous le nom de "Chelsea Mfg. Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers, wholesalers, agents, and factors in dressing gowns, bathrobes, smoking jackets, lounging robes, shirts, sport shirts, sport clothes, pyjamas, and generally all kinds of men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, including women's and men's sportswear, head and foot wear of every description, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woollens, cotton goods, satins, velvet, velveteen, lace, silk goods, textiles and textile fabrics of every kind and description, fur and dress trimmings, braids, cords and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter, under the name of "Chelsea Mfg. Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de février 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13332 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
13332-o Deputy Attorney General.

**"Clifton Clothes Inc."**

**"Clifton Clothes Inc."**

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1946, constituant en corporation : Max N. Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et Harry M. Adelstein, gérant, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1946, incorporating : Max N. Crestohl, advocate, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Harry M. Adelstein, manager, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce en gros et en détail de costumes, manteaux, gilets et pantalons de sport pour hommes et femmes et de tous ces autres articles semblables qui peuvent être manufacturés de textiles, sous le nom de "Clifton Clothes Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail, in men's and ladies suits, coats, sport-jackets and slacks, and all such other similar articles as can be manufactured from textiles, under the name of "Clifton clothes Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à 372 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, district de Montréal.

The head office of the Company will be at 372 St. Catherine St. W., City of Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de février 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13333 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
13333-o Deputy Attorney General.

**"Comité des Chemins d'Hiver de St-Bonaventure Limitée"**

**"Comité des Chemins d'Hiver de St-Bonaventure Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions : Conrad Letendre, commerçant de bois, Armand Maillet, marchand, Ernest Frappier, fromager, Rolland Neveu, boucher, Arthur Labonté, marchand de grains, et Léopold Joyal, cultivateur-marâcher, tous de St-Bonaventure, district de Richelieu, province de Québec, dans les buts suivants :

L'entretien des chemins d'hiver partout où elle le désirera et spécialement de Saint-Bonaventure d'Upton aux grandes routes, sous le nom de "Comité des Chemins d'hiver de Saint-Bonaventure Limitée."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de deux mille cinq cents dollars.

Le siège social de la corporation sera à St-Bonaventure-d'Upton, dans le district de Richelieu, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13334-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital : Conrad Letendre, lumber merchant, Armand Maillet, merchant, Ernest Frappier, cheese manufacturer, Rolland Neveu, butcher, Arthur Labonté, grain merchant, and Léopold Joyal, kitchen gardener, all of St-Bonaventure, district of Richelieu, Province of Quebec, for the following purposes :

The maintenance of winter roads wherever desirable and in particular the main highways of Saint-Bonaventure d'Upton, under the name of "Comité des Chemins d'Hiver de St-Bonaventure Limitée."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two thousand five hundred dollars.

The head office of the corporation will be at St-Bonaventure d'Upton, district of Richelieu, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13334 Deputy Attorney General.

**"Corporation des Produits Continentale"  
"Continental Products Corporation"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de février 1946, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Mérieau et Gemma Gauvin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, fabriquer, acheter, vendre, exploiter, louer, acquérir, exporter et importer pour son propre compte ou comme agents-manufacturiers, agents à commission ou autrement des métaux dans tous leurs états de préparation, leurs produits et sous-produits, leur alliage, produits chimiques, produits de l'agriculture, de la forêt, des carrières ou mines, des mers, lacs et rivières;

Exercer l'industrie de maître de forge, exercer les opérations de tous procédés métallurgiques, électro-métallurgiques et électro-chimiques;

Acheter, vendre, fabriquer, manufacturer, acquérir, importer et exporter pour son propre compte ou comme agents manufacturiers, ou à commission ou autrement, exercer le commerce et l'industrie de marchands détaillants, marchands de gros, courtiers, d'objets en bois ou en métal de jouets, souvenirs, tablettes à écrire, de nouveautés, menus articles, articles scolaires, religieux, de bureau, de bibliothèque, de ménage, d'ameublement, de cuisine, de bijouterie et coutellerie, d'objets d'art, d'articles et effets utilisés pour la récréation et vêtements, d'articles de sport, d'articles ou appareils électriques et mécaniques, d'articles d'ornements, de bric-à-brac de toutes sortes et descriptions, et fabriqués de toutes sortes de matériel, de tissus, tous objets de plastique, de caoutchouc, verre, de bois, d'articles de papeterie et d'imprimerie, sous le nom de "Corporation des Produits Continentale — Continental Products Corporation," avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 150 actions communes de \$100.00 chacune, et 349 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

**"Corporation des Produits Continentale"  
"Continental Products Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1946, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Mérieau and Gemma Gauvin, secretaries, spinsters, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, buy, sell, deal with, lease, acquire, export and import for itself or as manufacturers' agents, commission agents or otherwise, metals in all phases of preparation, their products and by-products, their alloys, chemical products, products of the farm, forest, quarries or mines, seas, lakes and rivers;

To carry on the trade of ironmasters, to engage in the operations of all metallurgical, electro-metallurgical and electro-chemical processing;

To buy, sell, make, manufacture, acquire, import and export for its own account or as manufacturers' agents, commission agents or otherwise, to carry on the business and industry of retail merchants, wholesale merchants, brokers, of wooden or metal objects, toys, souvenirs, writing tables, novelties, smallwares, school supplies, religious articles and office supplies, library requisites, household effects, furnishings, kitchen utensils, jewellery and cutlery, objects of art, goods and effects used for recreation wearing apparel, sporting goods, electrical and mechanical articles or apparatus, ornaments, bric-a-brac of all kinds and descriptions, and manufactured from all sorts of material, fabrics, all kinds of objects in plastic, rubber, glass, wood, stationery and printing material, under the name of "Corporation des Produits Continentale — Continental Products Corporation", with a total capital stock of \$49,000, divided into 150 common shares of \$100 each, and 349 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.  
13335-o L. DESILETS.

**"Costume Régional, Inc."  
"Regional Costume Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Roger LaRose, dit Régor, dessinateur, Jacques Pelletier, architecte, Léopold Hébert, décorateur, Claude Demers, avocat, et Annette Turgeon, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce pour la décoration, l'ameublement et l'amélioration de maisons, bureaux et bâtisses de toute description. Acheter, vendre, et faire le commerce de meubles, cretonnes, papier à tenture, tissus, poteries, cadres, peintures, nouveautés, fixtures électriques et meubles de maison et de bureau, et faire le commerce de marchand de ferronnerie, peinture et matériaux de construction, et faire des affaires comme peintres, décorateurs et contracteurs;

Manufacturer; dessiner, confectionner, acheter, vendre, exporter, importer et autrement faire le commerce de marchandises sèches, produits et marchandises, et spécialement les articles de mode, vêtements masculins et féminins, coiffure, chapeaux, formes de chapeaux, garnitures;

Faire le commerce, manufacturer, acheter et vendre en gros ou en détail, exporter, importer des nouveautés, ornements, jouets et articles de nouveauté et bijouterie de toutes sortes, sous le nom de "Costume Régional, Inc.—Regional Costume Inc.", avec un capital total de \$18,000.00, divisé en 180 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13336-o L. DESILETS.

**"C W M Trading Post Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1946, constituant en corporation: Charles Neveu Prieur, copiste, Laurent Drouin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Clayton Walter McGibbon, aviseur de relations publiques, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et éditeurs de journaux, périodiques et autres publications et comme imprimeurs en général, graveurs, lithographes et relieurs dans toutes les spécialités s'y rapportant, sous le nom de "C W M Trading Post Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13337 L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13335 Deputy Attorney General.

**"Costume Régional, Inc."  
"Regional Costume Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1946, incorporating: Roger Larose, dit Régor, draughtsman, Jacques Pelletier, architect, Leopold Hébert, decorator, Claude Demers, advocate, and Annette Turgeon, secretary, spinster and in use of her rights, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business for the decoration furnishing and improvement of houses, offices, and buildings of every description. To purchase, sell and deal in furniture, cretonne, wallpaper, tissues, pottery, frames, paintings, novelties, electric fixtures and house-hold and office furniture, and carry on business as dealer in iron-ware, paint and building materials and carry on business as painters, decorators and contractors;

To manufacture, design, make, purchase, sell, export, import and otherwise deal in dry goods, products and merchandise and especially in fashion supplies, masculine or feminine clothing, headwear, hats, hat shapes, trimmings;

To deal in, manufacture, purchase and sell, wholesale or retail, export, import, novelties, ornaments, toys and fancy goods and jewelry of every kind, under the name of "Costume Régional, Inc.—Regional Costume, Inc.", with a total capital stock of \$18,000, divided into 180 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13336 Deputy Attorney General.

**"C W M Trading Post Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1946, incorporating: Charles Neveu Prieur, copywriter, Laurent Drouin, advocate, both of the City of Montreal, and Clayton Walter McGibbon, public relations adviser, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of printers and publishers of newspapers, periodicals and other publications and as general printers, engravers, lithographers and bookbinders in all the branches appertaining thereto, under the name of "C W M Trading Post Inc.", with a total capital of \$20,000.00, divided into 200 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13337-o Deputy Attorney General.

**"Dominion Sales Corporation Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Gordon L. Hodge, de Valois, Russel A. Hodge et Albert Walter Myers, tous deux de la cité de Montréal, tous marchands, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de machinerie, ferronnerie, outillage et appareils électriques, automobiles, pièces d'automobiles, radios et pièces de radio, sous le nom de "Dominion Sales Corporation Ltd", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13338

L. DESILETS.

**"Dominion Sales Corporation Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Gordon L. Hodge, of Valois, Russel A. Hodge and Albert Walter Myers, both of the City of Montreal, all merchants, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in all kinds of machinery, hardware, electrical equipment and appliances, automobiles, automobile parts, radio and radio parts, under the name of "Dominion Sales Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DESILETS.

13338-o

Deputy Attorney General.

**"Eastman's Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Robert Lafrance, industriel, Georges Lussier et Albani Lemay, mécaniciens, tous de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter ou autrement acquérir, prendre à loyer, vendre en gros et en détail, fabriquer, confectionner, faire fabriquer à façon par des tiers toutes sortes d'articles en bois, en tissus, métal, papier, carton, plastique, caoutchouc, celluloïd, Bakelite et verre, tels que jouets, poupées, petits animaux, miniatures à l'usage des enfants, menus objets et nouveautés:

Fabriquer, confectionner, faire fabriquer à façon par des tiers des gants et mitaines en tissus, en tricot, filés, caoutchouc, élastique, amiante, peaux, cuir et fourrure, sous le nom de "Eastman's Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 4,000 actions de \$10.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$25,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13339-o

L. DESILETS.

**"Eastman's Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1946, incorporating: Robert Lafrance, manufacturer, Georges Lussier and Albani Lemay, mechanics, all of St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, purchase or otherwise acquire, take on lease, sell, wholesale and retail, manufacture, make, have manufactured (piece-work) by third parties all kinds of articles made of wood, tissue, metal, paper, cardboard, plastic, rubber, celluloid, bakelite and glass, such as toys, dolls, shall animals, miniatures for children's use, small wares and novelties:

To manufacture, make, have manufactured (piece-work) by third parties gloves and mittens made of textile, or knitted, or woven, rubber, elastic, asbestos, skin, leather and fur, under the name of "Eastman's Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each, and the amount with which the company will begin its operations will be \$25,000.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13339

Deputy Attorney General.

**"Excelsior Construction Ltd. — Ltée."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction, la réparation et la modification de toutes sortes de travaux et entreprises résidentiels, commerciaux, industriels, d'institu-

**"Excelsior Construction Ltd. — Ltée."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Samuel Chait, advocate, Freda Pomerance, secretary, file majeure, both of the city of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction, repair and alteration of all kinds of residential, commercial, industrial, institutional, public and private works and underta-

tions, publics et privés d'aucune description et sorte;

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail de toutes sortes de matériaux de construction, comprenant des accessoires de maison tels que des réfrigérateurs, poêles à gaz, outillage électrique et autres articles de maison;

Faire le commerce de toutes sortes de combustibles, huile à chauffage, gazoline et produits semblables;

Exercer le commerce général de courtiers d'immeubles, comprenant l'administration de propriétés immobilières, sous le nom de "Excelsior Construction Ltd.—Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13340

L. DÉSILETS.

kinds of every description and kind;

To carry on the business of wholesale and retail merchants in all kinds of building supplies, including household accessories such as refrigerators, gas ranges, electrical equipment and other household articles;

To deal in all kinds of fuel, fuel oil, gasoline and similar products;

To carry on the general business of realty brokers, including the administration of real estate, under the name of "Excelsior Construction Ltd.—Ltée", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13340-o

Deputy Attorney General.

**"Excelsior Development Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Horn, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter vendre et faire le commerce ou autrement mettre en valeur toutes sortes de bois de construction, bois de charpente et bois de pulpe et tous leurs produits et sous-produits; des produits chimiques, plastiques, meubles, matériaux de construction ferronnerie, peintures, vernis et tous autres produits et sous-produits y connexes;

Manufacturer, fabriquer, traiter, assembler, usiner, scier, couper, préparer, finir, peindre et vernir aucun des objets ci-dessus, sous le nom de "Excelsior Development Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13341

L. DÉSILETS.

**"Excelsior Development Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant, both of the city of Montreal, and Ruth Horn, secretary, spinster, of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in, or otherwise turn to account all kinds of lumber, timber and pulpwood and all products and by-products of the same; chemicals, plastics, furniture, building products, hardware, paints, varnishes and all other products and by-products allied thereto;

To manufacture, fabricate, work, assemble, mill, saw, cut, dress, finish, paint and varnish any of the above objects, under the name of "Excelsior Development Corporation", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13341-o

Deputy Attorney General.

**"Federal Tools & Hardware Co. Ltd"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1946, constituant en corporation: Philip Goodkin, Louis Rapkin et Murry Deskin, tous marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, faire le commerce et exporter des menus objets, meubles et accessoires de meubles, ferronnerie, outils, ciment, accessoires de moteurs et marchandises de ferronnerie en général, en gros et en détail, sous le nom de "Federal Tools & Hardware Co. Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,000, divisé en 390 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100

**"Federal Tools & Hardware Co. Ltd"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1946, incorporating: Phillip Goodkin, Louis Rapkin and Murry Deskin, all merchants, of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, deal in and export smallwares, furniture and furniture accessories, hardware, tools, cement, motor accessories and general hardware merchandise, both wholesale and retail, under the name of "Federal Tools & Hardware Co. Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00, divided into 390 common shares of the par value of \$100.00 each, and 100

actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13342 L. DESILETS.

preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13342-o Deputy Attorney General.

**"Gilmont Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1946, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, procureur, Louis-Philippe Lortie, comptable, tous deux de la cité de Montréal, Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, et Thérèse Kingsley, comptable, fille majeure, de la ville de Montréal-Est, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des compagnies minières de Québec (Chap. 196) et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux,

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter d'aucune manière le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par tous procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Gilmont Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Rouyn, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13343 L. DESILETS.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1946, incorporating: René Chênevert, barrister, of the city of Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, barrister, Louis-Philippe Lortie, accountant, both of the city of Montreal, Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the city of Outremont, and Thérèse Kingsley, accountant, spinster, of the Town of Montreal East, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers, to:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Gilmont Mines Limited (No Personal Liability)", with a total stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the Town of Rouyn, in the district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13343-o Deputy Attorney General.

**"Guy Building Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1946, constituant en corporation: Joel Riven, administrateur, William Riven, manufacturier, et June Kirlin, sténographe, fille majeure, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en iceux et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres et de propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et

**"Guy Building Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1946, incorporating: Joel Riven, executive, William Riven, manufacturer, and June Kirlin, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, and in particular,

des droits dans ces propriétés, et en particulier, acquérir par achat, posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement faire le commerce et mettre en valeur les propriétés immobilières portant les Nos civiques 1280-1282 rue Guy et 1460 rue St-Luc, dans la cité de Montréal, province de Québec;

Construire, posséder, louer, entretenir et exploiter des bâtisses et constructions qui seront utilisées à toute fin, avec ensemble tous genres de commédités usuelles ou nécessaires ou celles qui peuvent être avantageusement fournies ou procurées relativement à icelles, sous le nom de "Guy Building Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général, 13344 L. DÉSILETS.

to acquire by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account immovable properties bearing Civic No. 1280-1282 Guy Street and 1460 St. Luke Street, in the city of Montreal, Province of Quebec;

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith, under the name of "Guy Building Corporation", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 500 common shares of a par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1946.

L. DÉSILETS, 13344-o Deputy Attorney General.

**"Hampstead Annex Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation: Marie Achard, fille majeure, Joseph X. Girard, agent, et Adélard Landry, artisan, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches;

Faire la réparation, la réfection, la conversion ou toutes améliorations quelconques de tous immeubles appartenant à la présente compagnie ou à des tiers et en prendre et exécuter tous contrats à ces fins, sous le nom de "Hampstead Annex Company Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général, 13345-o L. DÉSILETS.

**"Hampstead Annex Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of The Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, incorporating: Marie Achard, spinster, Joseph X. Girard, agent, and Adélard Landry, workman, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof;

To carry on the repairing, restoring, converting or any kind of improvement of any immovables belonging to the present company or to third parties, and to enter into and carry out any contracts for such purposes, under the name of "Hampstead Annex Company Limited" with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1946.

L. DÉSILETS, 13345 Deputy Attorney General.

**"Harley Manufacturing Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1946, constituant en corporation: Joseph Helal, Royal Ernest Carl Werry, tous deux avocats et conseils en loi du Roi, et Mademoiselle Rebecca Pinsky, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme marchands en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de robes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, vêtements de toute description pour hommes, dames et enfants, mercerie, fournitures, gants et mitaines, chaussures, articles en cuir et en caoutchouc, garnitures, étoffes, soieries et autres tissus textiles,

**"Harley Manufacturing Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1946, incorporating: Joseph Helal, Royal Ernest Carl Werry, both advocates and King's Counsels, and Miss Rebecca Pinsky, stenographer, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes, leather and rubber goods, trimmings, cloths, silk and other fabric textures, novelties, ornaments, jewellery, watches, clocks,

nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeterie et ferronnerie, verre, faïencerie, coutellerie, jouets, sous le nom de "Harley Manufacturing Company Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1946.

13346

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, toys, under the name of "Harley Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1946.

13346-o

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

#### "Hemisphere Trading Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Henry C. Shoore, marchand, de la cité de Montréal, Lillian Lazare et Hylda Sherman, secrétaires, filles majeures, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de la compagnie Hemisphere Trading Co. comme une industrie en exploitation;

Exercer le commerce de négociants à forfait, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres tissus d'aucune description quelconque, et à cette fin faire aucune et toutes choses s'y rapportant;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, manteaux, costumes, vêtements de sport pour dames, demoiselles, femmes et enfants, et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes; exporter et importer toutes marchandises susceptibles d'être négociées dans ce commerce, sous le nom de "Hemisphere Trading Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1946.

13347

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

#### "Hemisphere Trading Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Henry C. Shoore, merchant, of the city of Montreal, Lillian Lazare and Hylda Sherman, secretaries, spinsters of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of Hemisphere Trading Co., as a going concern;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies', misses', women's and children's dresses, coats, suits, sportswear, and to manufacture women's wearing apparel of any description whatsoever; to export and import all merchandise capable of being carried on with its business, under the name of "Hemisphere Trading Corp.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

13347-o

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

#### "Home Window Cleaning Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation: Walter Oleschuk, Peter Studnicki, Alex Kowalchuk et Joseph Oleschuk, tous nettoyeurs de fenêtres, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre comme une industrie en exploitation l'entreprise et le commerce présentement exercés à Montréal, province de Québec, et ailleurs, par Home Window Cleaning Company;

Exercer le commerce de peintres, charpentiers, réparateurs, poseurs de planchers, nettoyeurs de fenêtres et d'enseignes, et comme nettoyeurs et polisseurs de planchers, boiserie, stores et meubles, agir comme nettoyeurs et laveurs généraux et poser et enlever les stores et les fenêtres doubles, sous le nom de "Home Window

#### "Home Window Cleaning Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, incorporating: Walter Oleschuk, Peter Studnicki, Alex Kowalchuk and Joseph Oleschuk, all window cleaners, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on at Montreal, in the Province of Quebec, and elsewhere, by Home Window Cleaning Company;

To carry on the business of painters, carpenters, repairers, floor layers, window and sign cleaners, and as cleaners and polishers of floors, woodwork, blinds and furniture, to act as general cleaners and washers and to put up and take down blinds and double windows, under the name of "Home Window Cleaning Company Limited".

Cleaning Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13348 L. DESILETS.

with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13348-o Deputy Attorney General.

**"Ivry Builders Supply Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1946, constituant en corporation: Robert Galt Pollock, vendeur, Jean W. Warren, secrétaire-trésorier, fille majeure, tous deux de Ivry-Nord, district de Terrebonne, et William R. Pollock, surintendant, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce, en gros et en détail, de toutes sortes de matériaux de construction et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par les constructeurs et entrepreneurs, comprenant la ferronnerie, peintures, huiles, térébenthine tapisserie et marchandises semblables, ainsi que des produits en fer, aluminium et acier, machinerie, outils, automobiles, bateaux, avions et leurs pièces;

Manufacturer, acheter et vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce, en gros et en détail, d'outillage de toutes sortes, formes et descriptions, comprenant des fournaies, radiateurs, bouilloires, poêles, accessoires de maison, bains, évier, amiante et tous les sous-produits de l'amiante, tuyaux de toutes sortes en ciment, argile et autres pour tous usages, articles nécessaires et accessoires de plomberie, de ferblanterie et de forge et toutes choses se rapportant à ce commerce et industrie;

Exercer le commerce et négocier, en gros et en détail, de produits, sous-produits, dérivés et substitués du pétrole sous toutes les formes et sortes;

Faire le commerce d'immeubles, soit par achat, échange ou autrement, acquérir des lots de terrains vacants, y ériger des bâtisses et les revendre ou les louer;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de "Ivry Builders Supply Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ivry-Nord, district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13349 L. DESILETS.

**"Ivry Builders Supply Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1946, incorporating: Robert Galt Pollock, salesman, Jean W. Warren, secretary-treasurer, spinster, both of Ivry North, district of Terrebonne, and William R. Pollock, superintendent, of the City and District of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell, import, export and otherwise deal in, wholesale and retail, all kinds of building materials and other materials which can be used directly or indirectly by builders and contractors, including hardware, paints, oils, turpentine, wall papers and similar merchandise, as well as iron, aluminium and steel products, machinery, tools, automobiles, boats, aircraft and their parts;

To manufacture, buy and sell, import, export and otherwise deal in, wholesale and retail, equipment of all kinds, forms and descriptions, including furnaces, radiators, boilers, stoves, household supplies, bath tub, sinks, asbestos and all the by-products of asbestos, cement, clay or other pipes of all kinds, for all uses, plumbing, tinmiths and blacksmiths requisites and supplies, and all things connected with such business and industry;

To carry on business and deal, wholesale and retail, in the products, by-products, derivatives and substitutes of petroleum under all forms and every kind;

To deal in real estate either by purchase, exchange or otherwise, to acquire vacant lots of land, erect buildings thereon and resell or lease the same;

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Ivry Builders Supply Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Ivry North, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13349-o Deputy Attorney General.

**"J. A. Lalonde Limited — J. A. Lalonde Limitée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1946, constituant en corporation: J. Antonio Lalonde, de la cité d'Outremont, Laurent Gi-

**"J. A. Lalonde Limited — J. A. Lalonde Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1946, incorporating: J. Antonio Lalonde of the City of Outremont, Laurent Gi-

rouard, et Lucien Letendre, tous deux de la cité de Montréal, tous ingénieurs civils, de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, entrepreneurs de transport, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, acier de construction et de renforcement, préparations pour paver recouvrir les toits et autres matériaux, outils, outillage et machinerie qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des ingénieurs et entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, sous le nom de "J. A. Lalonde Limited — J. A. Lalonde Limitée", avec un capital total de \$48,000, divisé en 480 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13350

L. DESILETS.

"J. A. Simard & Compagnie Limitée"  
"J. A. Simard & Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation: Jean-Louis Amyot, industriel, de la cité de Westmount, Roger Messier, comptable licencié, de la cité de Montréal, et Robert Lafleur, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer, faire le commerce soit en gros soit en détail, de toutes sortes de café, de thé et de tous autres breuvages similaires;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer, faire le commerce soit en gros soit en détail, de toutes sortes de jus de fruits ou de jus de légumes, ainsi que de toutes sortes de légumes ou de fruits en conserve;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer, faire le commerce soit en gros soit en détail, de toutes sortes d'épices, de condiments, d'essences, d'assaisonnements, d'extraits, de sirops, de sauces, de vinaigre et d'une façon générale de tous autres produits en conserve ou alimentaires se rapportant directement ou indirectement au genre de commerce exercé d'une façon principale par la requérante, sous le nom de "J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$200,000.00, divisé en trois classes d'actions différentes:

Classe "A": 3,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10.00 chacune;

Classe "B": 850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune;

Classe "C": 850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13351-0

L. DESILETS.

"Jomac Industries Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Montreal, all civil engineers, of the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as General Contractors-hauling contractors, builders, roofers, importers-dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, structural and reinforcing steel, paving and roof preparations and other materials, tools, equipment and machinery which can be used directly or indirectly by engineers and contractors, builders or roofers, under the name of "J. A. Lalonde Limited — J. A. Lalonde Limitée", with a total capital stock of \$48,000.00, divided into 480 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"J. A. Simard & Compagnie Limitée"  
"J. A. Simard & Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, incorporating: Jean-Louis Amyot, manufacturer, of the city of Westmount, Roger Messier, licensed accountant, of the city of Montreal, and Robert Lafleur, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, produce, buy, sell, manufacture, deal in, wholesale and retail, all kinds of coffee, tea and other similar beverages;

To import, export, produce, buy, sell, manufacture, deal in, wholesale and retail, all kinds of fruit juices, vegetable juices, as well as all kinds of canned fruits or vegetables;

To import, export, produce, buy, sell, manufacture, deal in, wholesale and retail, all kinds of spices, condiments, flavorings, seasonings, extracts, syrups, sauces, vinegar and in a general manner all other canned products or foodstuffs connected directly or indirectly with the type of business carried on in a special manner by the petitioner, under the name of "J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited".

The amount of capital stock of the company will be \$200,000, divided into three different classes of shares:

Class "A": 3,000 common shares of a par value of \$10 each;

Class "B": 850 preferred shares of a par value of \$100 each;

Class "C": 850 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Jomac Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Cyril Edgar Schwisberg, avocat, Ethel Edgar Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Mack Berger, éditeur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, grossistes et détaillants, négociants et distributeurs, exportateurs et importateurs de tous genres et sortes de vêtements d'aucun et tous tissus de description quelconque pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Jomac Industries Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13352 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Cyril Edgar Schwisberg, advocate, Ethel Edgar Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Outremont, and Mack Berger, publisher, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, wholesalers and retailers, jobbers and distributors, exporters and importers of all manners and kinds of men's, ladies' and children's wearing apparel, of any and all materials of whatsoever description, under the name of "Jomac Industries Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13352-o Deputy Attorney General.

**"Kat Metal and Refining Works Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Cyril Edgar Schwisberg, avocat, Ethel Edgar Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Mack Berger, éditeur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, en gros et en détail, importer et exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de métaux, et minéraux, comprenant la ferraille et les métaux de déchet;

Exercer le commerce de fondeurs et affineurs, de fonderies de fer, fonderies de bronze, moulins de laminage, moulins de plaquage, ateliers de machinerie et usines d'avions et à ces fins, outiller et exploiter des terrains, bâtisses et machinerie, sous le nom de "Kay Metal and Refining Works Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
E3353 L. DÉSILETS.

**"Kat Metal and Refining Works Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Cyril Edgar Schwisberg, advocate, Ethel Edgar Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Outremont, and Mack Berger, publisher, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, wholesale and retail, import and export, deal in and deal with all kinds of metals and minerals including scrap iron and scrap metals;

To carry on the business of smelters and refiners, of iron foundries, brass foundries, rolling mills, plating mills, machine shops and aircraft works and for those purposes to equip and operate lands, buildings and machineries, under the name of "Kay Metal and Refining Works Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13353-o Deputy Attorney General.

**"Kenbert Frocks Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Lillian Lazare et Hylda Sherman, secrétaires, filles majeures, Samuel Stein, avocat, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des gilets, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, des robes, costumes, manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes:

**"Kenbert Frocks Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Lillian Lazare and Hylda Sherman, secretaries, spinsters of the full age of majority, Samuel Stein, advocate, all of the city of Outremont, district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

Exercer le commerce de négociants à forfait, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres tissus d'aucune description, quelconque, et à cette fin, faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Kenbert Frock Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13354 L. DÉSILETS.

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same, under the name of "Kenbert Frocks Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13354-o Deputy Attorney General.

#### "La Société des Spectacles Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Olivier Carignan, impresario, Juliette Quesnel et Pierrette Chalifoux, sténodactylos, filles majeures et usant de leurs droits, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, produire, exhiber devant le public, des drames, comédies, paysanneries, pantomimes, satires et donner des représentations théâtrales, des amusements musicaux, littéraires, artistiques et dramatiques de toutes sortes et descriptions:

Promouvoir, produire, monter des films cinématographiques et les produire et les exhiber en public comme spectacle, sous le nom de "La Société des Spectacles incorporée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$30,000.00, divisé en 100 actions ordinaires de \$100.00 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13355-o L. DÉSILETS.

#### "La Société des Spectacles Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Olivier Carignan, impresario, Juliette Quesnel and Pierrette Chalifoux, stenographers-typists, spinsters in use of their rights, all three of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To promote, produce, present to the public dramas, comedies, pastoral plays, pantomimes, satires and other theatrical performances, musical, literary, artistic and dramatic entertainments of every kind and description:

To promote, produce, show moving picture films and produce and present the same to the public as a show, under the name of "La Société des Spectacles Incorporée".

The amount of capital stock of the company will be \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13355 Deputy Attorney General.

#### "Lauren Sportswear Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation: Lawrence Ralph Shapiro, marchand, Chesna Laing Shapiro, ménagère, épouse séparée de biens de Lawrence Ralph Shapiro et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Myer Gameroff, avocat et conseil en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, négociants à forfait, marchands, grossistes et détaillants de jupes, robes, vêtements, vêtements de sport, gilets pour dames et habits de toute sorte et description et blouses, aussi des marchandises sèches, fournitures de tailleurs, textiles, tissus de toutes sortes et étoffes et des marchandises en coton en général, et exercer le commerce de tailleurs, confectionneurs et marchands de drap, sous le nom de "Lauren Sportswear Co. Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacun e.

#### "Lauren Sportswear Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, incorporating: Lawrence Ralph Shapiro, merchant, Chesna Laing Shapiro, housewife, wife separate as to property of Lawrence Ralph Shapiro, and duly authorized by him for these presents, and Myer Gameroff, advocate and King's Counsel, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers, wholesalers and retailers of ladies' skirts, dresses, garments, sportswear, jackets and clothing of every kind and description, and blouses, also in dry goods, tailors' trimmings, textiles, fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors outfitters and clothiers, under the name of "Lauren Sportswear Co. Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13356 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13356-o Deputy Attorney General.

**"Le Club de Ski de Thetford Mines Incorporé"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Allan C. Jenkinson, gérant, J.-Berchmans Gagnon, architecte, J.-Arthur Béliveau, marchand, Maurice Beaudet, optométriste, Paul Marcoux, médecin-chirurgien, Henri Campeau, agent d'assurances, Lionel Bourgault et Marcel Croteau, commis de bureau, Arthur Beaudoin, commerçant, Laval Perron, boucher, tous de Thetford Mines, district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'acquisition de l'actif et du passif des biens mobiliers et immobiliers de "Le Club de Ski de Thetford Mines," et lequel a été incorporé en vertu de la Loi des Clubs par résolution du Conseil de la Cité de Thetford Mines passée à une séance régulière du Conseil de la dite Cité, le premier décembre 1938, et dont le siège social est à Thetford Mines;

Exercer, promouvoir des représentations et des divertissements pour les membres de l'Association, consistant principalement en des concours de ski ou d'autres concours athlétiques, ou encore organiser des représentations théâtrales et autres, pour des fins de charité et des fins sociales, sous le nom de "Le Club de Ski de Thetford Mines Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.00.

Les pouvoirs présentement demandés ne pourront pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté défendus par les Lois du Canada ou de cette Province.

Le siège social de la corporation sera à Thetford-Mines, comté de Mégantic, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13357-o L. DÉSILETS.

**"Le Club de Ski de Thetford Mines Incorporé"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Allan C. Jenkinson, manager, J. Berchmans Gagnon, architect, J.-Arthur Béliveau, merchant, Maurice Beaudet, optometrist, Paul Marcoux, doctor-surgeon, Henri Campeau, insurance agent, Lionel Bourgault and Marcel Croteau, office clerks, Arthur Beaudoin, merchant, Laval Perron, butcher, all of Thetford-Mines, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the assets and liabilities, the movable and immovable properties of "Le Club de Ski de Thetford-Mines", the same having been incorporated under the Clubs Act by resolution of the Council of the city of Thetford-Mines, passed at a regular meeting of the Council of the said City, on the first of December, 1938, and whereof the head office is at Thetford Mines;

To undertake and promote performances and entertainments for the members of the association, consisting mainly in skiing competitions or other athletic contests, or likewise to organize theatrical and other performances, for charitable and social purposes, under the name of "Le Club de Ski de Thetford Mines Incorporé".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$20,000.

The powers hereby requested shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance or skill prohibited by the Laws of Canada or this Province.

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, county of Mégantic, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13357 Deputy Attorney General.

**"Ledet Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février de 1946, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Théodore Herzl Shapiro, avocat, et Fanny Roman, sténographe, fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs et exportateurs, et acheter, vendre et faire le commerce de machinerie et d'outillage, et exercer le commerce d'entreposeurs, expéditeurs, voituriers, charretiers et autres commerces semblables;

Agir comme agents, mandants, marchands à commission et représentants et faire le commerce

**"Ledet Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1946, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King' Counsel, of the city of Westmount, Theodore Herzl Shapiro, advocate, and Fanny Roman, stenographer, spinster of the full age of majority, the two latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of, and to buy, sell and deal in machinery and equipment, and to carry on the business of warehousemen, forwarders, carriers, carters and other like businesses;

To act as agents, factors, commission merchants and representatives for and to deal in as

comme manufacturiers, négociants à forfait, commerçants et importateurs de produits industriels, minéraux, chimiques et agricoles dans toutes leurs spécialités et de leurs sous-produits, sous le nom de "Ledet Corp."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair qui seront émises au prix de cinq dollars par action et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq cents dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13358

L. DÉSILETS.

manufacturers, jobbers, traders and importers of industrial, mineral, chemical and agricultural products in all their branches, and the by-products thereof, under the name of "Ledet Corp."

The capital stock of the company is divided into one Hundred shares having no nominal or par value to be issued at a price of Five dollars per share, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be Five hundred dollars.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13358-o

Deputy Attorney General.

**"Le Jeune Commerce de Gaspé Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Tremblay, avocat, André Dionne, gérant des pêcheurs unis, et René Goulet, fonctionnaire, tous de Gaspé, district de Gaspé, province de Québec, dans les buts suivants:

Groupier ensemble les hommes d'affaires et de profession de la région de Gaspé et des environs sur un territoire comprenant Gaspé et les municipalités en direction nord de la péninsule jusqu'à Rivière Madeleine, sous le nom de "Le Jeune Commerce de Gaspé Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de quinze Mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Gaspé, dans le district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13359-o

L. DÉSILETS.

**"Le Jeune Commerce de Gaspé Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital; Bertrand Tremblay, advocate, André Dionne, manager of the United Fishermen (Pêcheurs Unis), and René Goulet, employee, all of Gaspé, district of Gaspé, province of Quebec, for the following purposes:

To group together the business men and professional men of the Gaspé region and its surroundings over a territory comprising Gaspé and the municipalities lying North of the Peninsula as far as the Madeleine River, under the name of "Le Jeune Commerce de Gaspé Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifteen thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Gaspé, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13359

Deputy Attorney General.

**"Moss Equipment Company Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Francis Wilfrid Moss, ingénieur civil, Lucienne Méryneau et Gemma Gauvin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce sous le nom de "Moss Equipment Company Ltd." comme mandats, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, grossistes et détaillants des articles, objets et marchandises suivants, à savoir:

Machinerie, outils et instruments de toutes sortes; et matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de machinerie, outils et instruments;

Outillage léger et lourd, camions, tracteurs, pelles à vapeur, accessoires d'automobiles, bateaux, avions, toutes sortes de véhicules-moteurs neufs ou usagés;

Aliments, produits alimentaires et préparations alimentaires;

Textiles, marchandises sèches, habits et vêtements, cosmétiques et les matières premières desquelles ils sont faits;

**"Moss Equipment Company Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Francis Wilfrid Moss, civil engineer, Lucienne Méryneau and Gemma Gauvin, secretaries, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To carry on business under the name of "Moss Equipment Company Ltd.", as factors, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers and retailers of the following goods, wares and merchandise, to wit:

Machinery, tools and implements of all kinds; and materials, metals and articles used in the manufacture and repair of machinery, tools and implements;

Light and heavy equipment, trucks, tractors, steam abovels, automobile accessories, boats, planes, all kind of motor vehicle new or used;

Foods, food products and food preparations;

Textiles, dry goods, clothing and wearing apparel, cosmetics and the raw materials from which they are made;

**Pulpe et papier et leurs produits;**

Charbon, bois de charpente, combustible et matériaux de construction, sous le nom de "Moss Equipment Company Ltd.", avec un capital total de \$19,000, divisé en 190 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

13360

**Pulp and paper and their products;**

Coal, timber, fuel and building materials, under the name of "Moss Equipment Company Ltd.", with a total capital stock of \$19,000.00, divided into 190 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

13360-o

**"New Quebec Prospectors Limited"  
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Mario-Emiliano Lattoni procureur, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des compagnies minières de Québec (chap. 196) et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux.

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter par quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "New Quebec Prospectors Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$45,000, divisé en 45,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

13361

**"New Quebec Prospectors Limited"  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, barrister, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers, to:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "New Quebec Prospectors Limited" (No personal Liability), with a total capital stock of \$45,000.00, divided into 45,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

13361-o

**"Parisian Laundry Company Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Paul-Charles Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Anthony Flynn, comptable, et Alexander Killin Coley, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie à vapeur et générale, et laver, nettoyer, purifier, lessiver, blanchir, tordre, sécher, repasser, colorer, teindre, désinfecter, rénover et préparer pour l'usage tous articles de vêtement, de maison, domestiques et autres lingeries et articles en coton et en laine et habits et tissus de toutes sortes, et acheter,

**"Parisian Laundry Company Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1946, incorporating: Paul Charles Casey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Anthony Flynn, accountant, and Alexander Killin Coley, secretary, both of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a steam and general laundry, and to wash, clean, purify, scour, bleach, wring, dry, iron, colour, dye, disinfect, renovate, and prepare for use all articles of wearing apparel, household, domestic and other linen, and cotton and woollen goods and clothing and fabrics, of all kinds, and to buy, sell, hire, ma-

vendre, louer, manufacturer, réparer, prendre à bail, modifier, améliorer, traiter et faire le commerce de tous appareils, machines, matériaux et articles de toutes sortes qui sont susceptibles d'être utilisés pour toutes telles fins, sous le nom de "Parisian Laundry Company Incorporated", avec un capital total de \$99,900, divisé en 999 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
 13362 L. DESILETS.

manufacture, repair, let on hire, alter, improve, treat and deal in all apparatus, machines, materials, and articles of all kinds which are capable of being used for any such purposes, under the name of "Parisian Laundry Company Incorporated", with a total capital stock of \$99,900.00, divided into 999 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
 13362-o Deputy Attorney General.

#### "Packer's Quebec Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1946, constituant en corporation: John Foster Chisholm, avocat et conseil en loi du Roi, Richard Dale Weldon et Peter Marshall Laing, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Teindre, nettoyer, presser, embellir, rénover et réparer toutes sortes de vêtements, tissus, fourrures, marchandises, matières et articles et exercer le commerce de teinturerie et de nettoyage en général, sous le nom de "Parker's Quebec Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Lambert, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
 13363 L. DESILETS.

#### "Packer's Quebec Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1946, incorporating: John Foster Chisholm, advocate and King's Counsel, Richard Dale Weldon and Peter Marshall Laing, advocates, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To dye, clean, press, embellish, renovate and repair all kinds of clothing, fabrics, furs, goods, materials and articles and carry on the business of general dyeing and cleaning, under the name of "Parker's Quebec Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be in the city of St. Lambert, district of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1946.

L. DESILETS,  
 13363-o Deputy Attorney General.

#### "Pedulla & Agostino Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Gustave Adam, avocat et conseil en loi du Roi, Guy Favreau, avocat et Henriette Bernard, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de toutes sortes de chaussures, souliers et généralement tous produits en cuir et toutes autres matières qui peuvent être utilisées dans la fabrication des produits ci-dessus mentionnés et tous leurs dérivés et sous-produits, sous le nom de "Pedulla & Agostino Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7215 rue Berri, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
 13364 L. DESILETS.

#### "Pedulla & Agostino Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Gustave Adam, advocate and King's Counsel, Guy Favreau, advocate and Henriette Bernard, secretary, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, buy, sell, trade in, import, export and generally deal in all kinds of footwear, shoes and generally all products of leather, and all other raw materials which may be used in the making of the above mentioned products and all their derivatives and by-products, under the name of "Pedulla & Agostino Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 7215 Berri Street, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
 13364-o Deputy Attorney General.

**"Pioneer Children's Wear Inc."**

**"Pioneer Children's Wear Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1946, constituant en corporation: Sydney Alrod, manufacturier, Rae Gordon Alrod, ménagère, épouse séparée de biens de Sydney Alrod et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, Harry Gordon et Philip Silverstone, manufacturiers, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants à forfait, importateurs, détaillants et marchands en gros de toutes sortes d'habits et vêtements de toutes sortes et descriptions pour enfants et bébés, et sans limiter les précédents, des robes, manteaux, costumes, pardessus, tabliers et bonnets et sous-vêtements pour bébés et enfants;

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants à forfait, exportateurs, importateurs, détaillants et marchands en gros de toutes sortes d'habits et vêtements de tous genres et descriptions pour hommes, femmes et enfants, comprenant les fêtes de sport, coiffures et chaussures d'aucune description pour femmes et hommes, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands de drap, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers; gantiers et chapeliers, et exercer le commerce de manufacturiers, marchands en détail et en gros de lainages, articles en coton, satins, velours, velvantine, dentelles, articles en soie, textiles et tissus textiles de toute sorte et description, fourrures et garnitures de robes, galons, cordons, boutons, et tous articles dans la fabrication desquels entrent aucun ou tous des précédents, sous le nom de "Pioneer Children's Wear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13365

L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1946, incorporating Sydney Alrod, manufacturer, Rae Gordon Alrod, housewife, wife separate as to property of Sydney Alrod, and duly authorized by him for these presents, both of the City of Outremont, Harry Gordon and Philip Silverstone, manufacturers, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers, importers, retailers and wholesale dealers in all kinds of children's and babies' wear and wearing apparel of all kinds and description, and without limitation of the foregoing, children's dresses, coats, suits, outer clothing pinafores, and bonnets, and undergarments for babies and children;

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers, and wholesale dealers in all kinds of men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, including women's and men's sportswear, head and foot wear of every description, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woollens, cotton goods, satins, velvet, velveteen, lace, silk goods, textiles and textile fabrics, of every kind and description, fur and dress trimmings, braids, cords, and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter, under the name of "Pioneer Children's Wear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1946.

L. DESILETS,

13365-o

Deputy Attorney General.

**"Rivoli Blouse & Sportswear Inc."**

**"Rivoli Blouse & Sportswear Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Irving Kornbluth, manufacturier, Lillian Lazare et Hylda Sherman, secrétaires, filles majeures, tous trois de la cité d'Outremont, et Albert Louis Stein, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Irving Kornbluth, manufacturer, Lillian Lazare and Hylda Sherman, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of the City of Outremont, and Albert Louis Stein, advocate, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes de maison, robes, gilets, robes de bain, robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirée pour dames, demoiselles et enfants, vêtements de toute description quelconque pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants, vêtements de toute description quelconque pour hommes et garçons, comprenant les pantalons, vêtements de sport, gilets de fumeurs, gilets de repos, imperméables, robes de chambre; et marchands de lainages, soieries, coton et de toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et tous

To manufacture, deal, in, import, export, wholesale and retail, ladies', misses', and children's housecoats, robes, jackets, bathrobes, dresses, sportswear, coats, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds, men's and boys' wearing apparel of every description whatsoever including pants, sportswear, smoking jackets, cocktail jackets, raincoats, dressing gowns; and dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and all other materials, objects and commodities used in the manufacture of men's ladies' and

autres matières, objets et commodités utilisés dans la fabrication de vêtements pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Rivoli Blouse & Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13366 L. DÉSILETS.

**"Ross Bros. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Hilmar Ross, manufacturier, Thomas Edward Garrison, administrateur, et June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Borge Ross, manufacturier, de la ville de Strathmore, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'argentiers, d'orfèvres, de l'affinage de métaux précieux et d'accessoires, marchands de diamants, bijoutiers, articles de bijouterie et accessoires de bijouterie, ornements et nouveautés; à manufacturer, produire, affiner, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter, ou autrement disposer ou faire le commerce comme grossistes et détaillants, ou l'un ou l'autre, de bijouterie, pièces de bijouterie, accessoires de bijouterie, métaux précieux, diamants, montres, ornements, nouveautés et de tous ou aucun articles faits en métal, verre, plastique, argile, céramique, bois, caoutchouc ou tissus, sous le nom de "Ross Bros. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13367 L. DÉSILETS.

**"Sherbrooke Canadian Baseball Club Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1946, constituant en corporation: Lester J. Berlove, procureur, William J. Burns, Jr., gérant d'affaires, et Hyman J. Mandell, marchand tous de Rochester, État de New York, un des États Unis d'Amérique, dans les buts suivants:

Exploiter un club de balle au camp et faire toute opération se rapportant audit objet, et tout autre commerce ou commerces s'y rapportant, comprenant l'exploitation de toute autre entreprise et commerces sportifs incidents ou s'y rapportant, sous le nom de "Sherbrooke Canadian Baseball Club Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13368 L. DÉSILETS.

children's wearing apparel, under the name of "Rivoli Blouse & Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13366-o Deputy Attorney General.

**"Ross Bros. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Hilmar Ross, manufacturer, Thomas Edward Garrison, executive, and June Kirlin, stenographer, spinster, all of the City of Montreal, and Borge Ross, manufacturer, of the Town of Strathmore, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of silversmiths, goldsmiths, refining of precious metals and findings, diamond merchants, jewellers, jewellery findings and jewellery accessories, ornaments and novelties; to manufacture, produce, refine, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal as wholesaler and retailer or either in or with jewellery, jewellery findings, jewellery accessories, precious metals, diamonds, watches, ornaments, novelties and all or any articles made out of metal, glass, plastic, clay, ceramic, wood, rubber or fabric, under the name of "Ross Bros. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13367-o Deputy Attorney General.

**"Sherbrooke Canadian Baseball Club Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1946, incorporating: Lester J. Berlove, attorney, William J. Burns, Jr., business manager, and Hyman J. Mandell, merchant, all of Rochester, State of New York, one of the United States of America, for the following purposes:

Operate a baseball club and perform any operation in connection with the said object, and all other business or businesses incidental thereto, including the operation of any other sport enterprise and businesses incidental or relating thereto, under the name of "Sherbrooke Canadian Baseball Club Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13368-o Deputy Attorney General.

**"Sleepy Giant Gold Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1946, constituant en corporation: Jack H. Kentish, homme d'affaires, de la ville de Malartic, district d'Abitibi, Camille Beaulieu, avocat, et Marie-Reine Bellehumeur, sténographe, tous deux de la ville de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, tous de la province de Québec, dans les buts suivants :

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais ;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter par quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit ; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Sleepy Giant Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 55 est, rue Perreault, Rouyn, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13369 L. DÉSILETS.

**"Smartknit Goods Mfg. Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1946, constituant en corporation: Karl Morgenstern, manufacturier, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des articles tricotés de toute description, textiles et marchandises sèches, sous le nom de "Smartknit Goods Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 249 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13370 L. DÉSILETS.

**"Specialloid (Canada) Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1946, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et

**"Sleepy Giant Gold Mines Limited"**  
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1946, incorporating: Jack H. Kentish, businessman, of the Town of Malartic, district of Abitibi, Camille Beaulieu, lawyer, and Marie-Reine Bellehumeur, stenographer, both of the Town of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, all in the Province of Quebec, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatsoever ; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Sleepy Giant Gold Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$3,500,000.000, divided into 3,500,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at 55 Perreault, St. East, Rouyn, district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13369-o Deputy Attorney General.

**"Smartknit Goods Mfg. Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1946, incorporating: Karl Morgenstern, manufacturer, June Kirlin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturing, buying and selling knitted goods of every description, textiles and dry goods, under the name of "Smartknit Goods Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 250 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 249 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this twenty-second day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13370-o Deputy Attorney General.

**"Specialloid (Canada) Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February 1946, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, and Theodore Herzl Shapiro,

conseil en loi du Roi, et Théodore Herzl Shapiro, avocat, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, travailleurs, opérateurs, négociants à forfait, importateurs et exportateurs, marchands et commerçants d'aucune et toutes sortes et genres de machines-outils, matrices, cribles, calibres et d'usines de fer, acier et métaux, machinerie d'usines, accessoires, appareils, instruments, dispositifs et outillage et toutes pièces et accessoires pour ceux, sous le nom de "Specialloid (Canada) Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$20 chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées à toute personne autre qu'un actionnaire sans le consentement du bureau de direction qui sera signifié par une résolution passée par le bureau de direction, non plus que les actions de tout actionnaire de la compagnie ne seront transférées ou votées contrairement à toute entente du dit actionnaire avec tout autre actionnaire ou actionnaires si cette entente a été déposée au préalable à la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13371 L. DESILETS.

advocate, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, designers, producers, processors, operators, jobbers, importers and exporters, merchants, and dealers, in any and all kinds and types of machine tools, dies, jigs, gauges and iron, steel and metal works, plant machinery, implements, apparatus, instruments, appliances and equipment and any parts and accessories therefor, under the name of "Specialloid (Canada) Limited", with a total capital stock of \$100,000.00, divided into 5,000 common shares of \$20.00 each.

The shares of the company shall not be transferred to any person other than a shareholder without the consent of the board of directors to be signified by resolution passed by the board, nor shall the shares of any shareholder of the company be transferred or voted contrary to any agreement of said shareholder with any other shareholder or shareholders if such agreement has been previously delivered to the company;

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13371-o Deputy Attorney General.

#### "St. Denis Investors Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, avocats, Frank E. Louis et Philip Coan, marchands, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et placer dans tous titres, obligations, débetures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souverain ou d'autorité suprême, municipale, locale, ou autrement, et dans des bons, débetures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs, et dans toute propriété mobilière ou immobilière quelconque et placer de l'argent et changer, modifier ou réaliser sur ces placements, sous le nom de "St. Denis Investors Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions et la disposition suivante s'y appliquera, à savoir: Le droit de transférer des actions du capital-actions de la compagnie sera restreint de manière qu'aucune action ne sera transférée sans le consentement d'une majorité des directeurs.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13372 L. DESILETS.

#### "St. Denis Investors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, advocates, Frank E. Louis and Phillip Coan, merchants, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities, and in any moveable or immoveable property whatsoever and to invest money, and to change, alter or realize upon any such investments, under the name of St. Denis Investors Limited, with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 shares of \$100.00 each.

No appeal shall be made to the public for subscription of shares, and the following provision shall apply thereto, namely: The right to transfer shares of the capital stock of the Company shall be restricted in that no shares shall be transferred without the consent of a majority of the directors.

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13372-o Deputy Attorney General.

**"St. Lawrence Advertising Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Arnold Ralph Gélinas et Gordon Herbert Wilson, gérants, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce général d'annonces et de publicité dans toutes ses spécialités comme mandants et agents;

Exercer, en général, le commerce qui consiste à fournir le divertissement, les renseignements et l'instruction au public, sous le nom de "St. Lawrence Advertising Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13373 L. DESILETS.

**"St. Lawrence Advertising Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Arnold Ralph Gélinas and Gordon Herbert Wilson, managers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches both as principals and agents;

To carry on generally the business of furnishing amusement, information and instruction to the public, under the name of "St. Lawrence Advertising Limited," with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13373-o Deputy Attorney General.

**"The Home and School Association of the Noranda High School Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Albert William Cant, chef d'équipe, Cuthbert Cooper Robinson, ministre protestant, et Eric-W. Michaud, commis en chef, tous de la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

S'intéresser à tous les problèmes qui se rapportent au bien-être de l'enfant à la maison, à l'école et dans la communauté;

Intéresser tout le monde à tous les enfants, et lier en des fins communes la maison, l'école et autres pouvoirs éducatifs dans la vie de l'enfant travailler à son plus grand bien, sous le nom de "The Home and School Association of the Noranda High School Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000).

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13374 L. DESILETS.

**"The Home and School Association of the Noranda High School Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1946, incorporating without share capital: Albert William Cant, shift boss, Cuthbert Cooper Robinson, clergyman, and Eric-W. Michaud, chief clerk, all of the Town of Noranda, District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To concern itself with all problems that relate to the welfare of the child in the home, school and community;

To interest all people in all children, and to link in common purpose the home, the school and other educative forces in the life of the child, to work for his highest good, under the name of "The Home and School Association of the Noranda High School Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited to Twenty Thousand (\$20,000.00) dollars.

The head office of the Company will be at Noranda, in the District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1946.

L. DESILETS,  
13374-o Deputy Attorney General.

**"Vietrix Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, manufacturer, négocier et faire le commerce et distribuer

**"Vietrix Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, manufacture, trade in and deal in and distribute chemicals,

des produits chimiques, métaux, minéraux, feronnerie, articles en bois, produits en acier, textiles, marchandises sèches, nouveautés, bibelots, papier, produits en papier, outillage électrique, machinerie, articles de maison, vêtements pour hommes et femmes, matériaux de construction, peintures, plastiques, jouets, toutellerie, porcelaine, verrerie, produits alimentaires, radios, pièces de radios, appareils électriques, fournitures de maison, objets émaillés, fatencerie, articles en métal, appareils chirurgicaux et scientifiques, poêles, plaques chaudes, chauffeuses, fours, lessiveuses, repasseuses, réfrigérateurs, fers, grille-pain, machines à coudre et leurs pièces, gramophones, phonographes, outils (à la main et électriques), menus objets, meubles, poterie, bijouterie, pierres précieuses, semi-précieuses et imitées, sacs à main, porte-monnaie, portefeuilles, boutons, articles en cuir, ornements et garnitures, articles religieux, souvenirs, accessoires de fumeurs, montres et horloges, instruments d'optique et lentilles à l'exception des verres ophtalmiques, parfums, articles et préparations de toilette, instruments de musique, caméras, articles en caoutchouc, produits textiles, laine et lainages, tapis, carpettes, fourrures, articles de mode, filés, tissus, coton, étoffes et dentelles et marchandises imperméables, ustensiles de cuisson, sous le nom de "Victrix Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 dollars chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$24,500 dollars divisée en 245 actions de \$100 dollars chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13375

L. DÉSILETS.

metals, minerals, hardware, woodware, steel products, textiles, dry goods, novelties, notions, paper and paper products, electrical equipment, machinery, household articles, men's and women's wear, building materials, paint, plastics, toys, cutlery, china, glassware, food products, radios, radio parts, electrical appliances, house furnishings, enamel ware, crockery, metal ware, surgical and scientific apparatus, stoves, hot plates, heaters, ovens, washing machines, ironing machines, refrigerators, irons, toasters, sewing machines and parts for same, gramophones, phonographs, tools (hand and electric) small wares, furniture, pottery, jewellery, precious, semi-precious and imitation stones, handbags, bills-folds, wallets, buttons, leather goods, ornaments and trimming, religious articles, souvenirs, smoking accessories, watches and clocks, optical instruments and lenses excepting ophthalmic glasses, perfumes, toilet articles and preparations, musical instruments, cameras, rubber goods, textile products, wool and wollens, rugs, carpets, furs, millinery, tweeds, fabrics, cottons, cloth and laces and waterproof goods, cooling utensils, under the name of "Victrix Corporation."

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00 divided into 490 shares of \$100.00 dollars each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$24,500.00 dollars divided into 245 shares of \$100.00 dollars each;

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13375-0

Deputy Attorney General.

#### "Vogue Music Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Sam Schwartz, marchand, Milton Klein, avocat, tous deux des cité et district de Montréal, province de Québec, et Albert Siegal, agent de manufacturiers, de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, importateurs et exportateurs et producteurs et acheter, vendre, louer, exploiter et négocier et faire le commerce de toutes sortes et descriptions de musique, et sans limiter la généralité des précédents, des instruments de musique, pianos, orgues, phonographes, machines à musique automatiques, disques, radios et tous leurs accessoires, musique en feuilles et livres de musique, articles et appareils électriques, jouets, meubles, caméras et accessoires de photographie, livres et papeterie, sous le nom de "Vogue Music Incorporated", avec un capital de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13376

L. DÉSILETS.

#### "Vogue Music Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1946, incorporating: Sam Schwartz, merchant, Milton Klein, advocate, both of the city and district of Montreal, province of Quebec, and Albert Siegal, manufacturers' agent, of the city of Toronto, province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters and producers of, and to buy, sell, lease, operate, and deal in and with all kinds and descriptions of music, and without limiting the generality of the foregoing, musical instruments, pianos, organs, phonographs, automatic coin-operated music machines, records, radios and all accessories thereto, sheet music and music books, electrical goods and appliances, toys, furniture, cameras and photographic supplies, books and stationery, under the name of "Vogue Music Incorporated", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13376-0

Deputy Attorney General.

**"Wear-Rite Garment Co. Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1946, constituant en corporation: Alfred Druckman, dessinateur, de la cité d'Outremont, Dame Josephine Levitt, marchande publique, épouse séparée de biens de Max Levitt et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Martha Pollack, fille majeure, les deux dernières de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, négociants à forfait, grossistes et détaillants de vêtements, habits, robes, vêtements de sport et habits de toute sorte et description pour hommes, dames et enfants et blouses et aussi des marchandises sèches, fournitures de tailleurs, textiles, tissus de toutes sortes et étoffes et marchandises en coton en général, et exercer le commerce de tailleurs, confectionneurs et marchands de drap, sous le nom de "Wear-Rite Garment Co. Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13377

L. DESILETS.

**"Wear-Rite Garment Co. Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1946, incorporating: Alfred Druckman, designer, of the city of Outremont, Dame Josephine Levitt, marchande publique, wife separate as to property of Max Levitt, and duly authorized by him for these presents, and Martha Pollack, fille majeure et usant de ses droits, the two latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers, wholesalers and retailers of men's, ladies' and children's wear, garments, dresses, sportswear and clothing of every kind and description and blouses and also in dry good, tailors' trimmings, textiles, fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors' outfitters and clothiers, under the name of "Wear-Rite Garment Co. Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13377-o

Deputy Attorney General.

**"Wegson Holdings Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Philip Meyero-vitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange ou autrement, prendre à bail, posséder et accorder des baux, exploiter et utiliser et autrement faire le commerce et aliéner, disposer et faire le commerce d'immeubles et de tous droits et intérêts en ceux et de terrains et bâtisses de toute sorte, et construire, améliorer, réparer et autrement faire le commerce, directement ou indirectement, de bâtisses et maisons résidentielles, industrielles, commerciales et autres, maisons d'appartements, logements, magasins, entrepôts, usines de chauffage et autres constructions de toutes sortes, et exercer un commerce général d'immeubles et le commerce général d'agents et courtiers d'immeubles, entrepreneurs, constructeurs, gérants, entrepreneurs et autres commerces semblables, sous le nom de "Wegson Holdings Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13378

L. DESILETS.

**"Wegson Holdings Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Philip Meyero-vitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise, to take on lease and to own and grant leases of, operate and use and otherwise deal with and to alienate, dispose of and deal in real estate and all rights and interest therein and lands and buildings of any kind, and to construct, improve, repair and otherwise deal with, directly or indirectly, residential, industrial, commercial and other buildings and houses, apartment buildings, flats, stores, warehouses, heating plants and other constructions of all kinds, and to carry on a general real estate business and the business generally of real estate agents and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and similar business, under the name of "Wegson Holdings Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13378-o

Deputy Attorney General.

**"Will Brodrigie Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Wilfrid Brodrique, agent d'assurances et chef d'orchestre, Lorenzo Drolet, agent d'assurances et musicien, et Clara Brodrique, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et exercer les commerces de:

Musique sous toutes ses formes comprenant principalement le commerce d'instruments de musique, d'instruments de reproductions de musique, leur réparation et entretien, le commerce de musique en feuilles, sur disques, et accessoirement l'enseignement de la musique, l'organisation de concerts et d'événements musicaux, et généralement tous genres de commerce et d'activités connexes à la musique;

Marchands et entrepreneurs en électricité comprenant le commerce d'appareils et d'accessoires électriques sous toutes leurs formes, l'installation de systèmes électriques de tous genres, leur entretien et réfection, et généralement tous genres de commerce et d'affaires connexes à l'électricité, l'installation de système de chauffage;

Marchands d'articles de tenue de maison comprenant vaisselle, porcelaine, verrerie, coutellerie, pièces d'ornementation, bibelots, cadeaux, nouveautés, batterie de cuisine, sous le nom de "Will Brodrique Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune

Le siège social de la compagnie sera à 65, Maréchal Foch, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13379

L. DÉSILETS.

#### "Wilshire Textiles Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1946, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus et Abraham Feiner, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme grossistes, négociants à forfait, manufacturiers et marchands de rayons, soieries, crêpes, coton, lainages et textiles de toutes descriptions et sortes;

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands, négociants à forfait et entrepreneurs de vêtements de toutes descriptions et sortes pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Wilshire Textiles Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13380

L. DÉSILETS.

#### "W. W. Veitch Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février

Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1946, incorporating: Wilfrid Brodrique, insurance agent and orchestra leader, Lorenzo Drolet, insurance agent and musician, and Clara Brodrique, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of:

Music in all its branches including in particular the business musical instruments, instruments for the reproduction of music, their repair and maintenance, the business of sheet music records, and accessorially the teaching of music, the organization of concerts and musical entertainments, and in general all kinds of business and activities connected with music;

Dealers in electrical equipment and electrical contractors comprising the business of electrical apparatus and accessories in all lines of same, the installation of electric systems of all kinds the maintenance and repair, and generally all kinds of business and affairs connected with electricity and the installation of electric heating systems;

Dealers in household effects, including crockery, chinaware, glassware, cutlery, ornaments, bric-a-brac, gifts, novelties, kitchen batteries, under the name of "Will Brodrique Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 65 Maréchal Foch, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of February, 1946.

I. DÉSILETS,

13379

Deputy Attorney General.

#### "Wilshire Textiles Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1946, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus and Abraham Feiner, all advocates, of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as wholesalers, jobbers, manufacturers and merchants of rayons, silks, crepes, cottons, woollens and textiles of all descriptions and kinds;

To carry on the business as manufacturers, merchants, jobbers and contractors of men's, women's and children's wearing apparel of all descriptions and kinds, under the name of "Wilshire Textiles Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13380-o

Deputy Attorney General.

#### "W. W. Veitch Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Léon Faribault,

1946, constituant en corporation: Léon Faribault, avocat, Rita Angers, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Marcelle Labonté, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à produire, posséder, acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, emballer, distribuer et négocier des articles en toile et des produits textiles de toutes sortes, sous le nom de "W. W. Veitch Limited", avec un capital total de \$19,000, divisé en 190 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13381 L. DÉSILETS.

advocate, Rita Angers, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and Marcelle Labonté, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of producing, owning, buying, selling, manufacturing, importing, exporting, packing, distributing and dealing in linen goods and textile products of all kinds, under the name of "W. W. Veitch Limited", with a total capital stock of \$19,000.00, divided into 190 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13381-o Deputy Attorney General.

### Lettres patentes supplémentaires

#### "Fairfield, Ellis & Grant Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour de mars 1946, changeant le nom de la compagnie "Barton & Ellis Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 décembre 1938, en celui de: Fairfield, Ellis & Grant Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13382 L. DÉSILETS.

### Supplementary Letters Patent

#### "Fairfield, Ellis & Grant Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Barton & Ellis Limited", incorporated by letters patent dated December 21st, 1938, into that of: "Fairfield, Ellis & Grant Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1946.

L. DÉSILETS,  
13382-o Deputy Attorney General.

#### "J. A. Lalonde & Company Limited" "J. A. Lalonde & Compagnie Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour de mars 1946, changeant le nom de la compagnie "J. A. Lalonde Limited"—"J.-A. Lalonde Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 février 1946, en celui de: "J. A. Lalonde & Company Limited"—"J.-A. Lalonde & Compagnie Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13383 L. DÉSILETS.

#### "J. A. Lalonde & Company Limited" "J. A. Lalonde & Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "J.-A. Lalonde Limited"—"J.-A. Lalonde Limitée", incorporated by letters patent dated February 18th, 1946, into that of: "J.-A. Lalonde & Company Limited"—"J.-A. Lalonde & Compagnie Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,  
13383-o Deputy Attorney General.

#### "Le Mercure Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de février 1946, à la compagnie "Le Mercure Inc." ratifiant un règlement augmentant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,  
13384-o L. DÉSILETS.

#### "Le Mercure Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Le Mercure Inc." ratifying a by-law increasing the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,  
13384 Deputy Attorney General.

## Arrêtés en Conseil

## Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1170

Number 1170

Québec, le 28 mars 1946.

Quebec, March 28th, 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT le rappel de l'arrêté numéro 1257, du 15 mars 1940, relatif à certains établissements industriels occupés à la fabrication de munitions ou dans des contrats visés par la Loi des mesures de guerre.

CONCERNING the repeal of Order number 1257, of March 15th, 1940, concerning some industrial establishments engaged in the fabrication of ammunitions or in contracts contemplated by the War Measures' Act.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

QUE l'arrêté numéro 1257, du 15 mars 1940, soit rappelé, et ce, à compter du 31 mars 1946.

THAT Order number 1257, of March 15th, 1940, be repealed as of March 31st, 1946.

A. MORISSET,

A. MORISSET,

13423-o

Greffier du Conseil Exécutif.

13423-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1175

Number 1175

Québec, le 28 mars 1946.

Quebec, March 28th, 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec.

CONCERNING amendments to the decree relating to the working glove industry in the Province of Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), "The Canadian Glove Manufacturers Association (Quebec Division)" et la Fédération nationale des Gantiers ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 1096 du 28 avril 1943 et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec ;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1940, chapter 163 and amendments, The Canadian Glove Manufacturers Association (Quebec Division) and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1096, of April 28th, 1943, as amended, relating to the working glove industry in the Province of Québec ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 novembre 1945 ;

WHEREAS the said request has been published in the issue of November 24th, 1945, of the *Quebec Official Gazette* ;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation ;

WHEREAS no objection has been made against its approval ;

ATTENDU QUE les modifications proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du travail, en date du 6 mars 1946 ;

WHEREAS the amendments proposed in the said request have been approved by the Regional Labour Board on March 6th, 1946 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

QUE ledit décret numéro 1096 soit modifié de la façon suivante :

THAT the said decree, number 1096, be amended as follows :

1o. A l'article VII, taux de salaires :

1o. In section VII, wage rates :

a) Le taux de \$0.13 par douzaine de paires mentionné pour l'opération numéro 4, est remplacé par le taux de \$0.15.

a) The rate of \$0.13 per dozen of pairs, mentioned for operation number 4, is replaced by the rate of \$0.15.

b) Le taux de \$0.17 par douzaine de paires mentionné pour l'opération numéro 5, est remplacé par le taux de \$0.19.

b) The rate of \$0.17 per dozen of pairs, mentioned for operation number 5, is replaced by the rate of \$0.19.

c) Le taux de \$0.09 par douzaine de paires mentionné pour l'opération numéro 200, est remplacé par le taux de \$0.11.

c) The rate of \$0.09 per dozen of pairs, mentioned for operation number 200, is replaced by the rate of \$0.11.

2o. Les opérations "200a" et "201a" sont ajoutées à l'article VII :

2o. The operations "200a" and "201a" are added to section VII :

"200a.— Deuxième fermeture de la mitaine avec pagode, sans nervure . . . \$0.04"  
"201a.— Deuxième fermeture de la mitaine avec pagode, avec nervure. . . \$0.06"

"200a.— Second closing of mitts with cuffs, no welt . . . \$0.04"  
"201a.— Second closing of mitts with cuffs, full welt. . . \$0.06"

A. MORISSET,

A. MORISSET,

13424-o

Greffier du Conseil Exécutif.

13424-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1176

Québec, le 28 mars 1946

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une modification au décret relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Horlogerie a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier la juridiction territoriale du décret numéro 2816 du 4 octobre 1943 et amendements, relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 février 1946 ;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation ;

ATTENDU QUE le Conseil régional du travail a approuvé la modification proposée dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 6 mars 1946.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE ledit décret numéro 2816 soit modifié de la façon suivante :

L'article III est radié et remplacé par le suivant :

"III.— *Jurisdiction territoriale*:— La juridiction territoriale du présent décret comprend l'Île de Montréal, l'Île Jésus et le comté de Terrebonne."

A. MORISSET  
13425-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1177

Québec, le 28 mars 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3022 du 21 octobre 1943 et amendements— relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 février 1946 ;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes ;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec a approuvé les modifications proposées dans ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des employeurs concernés de se conformer à ses dispositions, par décision rendue à sa séance du 12 février 1946 ;

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1176

Quebec, March 28th, 1946

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING an amendment to the decree relating to the clockmaker's trade in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of Horology has submitted to the Minister of Labour a request to amend the territorial jurisdiction of the decree number 2816, of October 4th, 1943, as amended, relating to the clockmaker's trade in the Island of Montreal ;

WHEREAS the said request has been published in the issue of February 2nd, 1946, of the Quebec Official Gazette ;

WHEREAS no objection has been made against its approval ;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendment proposed in the said request by a decision taken at its meeting of March 6th, 1946.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the said decree, number 2816, be amended as follows :

Section III is deleted and the following substituted therefor :

"III.— *Territorial jurisdiction*:— The territorial jurisdiction of the present decree comprises Montreal and Jesus Islands and the county of Terrebonne."

A. MORISSET,  
13425-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1177

Quebec, March 28th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the printing trades in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3022, of October 21st, 1943, and amendments, relating to the printing trades in the district of Québec ;

WHEREAS the said request has been published in the issue of February 9th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS objections have been made against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration ;

WHEREAS the Regional War Labour Board of Quebec, by a decision taken at its meeting of February 12th, 1946, has approved the amendments proposed in the said request and has ordered each and every employer concerned to abide by its provisions ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3022 soit modifié de la façon suivante:

Les articles I à XVI inclusivement sont radiés et remplacés par les suivants:

"I.— *Definitions*:— Pour les fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.— Un "contremaître" est une personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille dans le métier;

b.— Un "compagnon", en général, est une personne qui a complété l'apprentissage requis pour la branche du métier dans lequel elle est employée, et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le présent décret;

c.— Un "compagnon pressier" est un compagnon qui sait faire la mise en train de sa presse, préparer son encre, marger une presse à cylindre de tout format et une presse à plateau.

d.— Un "compagnon sur presse à plateau" est un compagnon travaillant dans un atelier de la classe "C" qui est en mesure d'établir devant le comité de compétence créé à cette fin par le Comité paritaire, qu'il peut produire tous les travaux qui doivent être faits sur une presse à plateau, (automatique ou margés à la main);

e.— Un "apprenti" est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par le présent décret, soit dans un atelier, soit dans une école d'arts graphiques reconnue comme telle par le comité paritaire;

f.— Un "aide" est un salarié inexpérimenté du sexe masculin exécutant, dans un atelier, des travaux manuels qui n'exigent aucune expérience spéciale;

g.— Un "atelier" est un établissement où s'exécutent un ou tous les genres de travaux mentionnés au paragraphe "b", alinéa "I", de l'article II.

h.— Le terme "comité de compétence" désigne le bureau d'examineurs créé en vertu de l'article 27 de la Loi."

II.— *Jurisdiction*:— a.— *Jurisdiction territoriale*:

La juridiction territoriale du présent décret comprend les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, et les parties des districts des Trois-Rivières, de St-François, et d'Arthabaska non assujetties au décret régissant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

b.— *Jurisdiction professionnelle*: Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle comprend:

1.— Toute personne employée à produire des imprimés ou travaux connexes, y compris les typographes, les linotypistes, les monotypistes, les pressiers, les clichés, les relieurs, les finisseurs, les régleurs, les coupeurs, les photographeurs, les lithographeurs, les électrotypeurs — qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé, dans une entreprise privée, industrielle, d'enseignement ou école d'apprentissage utilisant des presses typographiques, des presses "offset", photolithographiques ou lithographiques, y compris les impressions "à la soie" et les photogravures, dans un atelier d'institution religieuse, dans une entreprise commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telle opération constitue le commerce principal de telle entreprise, ou qu'elle soit secondaire à tout autre commerce ou moyen de subsistance. Le présent décret régit également les travaux exécutés sur des duplica-

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3022, be amended as follows:

Sections I to XVI inclusive are deleted and the following substituted therefor:

"I.— *Definitions*:— For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the significance herein after given to them;

a.— A "foreman" is a person who gives the employer's orders, divides the work, supervises the execution of the work and performs trade operations.

b.— A "journeyman", in general, is a person who has completed the apprenticeship required for his craft and who plies or teaches one of the trades governed by the present decree.

c.— A "journeyman-pressman" is a journeyman capable of getting his press ready, preparing the ink, feeding a cylinder press of any type and a platen press.

d.— A "journeyman on platen presses" is a journeyman who works in an establishment of class "C" and is capable of proving to the Competency Committee formed for that purpose by the Parity Committee that he can perform all operations required on a platen press (whether automatic or hand fed).

e.— An "apprentice" is a person who learns one of the trades governed by the present decree, whether in a shop or in a graphic art school recognized by the Parity Committee.

f.— A "helper" is an unexperienced male employee committed, in a shop, to manual operations which require no special experience.

g.— A "shop" is an establishment where one or all of the operations mentioned in subsection "b", paragraph 1 of section II are performed."

h.— The term "Competency Committee" designates the board of Examinators formed in virtue of article 27 of the Law".

II.— *Jurisdiction*:— a.— *Territorial jurisdiction*:— The territorial jurisdiction of the present decree comprises the judicial districts of Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and those parts in the districts of Three-Rivers, St-François and Arthabaska not subject to the decree governing the printing industry in the Montreal district.

b.— *Professional jurisdiction*:— For the purposes of enforcement of the present decree, the professional jurisdiction comprises:

1.— All male and female persons committed to the production of printed matters or to operations connected therewith including typographers, linotypists, monotypists, pressmen, stereotypers, bookbinders, finishers, rulers, cutters, photo-engravers, litho-engravers, electrotypers, whether they be employed in a trade plant, in a private or industrial enterprise or in a school for learners or apprentices using typographic, offset, photo-lithographic and lithographic presses, including silk impressions and photogravures, in a religious institution's shop, in a commercial enterprise or in any other establishment and whether such operation constitute the main trade of such enterprise or an accessory to any other trade or means of subsistence. The present decree shall also govern operations performed on stencil duplicators (mimeograph), multigraphers and by means of any other graphic reproduction process when

teurs à stencils, genre miméographe, des multigraphes et au moyen de tout autre procédé de reproduction graphique, quand ces appareils sont utilisés pour des fins commerciales ou de subsistance.

Aucun atelier ne doit être subdivisé en entreprises distinctes ou indépendantes l'une de l'autre;

Nonobstant le décret numéro 4680 du 7 novembre 1945 relatif à l'industrie de la lithographie et indiquant une juridiction provinciale, le présent décret s'applique aux personnes travaillant à produire des impressions lithographiques et qui exercent leurs activités dans la juridiction territoriale mentionnée au paragraphe "a" du présent article.

2.— Pour les fins d'application du présent décret, les départements suivants sont considérés comme branches distinctes du métier:

i.— Tous les divers départements des journaux quotidiens et hebdomadaires astreints au présent décret:

ii.— Pour tout autre établissement: composition, presses typographiques, réglage, photogravure, électrotypie, lithographie, photo-litho, reliure et tout autre procédé de reproduction graphique.

3.— La proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons s'applique de la façon prévue aux articles VIII et IX.

4.— Toutefois, pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle ne comprend pas les employés suivants:

i.— Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien du bâtiment, les préposés aux ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les mécaniciens, les électriciens, les préposés aux machines à adresser, les chauffeurs, les messagers, et les autres salariés qui ne sont pas employés à des travaux d'imprimerie, de réglage, de reliure, de photogravure, d'électrotypie, de coupage, de photo-litho, de lithographie ou à tout autre procédé d'art graphique.

ii.— Les salariés travaillant régulièrement à la publication du journal d'un établissement qui, par un contrat d'union assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du présent décret.

iii.— Les graveurs sur cuivre, à la main, qui ne travaillent pas dans un atelier de photogravure."

"III.— Classification:— Les ateliers assujettis au présent décret sont divisés en quatre classes, pour les fins de tarification des salaires et de la durée du travail:

1° Classe "A":— La classe "A" comprend:

a.— Tous les ateliers qui utilisent une ou plusieurs presses rotatives pour quelque fin que ce soit;

b.— Tous les ateliers qui utilisent trois (ou plus) presses automatiques ou margées à la main, prenant une feuille de 24" x 36" ou d'un format plus grand. Les ateliers des districts ruraux ne sont pas compris dans la classe "A", non plus que les manufacturiers de sacs en papier.

2° Classe "B":— La classe "B" comprend tous les ateliers possédant deux presses cylindriques ou plus, ou une machine à composer ou plus ainsi que les ateliers de photogravure, d'électrotypie, de lithographie, d'offset, de photo-litho, de réglage et de reliure non spécifiquement mentionnés dans les classes "A" et "D", ainsi que les manufacturiers de sacs en papier.

3° Classe "C":— La classe "C" comprend tous les ateliers qui ne sont pas compris dans les autres catégories.

such devices are used for commercial or subsistence purposes.

No establishment or shop may be subdivided into distinct or independent enterprises.

Notwithstanding the decree number 4680 of November 7th, 1945, relating to the lithographic industry and indicating a provincial jurisdiction, the present decree applies to persons working to the production of lithographical printing and carrying on their trade within the territorial jurisdiction determined by sub-section "a" of the present section.

2.— For the purposes of enforcement of the present decree, the following departments are considered as distinct branches of the trade:

i.— All departments of the daily and weekly newspapers subject to this decree.

ii)—For any other establishment: composition, typographical press, ruling, photogravure, electrotyping, lithography, photo-litho, bookbinding and any other graphic reproduction process.

3. The proportion of the number of apprentices in regard to that of journeymen shall apply as determined by section VIII and IX.

4. However, for the purposes of enforcement of this decree, the professional jurisdiction shall neither designate nor include the following employees:

i) — The office executives: the clerks, the building maintenance men, the elevator operators, the cleaners, the shippers, the mechanics, the electricians, the addressograph operators, the firemen, the messengers and the other wage-earners who are not working in the production of printed matters, ruling, bookbinding work, photogravure, electrotyping, cutting, photo-litho, lithography or in any other graphic art process.

ii)—Workers employed regularly in the publication of the newspaper of an establishment which, under a union contract, guarantees to the said workers working conditions and wages better than those of the present decree.

iii)—Hand engravers on copper who do not work in a photogravure shop."

"III.— Classification:— The establishments governed by the present decree are divided into four (4) classes for the purpose of rating the wages and the duration of labour:

1. Class "A":) Class "A" includes:

a.— All shops operating one or many rotary presses for any purpose whatever;

b.— All shops operating three (or more) automatic or hand-fed presses capable of taking a sheet of 24" x 36" or of a larger size.

Shops in rural districts are not included in class "A"; the same applies to bag manufacturers.

2. Class "B":— Class "B" includes all shops operating two cylinder presses or more, or one or more composing machine, as well as photogravure, electrotyping, lithographing, offset, photolitho, ruling and bookbinding establishments not specifically mentioned in classes "A" and "D"; it also includes the paper bag manufacturers.

3. Class "C":— Class "C" includes all shops or establishments not included in the other categories.

4° Classe "D":— La classe "D" comprend tous les ateliers qui s'occupent exclusivement de travaux de reliure."

"IV.— *Durée du travail*:— a.— Le jour, les heures de travail sont réparties entre 7:00 a.m. et 6:00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7:00 a.m. et midi, le samedi.

Quarante-cinq (45) heures, au maximum, ainsi réparties dans les six (6) jours constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des classes "A", "B" et "D"; quarante-huit (48) heures pour les ateliers de la classe "C". Tout travail exécuté par un employé régulier ou surnuméraire en dehors des heures susdites ou excédant, au cours d'une même journée ou d'une même nuit neuf (9) heures, est considéré comme du travail supplémentaire, excepté tel que prévu au paragraphe "b" de l'article VI.

b.— Pour les équipes de nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Quarante-deux (42) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit, sauf pour les districts ruraux mentionnés au paragraphe "b" de l'article X. La durée maximum d'une nuit de travail est de neuf (9) heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire, doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire excepté tel que prévu au paragraphe "b" de l'article VI.

c.— Tout travail exécuté entre midi et minuit le samedi doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire."

"V.— *Taux de salaire minima*:— Les taux de salaire minima sont les suivants:

	Salaires horaires			
	Classes			
	A	B	C	D
<b>a.— Travail de jour:</b>				
1° Ateliers de composition				
Compagnons typographes, opérateurs de claviers et fondeuses: . . . . .	0.88	0.79	0.57	
Aides sur fondeuses: (voir plus bas item "e")				
2° Ateliers d'impression				
Compagnons pressiers et clichés . . . . .	0.84	0.76	0.65	
Compagnons sur presse à plateau . . . . .			0.57	
Aides inexpérimentés de sexe masculin:				
Première année . . . . .	0.25	0.25	0.25	
Subséquemment . . . . .	0.31	0.31	0.31	
3° Ateliers de Reliure:				
Compagnons relieurs . . . . .	0.78	0.76		.72
4° Ateliers de photogravure et électrotypie:				
Compagnons photographeurs et opérateurs de caméra . . . . .	0.78	0.76		
5° Ateliers de lithographie, offset et photo-litho				
Compagnons pressiers . . . . .	0.84	0.76		
Opérateurs de caméra . . . . .	0.78	0.76		

b.— *Travail de nuit*:— Tous les compagnons travaillant sur l'équipe de nuit doivent recevoir \$2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des employés travaillant de jour.

c.— *Contremaitres*:— Les salaires des contremaitres, dans un atelier, doivent être d'au moins \$4.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans les classes "A" et "B" et de \$3.00 dans les autres classes, et lesdits contremaitres sont soumis aux mêmes heures et aux mêmes conditions de travail que les compagnons.

4. Class "D":— Class "D" includes all shops or establishments engaged exclusively in book-binding operations."

"IV.— *Duration of labour*:— a.— During the day, the working hours are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., for the first five (5) working days of the week and between 7.00 a.m. and noon, on Saturday; forty-five (45) hours so distributed in six (6) days will constitute a regular working week for the establishments of classes "A", "B" and "D"; forty-eight (48) hours for class "C". Work performed by a regular or supernumerary employee in excess of the hours above mentioned or of nine (9) hours during a same day or night, will be considered as overtime work, except as provided in section VI, subsection "b".

b.— For night shifts, the working hours are distributed between the regular finishing and starting hours of the day shift and forty-two (42) hours, at the maximum, will constitute a regular night working week, except for rural districts mentioned in subsection "b" of section X. The maximum duration of night work is nine (9) hours. Any work performed before or after the regular hours by a regular or supernumerary employee is paid the overtime rates, except as stipulated in section VI, subsection "b".

c.— Work performed between midday and 12.00 p.m. on Saturday shall be paid the overtime rates."

"V.— *Wages rates*:— The minimum wage rates for day work are the following:

	Hourly rates			
	Classes			
	A	B	C	D
<b>a.— Day work:</b>				
1. Composition shops				
Journeyman-typographers keyboard operators and castermen . . . . .	0.88	0.79	0.57	
Castermen's helpers (see item "e" here under)				
2. Printing shops (Hourly)				
Journeyman pressmen and stereotypers . . . . .	0.84	0.76	0.65	
Journeymen on platen presses . . . . .			0.57	
Unexperienced male helpers:				
First year . . . . .	0.25	0.25	0.25	
Thereafter . . . . .	0.31	0.31	0.31	
3. Bookbinding establishment:				
Journeyman-bookbinders . . . . .	0.78	0.76		0.72
4. Photogravure and electrotyping establishment:				
Journeyman-photo-engravers and camera operators . . . . .	0.78	0.76		
5. Lithographic, offset and photo-litho establishments:				
Journeyman pressman . . . . .	0.84	0.76		
Camera operators . . . . .	0.78	0.76		

b.— *Night shift*:— Journeymen on night shifts shall receive \$2.00 more per week than the regular rates established for day workers.

c.— *Foremen*:— Wage rates for foremen in a shop shall be at least four (\$4.00) dollars more per week than those of journeymen in classes "A" and "B" and three (\$3.00) more in the other classes, and said foremen will be subject to the same hours and working conditions as those of journeymen.

d. — *Apprentis*: — Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur certificat de qualification

	Par semaine
1ère année	\$ 9.00
2ème année	11.00
3ème année	13.00
4ème année	15.00
5ème année, premier semestre	18.00
5ème année, deuxième semestre	21.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

e. — Les aides sur fondeuses doivent recevoir le salaire prévu pour les apprentis jusqu'à concurrence de la quatrième année inclusivement. Après quatre (4) années de service, ils doivent recevoir une augmentation de cinq pour cent (5%) par année jusqu'à ce qu'ils atteignent le salaire de compagnon; cette augmentation de cinq pour cent (5%) doit être ajoutée au salaire hebdomadaire du salarié. Il n'est pas permis d'employer un aide-fondeur avant d'avoir au moins un (1) compagnon opérateur de fondeuse (casterman) au travail. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne sera pas réduit par le nombre d'aides sur fondeuses.

f. — *Travail de nuit des apprentis*: — Les apprentis qui détiennent des certificats de qualification de première, deuxième et troisième années inclusivement, travaillant de nuit, doivent recevoir \$1.00 de plus par semaine, et ceux de quatrième et cinquième années exécutant le même travail doivent recevoir \$2.00 de plus par semaine.

g. — Les filles du département de la reliure doivent recevoir:

	Par semaine
1ère année, premier semestre	\$ 7.00
1ère année, deuxième semestre	8.00
2ème année, premier semestre	10.00
2ème année, deuxième semestre	11.00
3ème année, premier semestre	12.00
3ème année, deuxième semestre	14.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

"VI. — *Travail supplémentaire*: — a. — Les heures de travail supplémentaires doivent être rémunérées au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans les cas sous-mentionnés.

b. — Aucun employeur n'a le droit d'exiger qu'un salarié ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire, sauf si ledit salarié, dans les classes "C" et "D", n'a pas travaillé 24 heures au cours de la semaine normale de travail précédente. Dans ce cas, le travail supplémentaire d'une journée ne doit pas excéder quatre (4) heures et doit être rémunéré au taux simple.

Toutefois, le salarié peut recevoir une rémunération basée sur son salaire régulier, pour le travail supplémentaire qu'il exécute, s'il bénéficie d'un engagement annuel écrit lui assurant un salaire hebdomadaire supérieur à celui prévu au présent décret pour la semaine normale de travail, et s'il bénéficie, en plus, de congés payés, du paiement de son salaire en cas d'absence pour cause de maladie, soit, en ce dernier cas, de quinze (15) jours par année.

c. — Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le premier de l'An, la fête de S. Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet) et le fête du Travail.

Toutefois, les ateliers d'imprimerie et de reliure de la classe "A" et les ateliers des classes "B", "C" et "D" ont le choix de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

d. — La période de travail pour laquelle le salarié a droit au salaire comprend, outre les heures

d. — *Apprentices*: — Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

	Per week
1st year	\$ 9.00
2nd year	11.00
3rd year	13.00
4th year	15.00
5th year, first six months	18.00
5th year, second six months	21.00

These wages are payable on the hourly basis.

e. — Castermen's helpers shall receive the wages stipulated for the apprentices up to the rate fixed for the fourth year inclusive. After four (4) years, their wages shall be increased by five per cent (5%) every year until they attained those established for journeymen. Such 5% increase shall be added to the weekly wages of the employee. No casterman's helper will be employed unless a minimum of one (1) journeyman casterman be at work. The number of apprentices in other departments will not be affected by the number of castermen's helpers.

f. — *Night work of apprentices*: — Apprentices holding competency cards for the first, second and third year inclusively and doing night work shall receive one (\$1.00) dollar more per week and those of the fourth and fifth year shall receive two (\$2.00) dollars more per week.

g. — Bookbinding female employees shall receive:

	per week
1st year, first six months	\$ 7.00
1st year, second six months	8.00
2nd year, first six months	10.00
2nd year, second six months	11.00
3rd year, first six months	12.00
3rd year, second six months	14.00

These wages are payable on the hourly basis."

"VI. — *Overtime work*: — a. — The overtime working hours shall be paid time and one half with regard to the regular rates, except in the following cases:

b. — No employer will have the right to exact that an employee have worked a complete day or week of labour to pay him to overtime rate, except when the said employee, in classes "C" and "D" has not worked 24 hours in the course of the preceding standard week of work. In such case, overtime work in one day shall not exceed four (4) hours and will be paid single rate.

However, for overtime work, the worker may be paid on the basis of his regular rate in the case of an annual written employment contract with his employer by which he is assured of weekly wages higher than the weekly rate established by the decree for the normal week of labour and if he is entitled to a vacation with pay, and to the payment of his wages in the case of absence on account of sickness to the extent of fifteen (15) days per year.

c. — Double time shall be paid for work performed on Sunday, Christmas Day, New Year's Day, Dominion Day (July 1st), St. John the Baptist's Day and Labour Day.

However, printing and bookbinding establishments of class "A" and establishments of classes "B", "C" and "D" may operate either on St. John the Baptist's or Dominion Day.

d. — The time for which the employee is entitled to a remuneration includes, besides the hours

ou fractions d'heures, où, en fait, il travaille, celles aussi durant lesquelles il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie. Cette règle s'applique quel que soit le mode de travail, soit à l'heure ou autrement. Toutefois, le temps mis à la disposition de l'employé pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans ses heures de travail.

e.— Tout salarié appelé, après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail régulier ou supplémentaire, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins deux heures (2) de travail".

"VII.— *Vacances payées*:— a.— Tous les salariés assujettis au présent décret ayant au service du même employeur un an ou plus de service régulier, ont droit à une semaine de vacances payées. Les vacances des divers salariés sont réparties sur les douze mois de l'année, après entente entre l'employeur et ses salariés, mais le privilège d'en fixer définitivement la date est réservé exclusivement à l'employeur, afin de lui permettre d'assurer le bon fonctionnement de son établissement."

"VIII.— *Apprentissage*:— a.— Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus. La durée de l'apprentissage est déterminée par le comité de compétence et se termine avec l'émission d'une carte de compagnon, après que l'apprenti a obtenu avec succès ses certificats de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années — sauf tel que prévu au paragraphe "f" du présent article.

b.— Dans le cours du premier mois de l'entrée en fonction d'un apprenti, l'employeur ou ses maîtres ou professeurs doivent avertir, par écrit, le secrétaire du Comité Paritaire de telle entrée en fonction et l'apprenti doit se présenter devant le comité de compétence afin de démontrer ses aptitudes pour telle branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre. Si nécessaire, la production d'un certificat médical peut être exigée. Si le futur apprenti est jugé apte physiquement et intellectuellement et a obtenu le degré d'instruction exigé dans la branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre, le tout conformément aux dispositions énumérées ci-après, il est *ipso facto* accepté. Mais s'il ne réussit pas à passer son examen de manière satisfaisante, on lui conseillera de se diriger vers un champ d'action, mieux approprié à ses aptitudes et l'employeur ou ses maîtres ou professeurs en seront avertis aussitôt.

c.— Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. Il n'y aura du travail supplémentaire par les apprentis dans un atelier que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, telle qu'établie dans le présent décret, est observée.

d.— Les employés de sexe féminin qui apprennent et exercent un des métiers régis par le présent décret, généralement exercés par des hommes, sont soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaire que les hommes.

e.— L'expérience des salariés est déterminée par le comité de compétence. Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit 45 heures pour une semaine, et 50 semaines (2250) heures, seront nominalement considérées comme une année. En aucun temps le nombre d'heures ne doit être un facteur exclusif dans la promotion d'un salarié d'une année à l'autre ou au titre de compagnon. Aucun apprenti ne sera promu

or fractions of hours during which he is actually working, the time during which he is at the disposal of the employer and required to be present or waiting to be put to work, after a call. This clause applies whether the work be performed by the hour or otherwise. However, time off given the employee for his meals or that during which it is well understood that his services are not needed is not computed on his working time.

e.— Any employee called, after he has left the shop, to perform regular or extra work, shall receive a minimum of two (2) hours' pay."

"VII.— *Vacations with pay*:— All employees governed by the present decree, with one year of regular service or more, will be entitled to a vacation of one week, with pay.

Such vacations are distributed in the twelve months of the year after agreement between the employer and his employees, but the privilege to set a definite date remains exclusively with the employer thus permitting him to assure the proper operation of his establishment."

"VIII.— *Apprenticeship*:— a.— Any apprentice beginning to learn his trade should be at least 16 years old. The duration of the apprenticeship will be determined by the Competence Committee and will end with the issue of a journeyman's card after the apprentice has obtained his first, second, third, fourth and fifth year card, except as provided in subsection "f" of this section.

b.— In the course of the first month after the entering into service of an apprentice, the employer or his teachers should give a written notice thereof to the secretary of the Joint Committee, and the apprentice should call upon the Competence Committee in order to determine his qualifications for such section of the printing trade he wishes to learn. If necessary, a medical certificate may be required. If the candidate is found physically and intellectually qualified and has obtained the degree of instruction required in the section of the printing trade he wants to learn, in conformity with the provisions hereinafter mentioned, he shall be accepted *ipso facto*. But if he does not succeed in his examination, he will be suggested to choose a more suitable occupation, and his employer or teacher will be so informed immediately.

c.— The duration of labour for apprentices will be the same as that established for journeymen. Overtime work may be performed by apprentices in a shop only if the proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen, as established in the decree, is observed in the shop.

d.— Female employees learning and plying one of the trades governed by the present decree generally performed by men will be subject to the same labour and wage conditions as those of male employees.

e.— The experience of the employees is determined by the Competence Committee. The number of hours actually worked, that is: 45 hours for one week, and 50 weeks (2250 hours), will be nominally considered as one year. In no time should the number of hours be an exclusive factor in the promotion of a worker from one year to another or to the journeyman's rank. No apprentice may be promoted to the journey-

au titre de compagnon avant d'avoir satisfait aux deux conditions ci-haut mentionnées.

Pour les apprentis linotypistes et monotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à composer et corriger, sur une machine normalement entretenue et dans des conditions normales, un minimum de 3,500 ems de texte courant à l'heure en moyenne.

f.— Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti de quelque département que ce soit qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de 10% pour chaque période additionnelle de pas moins de six mois et de pas plus d'une année, à la discrétion du comité de compétence, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant tel salarié, s'il travaille dans le département des presses, ne compte pas dans le pro-rata des apprentis à partir de la date où il atteint son quatrième 10% d'augmentation jusqu'à ce qu'il se qualifie comme compagnon. Dans les autres départements, cependant, les ouvriers qui travaillent d'après cette clause de 10% comptent comme apprentis dans le pro-rata.

Dans les ateliers de la classe "C" qui possèdent un cylindre de quelque format que ce soit, le compagnon sur presse à plateau peut travailler sur ce cylindre et bénéficier d'une augmentation de 10% annuellement jusqu'à ce qu'il ait atteint la salaire prévu pour un compagnon pressier pour cette catégorie. Le compagnon sur presse à plateau compte comme compagnon dans le pro-rata, qu'il travaille ou non sur le cylindre en vertu de cette clause.

g.— Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la loi de l'assistance publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187)."

"IX.— *Nombre d'apprentis*:— a.— Dans les ateliers de composition et de reliure, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons employés régulièrement ou fraction de ce nombre.

b.— Dans les départements de presse, de cliquerie et dans les ateliers de photogravure, d'électrotypie et d'offset, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre. Les aides et les apprentis sujets au paragraphe "f" de l'article VIII n'entrent pas en ligne de compte pour le détermination du nombre d'apprentis d'un atelier.

c.— Le nombre des filles de reliure n'ayant pas deux (2) ans d'expérience ne doit pas dépasser les deux tiers du nombre total des salariés de cette catégorie.

d.— Toutefois, les ateliers comptant moins de dix (10) salariés, compagnons et apprentis compris, bénéficier des conditions suivantes: dans les ateliers des catégories "C" et "D", un compagnon, deux apprentis; dans les autres catégories: deux, trois, quatre ou cinq compagnons, deux apprentis; six compagnons, trois apprentis. Les apprentis peuvent être soit typographes, pressiers ou relieurs, c'est-à-dire que le pro-rata s'établit sur l'ensemble des salariés et non sur chaque département, comme il est mentionné plus haut.

e.— Pour la durée de la guerre seulement, il est loisible à l'employeur d'ajouter un apprenti par atelier au pro-rata ci-dessus et ce pour les classes "B", "C" et "D" seulement. Avant de revenir au pro-rata normal des apprentis mentionné aux paragraphes "a" et "b" du présent article, les employeurs qui se sont prévalus de la présente

man's rank before he has complied with the above two conditions.

In the case of the apprentice-linotypists and monotypists, the competency is estimated by his ability to compose and correct, on a machine in good repair, and in normal conditions, a minimum of 3,500 ems of current text per hour in average.

f.— However at the expiration of his apprenticeship, the apprentice, in any department whatsoever, not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman, shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of from six to one year, at the option of the competence Committee, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, such employee, when working in the press department, will not be taken into account in the pro rata of the apprentices from the date on which he gets his fourth 10% increase until he qualifies as journeyman. In the other departments, however, those working under that 10% clause will be considered as apprentices in the pro rata.

In the establishments of class "C" operating cylinder of any size whatever, the journeyman on a platen press may work on this cylinder and benefit by a annual 10% increase to the extent of the wage rate established for the journeyman-pressman of that category. The journeyman on a platen press will be considered as journeyman in the pro rata, whether working on the cylinder under this clause or not.

g.— This section does not apply to persons under sixteen years of age in a public relief institution subject to the Quebec Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187)."

"IX.— *Number of apprentices*:— a.— In composition and bookbinding establishments, there shall not be more than one apprentice to three (3) journeymen employed regularly or fraction thereof.

b.— In press or stereotyping departments, and in photogravure, electrotyping and offset establishments, there shall not be more than one (1) apprentice to each two (2) journeymen or fraction thereof.

Helpers and apprentices subject to section VIII, subsection "f" are not taken into account for the determining of the number of apprentices in a shop.

c.— As for girls in the bookbinding department, the number of those having less than two (2) years of experience shall not exceed the two thirds of the total number of the employees in this category.

d.— However, establishments with less than ten (10) workers, journeymen and apprentices included, will benefit by the following proportion of apprentices: in the establishments of categories "C" and "D", one journeyman: two apprentices; in the other categories, two, three, four or five journeymen: two apprentices; six journeymen: three apprentices. Apprentices may be typographers, pressmen or bookbinders, meaning that the pro-rata will be taken upon the total number of workers and not upon each department, as above.

e.— For the duration of the war only, the employer may employ one more apprentice per shop, according to the above pro-rata, but in classes "B", "C" and "D" only.

Before returning to the normal pro-rata of the apprentices mentioned in subsection "a" and "b" of the present section, the employers who

clause ont la latitude de grader ledit apprenti supplémentaire, même la guerre terminée, jusqu'à ce qu'il devienne compagnon, et s'il y a promotion ou départ le pro-rata redeviendra normal.

f.— Dans les ateliers où il y a deux (2) compagnons ou moins, ceux-ci peuvent travailler dans les différents métiers. Les apprentis sont sujets aux mêmes dispositions du paragraphe "d" du présent article.

g.— Les apprentis typographes porteurs d'une carte de cinquième année ont le droit d'exécuter du travail sur les machines à composer.

h.— Tous les certificats de qualification sont attribués par le comité de compétence et non autrement.

i.— Les maîtres-imprimeurs, les surintendants et les contremaîtres travaillant au moins vingt-quatre (24) heures par semaine dans un des métiers régis par le présent décret sont considérés comme des compagnons dans la fixation du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons. Cependant, pour les ateliers de la classe "C", les maîtres-imprimeurs travaillant douze (12) heures ou plus par semaine dans l'un de ces métiers sont considérés comme compagnons.

j.— Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q., 1941, ch. 187)."

"X.— *Dispositions spéciales*:— a.— Nonobstant les dispositions du présent décret, dans les ateliers où le nombre des heures de travail régulières formant une semaine normale est inférieur à celui des heures stipulées aux paragraphes "a" et "b" de l'article IV et où la cédule normale des salaires est actuellement plus élevée que le minimum fixé par le présent décret, ladite semaine normale de travail doit être maintenue et ladite cédule des salaires plus élevée doit continuer à s'appliquer à tous les employés actuels de tels ateliers durant l'existence du présent décret.

b.— *Districts ruraux*.— Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec la cédule des salaires établis à l'article V peut, toutefois, être réduite de quinze pour cent (15%) et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi. La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures le jour et de quarante-cinq (45) heures la nuit.

c.— Aucun travail à la pièce ne doit être exécuté dans un atelier, excepté tel que prévu, pour les graveurs à la main sur cuivre, à l'item "iii" de l'alinéa "4" du paragraphe "b" de l'article II.

d.— Tout travail à domicile est interdit. Aucun employeur n'a le droit de donner à qui que ce soit du travail à être exécuté à la maison; un salarié ne peut accepter un tel travail."

"XI.— Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés viennent en usage pendant la durée du présent, décret la cédule des salaires et les conditions applicables à ces machines ou à ces procédés seront déterminées par un amendement au présent décret, le tout sujet à l'approbation du Lieutenant-gouverneur en conseil."

"XII.— *Gîte et couvert*.— Lorsque, suivant une convention entre l'employeur et le salarié le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, celui-ci ne peut déduire plus que les prix suivants du salaire du salarié:

availed themselves of the present clause may keep the said supernumerary apprentice, in spite of the act that the war is over, until he become journeyman: in the case of a promotion or a departure, the *pro-rata* is to become normal again.

f.— In establishments where two (2) journeymen or less are working, these journeymen may work in the various trades. As for apprentices, the conditions of subsection "d" hereof shall apply.

g.— Apprentice-typographers holding a fifth year card may work on composing machines.

h.— All competency cards are issued by the Competency Committee only.

i.— Master-printers, superintendents and foremen working a minimum of twenty-four (24) hours per week in one of the trades governed by the decree are considered as journeymen for the establishing of the *pro-rata* of the number of apprentices with respect to that of journeymen.

However, for the establishments of class "C", the master-printers working 12 hours or more per week in one of these trades are considered as journeymen.

j.— This section does not apply to persons under 16 years of age in a public relief institution governed by the Quebec Public Charities Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 187)."

"X.— *Special provisions*:— a.— Notwithstanding the provisions of the present decree, in the establishments where the regular hours constituting a normal working week are fewer than those given in section IV, "a" and "b" and where the normal wage schedule is actually higher than the minimum established by the decree, the said normal working week shall be maintained and the said higher wage schedule shall continue to apply to all actual employees of such establishments until the expiration of the present decree.

b.— *Rural districts*:— For judicial districts other than that of Quebec the wages scale established by section V may be reduced by fifteen per cent (15%) and overtime work shall be paid at the rate of time and one half. Forty-eight (48) working hours constitute a day-working week and forty-five (45) a night-working week.

c.— No piece work will be performed in any shop except as provided for hand engravers on copper in item iii, paragraph "4", subsection "b", section II.

d.— Home work is prohibited. No employer will have the right of giving to anyone work to be done at home; likewise, an employee must not accept such work."

"XI.— If new machines or new processes come in use during the existence of the present decree, the scale of wages and the conditions applying to those machines or processes will be determined by an amendment to the decree, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council."

"XII.— *Board and lodging*:— When, after agreement between the employer and the employee, lodging or board or both are provided by the employer, the latter may not reduce more than the following rates from the wages earned:

Par repas	Pour repas de la semaine (20 repas)	Pour le logement par jour	Per meal	Meals of the week (20 meals)	For lodging per day
0.20	4.00	0.25	\$0.20	\$4.00	\$ 0.25
Pour le logement par semaine	Logement et pension par semaine	Logement et pension par mois	Lodging per week	Board and lodging per week	Board and lodging per month
1.50	5.00	20.00	\$1.50	\$5.00	\$20.00

"XIII.—*Paiement des salaires*.— Les salaires doivent être payés en argent chaque semaine dans tous les établissements assujettis au présent décret.

Ce salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro de matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux de salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialisée par la personne qui a fait la paye."

"XIV.—*Lors de la ratification de la présente convention*, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu du dit décret antérieur."

"XV.—*Durée du décret*.— Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 15 octobre 1947. Après cette date, il se renouvelle d'année en année à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au Ministre du Travail, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente."

"XIII.—*Payment of wages*.— Wages shall be paid every week, in cash, in all establishments governed by the present decree.

The pay shall be given to each employee in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week of labour, the number of hours worked, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk."

"XIV.— Upon the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree remains in office and supervises the carrying out of the present decree until a new Parity Committee be formed. Such new Parity Committee, when formed, will succeed to and be vested with all the assets and rights of the former Committee and will assume all the liabilities of the former Parity Committee under the said former decree."

"XV.— *Duration of the decree*.— The present decree remains in force until October 15th, 1947. Thereafter, it renews itself from year to year unless either of the contracting parties notify the other in writing to the contrary as well as the Minister of Labour, sixty (60) days before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year"

13426-o A. MORISSET,  
Greffier dy Conseil Exécutif.

13426-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1167

Number 1167

Québec, le 28 mars 1946.  
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Quebec, March 28th, 1946.  
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la constitution en corporation sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, de la Commission d'apprentissage des métiers du bâtiment et de génie de Hull et l'approbation des règlements qui la régissent.

CONCERNING the incorporation, under the Apprenticeship Assistance Act, of the Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull, and the approval of the by-laws which govern same.

ATTENDU que la cité de Hull a été reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de la construction pour la région de Hull comprenant la cité de Hull, les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle, par l'arrêté en conseil N° 4900, du 15 novembre 1945, pris en exécution de la Loi de l'aide à l'Apprentissage;

WHEREAS the City of Hull has been recognized as the apprenticeship centre for the trades of the construction industry for the district of Hull, including the City of Hull, the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle, by Order in Council No. 4900, of November 15th, 1945, passed under the Apprenticeship Assistance Act;

ATTENDU que les dix (10) signataires de la requête annexée à la proposition de l'honorable Ministre du Travail demandent au Lieutenant-gouverneur en conseil d'être constitués en corporation sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers du bâtiment et de génie de Hull" et sous le nom anglais de "Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull";

WHEREAS the ten (10) persons who have signed the petition annexed to the recommendation of the Honourable Minister of Labour beg the Lieutenant-Governor in Council to incorporate them under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers du bâtiment et de génie de Hull" and under the English name of "Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull";

ATTENDU que ladite requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite loi;

ATTENDU que les requérants soumettent en même temps que ladite requête, les règlements qui doivent régir la Commission et que lesdits règlements sont conformes aux dispositions de la Loi;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la requête desdites personnes d'être constituées en corporation pour aider à l'apprentissage des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail et des blessés de guerre dans la région de Hull comprenant la cité de Hull, les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle, soit agréée;

QUE lesdits règlements de la Commission, conformes aux dispositions de l'article 8 de la Loi, soient approuvés;

QU'enfin les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de "La Commission d'Apprentissage des Métiers du bâtiment et de génie de Hull" et sous le nom anglais de "Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull" et que les règlements qui régissent ladite Commission deviennent en vigueur, conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, à compter de la date de la publication du présent arrêté dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,

13435-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1166

Québec, le 28 mars 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la constitution en corporation, sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, de la La Commission d'apprentissage des métiers de construction des Cantons de l'Est et l'approbation des règlements qui la régissent.

ATTENDU QUE la cité de Sherbrooke a été reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est par l'arrêté en conseil N° 484, du 8 février 1946, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'apprentissage;

ATTENDU QUE les dix (10) signataires de la requête annexée à la proposition de l'honorable Ministre du Travail demandent au Lieutenant-gouverneur en conseil d'être constitués en corporation sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est" et sous le nom anglais de "The Building Trades' Apprenticeship Commission of the Eastern Townships' District";

ATTENDU QUE ladite requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite loi;

ATTENDU QUE les requérants soumettent en même temps que ladite requête, les règlements qui doivent régir la Commission et que lesdits règlements sont conformes aux dispositions de la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la requête desdites personnes d'être constituées en corporation pour aider à l'apprentissage des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail et des blessés

WHEREAS the said request is in conformity with the provisions of section 6 of the said Act;

WHEREAS the petitioners are submitting, together with the said request, the by-laws which shall govern the Commission and whereas the said regulations are in conformity with the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the petition of the said persons to be incorporated to give assistance in the apprenticeship of workers, in the adaptation and readaptation of the infirm, of the injured through industrial accidents, and of the wounded in war, in the district of Hull, including the City of Hull, the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle, be granted;

THAT the said Commission's by-laws in conformity with the provisions of section 8 of the Act, be approved:

THAT the petitioners be incorporated with all the powers inherent in such quality under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers du bâtiment et de génie de Hull", and under the English name of "Apprenticeship Commission of the Building Engineering Construction Trades of Hull" and that the by-laws which govern the said Commission come into force pursuant to section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, as and from the date of the publication of the present Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,

13435-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1166

Quebec, March 28, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the incorporation, under the Apprenticeship Assistance Act, of the Building Trades' Apprenticeship Commission of the Eastern Townships' District, and the approval of the by-laws which govern same.

WHEREAS the City of Sherbrooke has been recognized as the apprenticeship centre for the trades of the building industry for the Eastern Townships' District by Order-in Council No. 484, of February 8th, 1946, passed under the Apprenticeship Assistance Act;

WHEREAS the ten (10) persons who have signed the petition annexed to the recommendation of the Honourable Minister of Labour beg the Lieutenant-Governor on Council to incorporate them under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est" and under the English name of "The Building Trades' Apprenticeship Commission of the Eastern Townships' District";

WHEREAS the present request is in conformity with the provisions of section 6 of the said Act;

WHEREAS the petitioners are submitting, together with the said request, the by-laws which shall govern the Commission and whereas the said regulations are in conformity with the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the petition of the petitioners to be incorporated to give assistance in the apprenticeship of workers, in the adaptation and readaptation of the infirm, of the injured through indus-

sés de guerre dans la région des Cantons de l'Est, soit agréée:

QUE lesdits règlements de la Commission, conformes aux dispositions de l'article 8 de la Loi, soient approuvés;

QU'enfin les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est" et sous le nom anglais de "The Building Trades' Apprenticeship Commission of the Eastern Townships' District" et que les règlements qui régissent ladite Commission deviennent en vigueur, conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, à compter de la date de la publication du présent arrêté dans la Gazette officielle de Québec.

A. MORISSET,

13434-o Greffier du Conseil Exécutif.

trial accidents, and of the wounded in war, in the Eastern Townships' District, be granted;

THAT the said Commission's by-laws, in conformity with the provisions of section 8 of the Act, be approved;

THAT, lastly, the petitioners be incorporated with all the powers inherent in such quality under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est", and under the English name of "The Building Trades' Apprenticeship Commission of the Eastern Townships' District" and that the by-laws which govern the said Commission come into force pursuant to section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, as and from the date of the publication of the present Order-in-Council in the Quebec Official Gazette.

A. MORISSET.

13434-o Clerk of the Executive Council.

### Avis divers

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de la Montrose, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13385-o JEAN BRUCHÉSI.

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.U.C. d'Amqui", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Amqui, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13387-o JEAN BRUCHÉSI.

#### AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946, le changement de nom du "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Boulangerie, de la Pâtisserie et de la Biscuiterie Inc. (Section de Québec)" en celui de "Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc., Québec" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S. R. Q., 1941, chap. 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13397-o JEAN BRUCHÉSI.

### Miscellaneous Notices

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de la Montrose, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on February 26th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Granby, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,

13385 Under Secretary of the Province'

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. d'Amqui" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Amqui, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,

13387 Under Secretary of the Province.

#### NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that, by Order in Council dated March 28, 1946, the change of name of the "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Boulangerie, de la Pâtisserie et de la Biscuiterie Inc (Section de Québec)" to that of "Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc., Québec" has been authorized, and such, in accordance with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates Act (R. S. Q., 1941, chap. 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, April 1, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

13397 Under Secretary of the Province.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Cap-Santé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Cap-Santé, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13388-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Mont-Laurier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Mont-Laurier, District de Montcalm.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13389-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Hugues", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hugues, district de St-Hyacinthe

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13390-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cuthbert", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Cuthbert, district de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13391-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946, les règlements comprenant les articles 1 à 37 inclusivement de "La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13398-o JEAN BRUCHÉSI.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Cap-Santé" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on March 13th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Cap-Santé, district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,  
13388 Under Secretary of the Province.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Mont-Laurier" for the study, defence and promotion of economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 8th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Mont-Laurier, district of Montcalm.

JEAN BRUCHÉSI,  
13389 Under Secretary of the Province.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Hugues" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 21st, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hugues, district of St-Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,  
13390 Under Secretary of the Province.

## NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cuthbert", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Cuthbert, district of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,  
13391 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council dated March 28, 1946, the by-laws comprising articles 1 to 37 inclusively of "La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance" have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April, 1, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13398 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Employés de Esmond Mills Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13392-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Arts Paysans", en date du 19 mars 1946, dont le siège social est à East Broughton, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13393-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Grandes Fermes", en date du 23 mars 1946, dont le siège social est à St-Joseph, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13395-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946, les règlements numéros 1 à 3 inclusivement de "L'Assistance à l'Enfant sans soutien" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13399-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de L'Assomption", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à l'Assomption, district de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13400-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946, les règlements de "The Cedar Lodge Association", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 25 janvier

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique National des Employés de Esmond Mills Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is, at Granby, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,  
13392 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicate d'Arts Paysans" under date the nineteenth day of March, 1946, whereof the head office is at East Broughton, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13393 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Grandes Fermes", under date the twenty-third day of March, 1946, whereof the head office is at St-Joseph, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-seventh day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13395 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council dated March 28, 1946, the By-laws numbers 1 to 3 inclusively of "L'Assistance à l'Enfant sans soutien" have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 1, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13399 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de L'Assomption", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at L'Assomption, district of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,  
13400 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated March 28th, 1946, the by-laws of "The Cedar Lodge Association", as adopted at the meeting held January 25th, 1946, were approved

1946, ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 1er jour d'avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13401 JEAN BRUCHÉSI.

"THE CEDAR LODGE ASSOCIATION"

Extrait des règlements de la corporation susdite, tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 25 janvier 1946, et approuvé par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946, concernant une augmentation du nombre des directeurs de la corporation de trois à douze :

"Directeurs.— 5. Le bureau de direction sera au nombre de douze qui sera élu parmi les membres de l'association."

Le Secrétaire,  
13402 HOWARD C. REID.

Avis est par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946, les règlements comprenant les articles I à XI inclusivement de "The Monkland Tennis Club" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 1er jour d'avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13403 JEAN BRUCHÉSI.

"DROUIN-MCLEOD MINING SYNDICATE LIMITED"

(Libre de responsabilité personnelle)

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited" (Libre de responsabilité personnelle) tenue aux bureaux de Monette, Filion et Meighen, 159 ouest, rue Craig, Montréal, vendredi le 8 juin 1945, à trois heures de l'après-midi :

"Sur proposition dûment secondée, il a été unanimement résolu de décréter le règlement suivant comme étant le règlement spécial N° 64 de la compagnie :

Règlement spécial N° 64

Changement du siège social.— Qu'il soit décréte que le siège social de la compagnie soit et il est, par les présentes, changé et sera situé en la cité de Montréal à 159 ouest, rue Craig, chambre 616, Montréal.

Certifié extrait conforme du livre des minutes de la compagnie.

Le Secrétaire,  
13404 JEAN MONETTE.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Comptoir d'achat de l'A. P. C. V.", en date du 1er décembre 1945, dont le siège social est à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13415-o JEAN BRUCHÉSI.

pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 1st day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13401-o Under Secretary of the Province.

"THE CEDAR LODGE ASSOCIATION"

Extract from the by-laws of the abovenamed corporation, as adopted at the meeting held January 25th, 1946, and approved by Order in Council dated March 28th, 1946, concerning an increase in number of the corporation's directors from three to twelve :

"Directors.— 5. The board of directors shall be twelve in number to be elected from among the members of the Association."

HOWARD C. REID,  
13402-o Secretary.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated March 28th, 1946, by-laws comprising Articles I to XI inclusively of "The Monkland Tennis Club" were approved pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 1st day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13403-o Under Secretary of the Province.

"DROUIN-MCLEOD MINING SYNDICATE LIMITED"

(No Personal Liability)

Extract from the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of "Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited" (No Personal Liability), held at the offices of Monette, Filion and Meighen, 159 Craig Street, West, Montreal, on Friday, June 8th, 1945, at three o'clock in the afternoon :

"Upon motion, duly seconded, it was unanimously resolved to enact the following by-law as special by-law No. 64 of the Company :

Special By-Law No. 64

Change of head office.— Be it enacted that the head office of the Company be and is hereby changed and shall be situated in the City of Montreal, at 159 Craig Street, West, Room 616, Montreal."

Certified to be a true extract from the Minute Book of the Company.

JEAN MONETTE,  
13404-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Comptoir d'achat de l'A. P. C. V." under date the 1st day of December, 1945, whereof the head office is at Montreal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13415 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 51, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Disraëli, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13414-o JEAN BRUCHÉSI.

PRÉSIDENTS D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire les nominations suivantes:

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 51, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Disraëli, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,  
13414 Under Secretary of the Province.

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advise and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, the persons whose names follow:

Distriet électoral Electoral District	Noms Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Maisonneuve.....	Bellemare, Armand (1)		2604, rue Montsabrè Street, Montréal
Saint-Hyacinthe.....	Allard, Léopold (2) ....	Avocat — Advocate.....	118, rue St-Pierre Street, St-Joseph d'Yamaska.

(1) En remplacement de M. Adélarde Chartrand, décédé. — Replacing Mr Adélarde Chartrand, deceased.

(2) En remplacement de M. Albert Jodoin, notaire, décédé — Replacing Mr Albert Jodoin, Notary, deceased.

Le présent avis est donné conformément à l'article 19, de la Loi électorale de Québec.

Le Président général des élections,  
13396-o FRANÇOIS DROUIN.

The present notice is given in conformity with Article 19, of the Quebec Election Act.

FRANÇOIS DROUIN,  
13396-o Chief Returning-Officer.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Pie-de-Bagot", en date du 18 février 1946, dont le siège social est à Saint-Pie, comté de Bagot, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13386-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Pie-de-Bagot", under date the eighteenth day of February, 1946, whereof the head office is at Saint-Pie, county of Bagot, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13386 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Samuel-de-Horton", en date du 27 février 1946, dont le siège social est à Saint-Samuel, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13409-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Samuel-de-Horton" under date the 27th day of February, 1946, whereof the head office is at St-Samuel, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13409 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de La Visitation" en date du 25 mars 1946, dont le siège social est à La Visitation, comté d'Yamaska, et que ce

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de La Visitation" under date the 25th day of March, 1946, whereof the head office is at La Visitation, county

document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13410-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union canadienne des Métallurgistes, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13411-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Machineries de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13451-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat du Meuble de Plessisville", en date du 28 mars 1946, dont le siège social est à Plessisville, comté de Mégantic, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 avril 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13452-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Employés de Granby Elastic Web, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13453-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Robert", pour

of Yamaska, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13410 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union Canadienne de Métallurgistes, Local No. 1" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,  
13411 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Machineries de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 1, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
13451 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat du Meuble de Plessisville", under date the twenty-eight day of March, 1946, whereof the head office is at Plessisville, county of Mégantic, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13452 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique National des Employés de Granby Elastic Web, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 1, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Granby, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,  
13453 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Robert,"

l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Robert district de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13457-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Professeurs de Salaberry-de-Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13458-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-de-Brompton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Denis-de-Brompton, district de St-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13429-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Société Coopérative d'Aqueduc de l'Anse-de-Roberval", en date du 20 mars 1946, dont le siège social est à Roberval, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13430-o JEAN BRUCHÉSI.

"EASTISLE REALTIES LTD."

Règlement N° C

Un règlement pour pourvoir à la distribution de l'actif de la compagnie et à la demande d'abandon de la charte de la compagnie.

Attendu que la compagnie Eastisle Realities Ltd." a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées;

Et attendu qu'il est jugé convenable de distribuer l'actif de la corporation entre les actionnaires et d'abandonner la charte de la compagnie

Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Robert, district of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,  
13457 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Professeurs de Salaberry-de-Valleyfield", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 4, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,  
13458 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates, Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-de-Brompton", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Denis-de-Brompton, district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,  
13429 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Société Coopérative d'Aqueduc de l'Anse-de-Roberval", under date the 20th day of March, 1946, whereof the head office is at Roberval, county of Roberval, and that the said document has been led in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
13430 Under Secretary of the Province.

"EASTISLE REALTIES LTD."

By-Law No. C.

Being a by-law to provide for the distribution of the assets of the company and the making of an application for the surrender of the Company's Charter.

Whereas Eastisle Realities Ltd. has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

And whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the corporation among the shareholders and to surrender the charter of the Company;

Be it enacted as a by-law of the Company as follows:

1. Que l'actif de la compagnie soit distribué au pro rata entre les actionnaires y ayant droit, soit en espèces ou en argent, à tel temps ou temps tels que les directeurs peuvent les déterminer par résolution;

2. Qu'après la distribution de l'actif susdit, les directeurs soient et ils sont, par les présentes, autorisés à prendre tous les moyens nécessaires pour abandonner la charte de la compagnie et demander au Lieutenant-Gouverneur la permission d'abandonner la charte de la compagnie et obtenir la dissolution de la compagnie;

3. Que la déclaration statutaire du président et du secrétaire de la compagnie quant à la distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires sera une preuve concluante de cette distribution.

Donné sous le sceau corporatif de la compagnie, ce 28ième jour d'avril, A.D. 1944.

Daté à Toronto, Ont., ce 21ième jour de mars 1946.

Copie conforme certifiée.

Le Secrétaire, F. H. ELLIS. Le Président, (Signé) A. M. DUNN.

13440

Le Secrétaire, (Signé) F. H. ELLIS.

1. That the assets of the Company be distributed rateably among the shareholders entitled thereto, either in specie or in cash, at such time or times as the Directors may by resolution determine;

2. That after the distribution of assets aforesaid the Directors be and they are hereby authorized to take all necessary steps to surrender the charter of the Company and to make application to the Lieutenant-Governor for leave to surrender the Charter of the Company and for the dissolution of the Company;

3. That the statutory declaration of the President or Secretary of the Company as to the distribution of the Company's assets among the shareholders shall be conclusive evidence of such distribution.

Witness the Corporate Seal of the Company this 28th day of April, A.D. 1944.

Dated at Toronto, Ont., this 21st. day of March, 1946.

Certified true copy.

F. H. ELLIS, (Sgd) A. M. DUNN, Secretary. President.

13440-o

(Sgd) F. H. ELLIS, Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Société Coopérative de Consommation "Les Montagnards", en date du 21 mars 1946, dont le siège social est à Buckingham, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province, 13419-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Société Coopérative de Consommation "Les Montagnards", under date the twenty-first day of March, 1946, whereof the head office is at Buckingham, county Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI, 13419 Under Secretary of the Province.

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de la Lunetterie de Nicolet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Nicolet, district de Nicolet

Le Sous-secrétaire de la Province, 13420-o JEAN BRUCHÉSI.

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-André-Avellin", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-André-Avellin, district de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province, 13421-o JEAN BRUCHÉSI.

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de la Lunetterie de Nicolet", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 28th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Nicolet, district of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI, 13420 Under Secretary of the Province.

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-André-Avellin", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-André-Avellin, district of Hull.

JEAN BRUCHÉSI, 13421 Under Secretary of the Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 28 mars 1946.

Quebec, 28th of March, 1946.

Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

This day, at four o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- |  |  |
|--|--|
| <p>2 Loi autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs.</p> <p>3 Loi autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés.</p> <p>4 Loi assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company.</p> <p>5 Loi pour aider les jeunes et former des spécialistes en génie électrique.</p> <p>6 Loi modifiant la Loi favorisant le drainage des terres.</p> <p>7 Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.</p> <p>8 Loi modifiant la Loi concernant les statuts.</p> <p>10 Loi concernant les appareils de jeu.</p> <p>11 Loi modifiant la Loi des licences.</p> <p>12 Loi relative à la fonction de député-shérif aux Iles-de-la-Madeleine.</p> <p>13 Loi concernant les serments d'allégeance et d'office des députés-coroners.</p> <p>16 Loi concernant le centenaire du collège Sainte-Marie.</p> <p>17 Loi relative au mode d'enregistrement de certains documents.</p> <p>19 Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière.</p> <p>21 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.</p> <p>22 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.</p> <p>23 Loi concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires.</p> <p>24 Loi concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke.</p> <p>25 Loi modifiant la Loi des relations ouvrières.</p> <p>26 Loi modifiant la Loi de la convention collective.</p> <p>27 Loi modifiant la Loi du salaire minimum.</p> <p>28 Loi concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique.</p> <p>29 Loi concernant les établissements de pisciculture.</p> <p>30 Loi concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics.</p> <p>32 Loi modifiant la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie.</p> <p>34 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset.</p> <p>36 Loi étendant l'application des lois provinciales à certaines compagnies.</p> <p>102 Loi refondant et modifiant la charte de <i>The Woman's General Hospital</i>.</p> <p>103 Loi pour autoriser la chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice de la profession de notaire après examen.</p> <p>104 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.</p> | <p>2 An Act to authorize the Farm Credit Bureau to lend an additional sum of five million dollars to farmers.</p> <p>3 An Act to authorize the Hydro-Quebec and the Beauharnois Light, Heat and Power Company to promote the dissemination of small property among their employees.</p> <p>4 An Act to assure pensions to the employees of Hydro-Quebec and of Beauharnois Light, Heat and Power Company.</p> <p>5 An Act to aid youth and to train specialists in electrical engineering.</p> <p>6 An Act to amend the Act to promote the Drainage of Land.</p> <p>7 An Act to enlarge the arable domain of the province.</p> <p>8 An Act to amend the Interpretation Act.</p> <p>10 An Act respecting gaming apparatus.</p> <p>11 An Act to amend the Quebec License Act.</p> <p>12 An Act respecting the office of deputy-sheriff in the Magdalen Islands.</p> <p>13 An Act respecting oaths of allegiance and of office of deputy-coroners.</p> <p>16 An Act respecting the centenary of <i>Le Collège Sainte-Marie</i>.</p> <p>17 An Act respecting the mode of registration of certain documents.</p> <p>19 An Act providing for the establishment in, Quebec, of a forestry school.</p> <p>21 An Act to amend the charter of the town of Oka-sur-le-Lac.</p> <p>22 An Act to amend the Professional Syndicates' Act.</p> <p>23 An Act concerning loans to fishermen by credit unions.</p> <p>24 An Act respecting the establishing of a regional agricultural school at Sherbrooke.</p> <p>25 An Act to amend the Labour Relations Act.</p> <p>26 An Act to amend the Collective Agreement Act.</p> <p>27 An Act to amend the Minimum Wage Act.</p> <p>28 An Act respecting the lands of the former court house of Ste. Scholastique.</p> <p>29 An Act respecting piscicultural establishments.</p> <p>30 An Act respecting the temporary appointment of assistants to certain public officers.</p> <p>32 An Act to amend the Pipe-Mechanics Act.</p> <p>34 An Act respecting the municipality of the parish of Saint-Hilaire-de-Dorset.</p> <p>36 An Act to extend the application of provincial laws to certain companies.</p> <p>102 An Act to consolidate and amend the charter of <i>The Woman's General Hospital</i>.</p> <p>103 An Act to authorize the Board of Notaries to admit Charles Édouard Cliche to the practice of the notarial profession after examination.</p> <p>104 An Act to amend the act incorporating <i>l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval</i>.</p> |
|--|--|

- 106 Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre David Gordon Gibb à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature.
- 107 Loi concernant la succession de feu Charles-Francis Smith.
- 108 Loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille.
- 109 Loi concernant la succession de feu Théophile Le Droit.
- 110 Loi concernant la succession de feu Hector Prévost.
- 112 Loi concernant la ville de Val d'Or.
- 113 Loi concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack.
- 114 Loi concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec.
- 115 Loi concernant la Société Saint-Georges de Montréal.
- 116 Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada.
- 117 Loi autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de la succession de feu Joseph Charest.
- 118 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.
- 122 Loi modifiant la charte de la ville de Lauzon.
- 124 Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny.
- 126 Loi concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco.
- 128 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre John Andersen Folkins à l'exercice de l'art dentaire, après examen.
- 130 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.
- 132 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.
- 133 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen.
- 135 Loi érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs.
- 136 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.
- 144 Loi ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certain contrat passé entre ladite municipalité et *International Plywoods, Limited*.
- 146 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville.
- 148 Loi concernant la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.
- 149 Loi modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec.
- 151 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville.
- 156 Loi concernant la municipalité de l'Île-Perrot.
- 106 An Act to authorize the Board of Notaries for the Province of Quebec to admit David Gordon Gibb to the study of the Notarial Profession and to regularize his indentureship.
- 107 An Act respecting the estate of the late Charles Francis Smith.
- 108 An Act concerning a donation made in a marriage contract by the late Olivier Robitaille.
- 109 An Act respecting the estate of the late Théophile Le Droit.
- 110 An Act respecting the estate of the late Hector Prévost.
- 112 An Act respecting the town of Val d'Or.
- 113 An Act respecting the estate of the late Helen Peebles Hossack.
- 114 An Act respecting the Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec.
- 115 An Act respecting the St. George's Society of Montreal.
- 116 An Act respecting The Trustee Board of The Presbyterian Church in Canada.
- 117 An Act to authorize and ratify an agreement to sell an immoveable of the estate of the late Joseph Charest.
- 118 An Act to amend the charter of the Town of La Tuque.
- 122 An Act to amend the charter of the town of Lauzon.
- 124 An Act to amend the charter of the town of Montmagny.
- 126 An Act respecting the estate of the late Miriam Hadley Belasco.
- 128 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit John Andersen Folkins to the practice of dental surgery, after examination.
- 130 An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke.
- 132 An Act to amend the charter of the city of Thetford Mines.
- 133 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Hyacinthe Médéric Robichaud among its members, after examination.
- 135 An Act to erect the municipality of the parish of Sainte-Anne-des-Lacs and the school municipality of Sainte-Anne-des-Lacs.
- 136 An Act to amend the charter of the city of Lachine.
- 144 An Act to ratify certain resolutions of the municipality of the village of Gatineau, in the county of Hull, and the School Commission of the school municipality of Saint-Jean-Vianney, in the county of Papineau, and a certain contract passed between the said municipality and International Plywoods, Limited.
- 146 An Act to amend the charter of the city of Drummondville.
- 148 An Act respecting *La Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs*.
- 149 An Act to amend the charter of Quebec Hospital Service Association.
- 151 An Act to confer certain powers to the corporation of the village of Bernierville.
- 156 An Act respecting the municipality of Ile-Perrot.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

40 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government

pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, et pour d'autres fins.

- 41 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public.

A ces bills, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills."  
13422-0

for the financial year ending on the 31st of March, 1946, and for other purposes.

- 41 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1947, and for other purposes connected with the public service.

To these bills the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to these bills."  
13422-0

## Assemblées

### MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

#### Assemblée générale annuelle

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie Montreal Tramways Company sera tenue aux bureaux de la compagnie, Edifice des tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P. Q., à midi, jeudi le 25ième jour d'avril 1946. Cette assemblée sera tenue pour procéder à la réception du rapport annuel, à l'élection des directeurs et à la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à ladite assemblée.

Les livres de transferts seront fermés du 5ième jour d'avril 1946 au 24ième jour d'avril 1946, les deux jours inclusivement.

Montréal, le 1er mars 1946.

Par ordre du bureau de direction,

Le Secrétaire-trésorier,

12964-10-3

T. D. ROBERTSON.

### MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

#### Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-Laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's Offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P. Q., at 12 o'clock noon on Thursday, the 25th day of April 1946. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The Transfer Books will be closed from the 5th day of April, 1946, to the 24th day of April, 1946, both days inclusive.

Montréal, March 1st, 1946.

By order of the Board,

T. D. ROBERTSON,

Secretary Treasurer.

12964-10-3-0

### QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

#### Avis aux Actionnaires

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la compagnie Canadian Pacific Railway Company, Montréal, mercredi, le 17 avril 1946, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars peuvent assister et voter à l'assemblée.

Montréal, le 1er mars 1946.

13271-13-3

Le Secrétaire,  
F. BRAMLEY.

### QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

#### Notice to Stockholders

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, the 17th April 1946, at 12 noon, to elect two Directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March may attend and vote.

Montreal, 1st March, 1946.

13271-13-3-0

F. BRAMLEY,  
Secretary.

## Chartes — Abandon de

### AVIS LÉGAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Hunter Construction Company Limited s'adressera immédiatement au gouvernement de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 29 mars 1946.

13413

Le Président,  
ANDREW T. HUNTER.

## Charters — Surrender of

### LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that Hunter Construction Company Limited will apply forthwith to the Government of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, 29th March, 1946.

13413-0

ANDREW T. HUNTER,  
President.

## AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, première partie, la compagnie Eastern Building Company donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril 1946.

EASTERN BUILDING COMPANY,

Par le Président,

B. B. RABINOVITCH.

13412

## NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, Eastern Building Company hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 1st day of April 1946.

EASTERN BUILDING COMPANY,

Per: B. B. RABINOVITCH.

President.

13412-o

## Demandes à la Législature

## AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session pour obtenir une loi afin de faire approuver la division de l'arrondissement numéro six (6) en deux arrondissements distincts; faire ratifier l'achat de deux terrains ainsi que la construction de deux écoles, déjà commencée, et pour toutes autres fins à ce sujet. Québec, le 11 mars 1946.

Le Procureur des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de St-Germaine du Lac Etchemin,  
13020-11-4-o PAUL MIQUELON.

## CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la session actuelle, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendement la charte de la Cité de Hull aux fins suivantes: pour autoriser la Cité à acquérir de gré à gré ou par expropriation le réseau de distribution électrique opéré dans les limites de la Cité par la Compagnie Ottawa Light Heat and Power, ainsi que tous les biens meubles et immeubles appartenant à ladite Compagnie et servant à l'exploitation dudit réseau, avec en outre l'autorisation d'acquérir les biens meubles et immeubles situés en dehors de la Cité et servant à l'exploitation dudit réseau; pour autoriser la Cité à emprunter par débentures les sommes nécessaires pour ladite acquisition; pour former une Commission Municipale pour l'opération d'un système municipal de distribution d'électricité; pour transporter à ladite Commission son propre système d'électricité pour administration et exploitation, comprenant son système d'éclairage et son système d'alarmes; pour déterminer les pouvoirs des membres de ladite Commission et pourvoir à leur rémunération.

Hull, le 13 mars, 1946.

Le Greffier de la Cité,  
H.-LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Les Procureurs de la Cité de Hull,  
13118-12-4-o STE-MARIE & STE-MARIE.

## Département de l'Agriculture

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1941, chapitre 123),

## Applications to Legislature

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an Act to approve of the division of district number six (6) into two separate districts; to ratify the purchase of two pieces of land, the construction of two schools, the construction of which has already begun, and for all other purposes in this regard. Québec, March 11th, 1946.

Attorney for the School Commissioners of the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin.  
12020-11-4-o PAUL MIQUELON.

## CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its actual session, to obtain the adoption of a special law to amend its Charter for the following purposes: to authorize the City to acquire by consent or by expropriation the electrical distribution system operated within the limits of the City by the Ottawa Light Heat and Power Company, with also all the moveables and immoveables belonging to said Company and being used for the operation of said system, with also the authorization to acquire the moveables and immoveables situated outside the limits of the City and being used for the operation of said system; to authorize the City to borrow by débentures the necessary amount for said acquisition; to constitute a Municipal Board for the operation of said municipal system of electrical distribution; to transfer to said Board its own electrical system for administration and operation, including its electrical lighting system and its alarm system; to determine the powers of the members of said Board and to provide for their remuneration.

Hull, March 13th, 1946.

H.-LÉON LEBLANC,  
City Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,  
13118-12-4-o Attorneys for the City of Hull.

## Department of Agriculture

Notice is hereby given that, under the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q.,

une société agricole a été constituée sous le nom de "La Société des éleveurs d'animaux de race du Québec", avec principal siège d'affaires à Montréal, district de Montréal.

La formation de la société a été autorisée par arrêté ministériel en date du 28 mars 1946.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, ce 1er jour d'avril 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
13416-o JULES SIMARD.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Berthier, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Meunerie Coopérative de St-Barthélemy" et que son principal siège d'affaires est à St-Barthélemy-de-Dusablé, comté de Berthier.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce deuxième jour d'avril 1946.  
Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
13432-o JULES SIMARD.

1941, chapter 123), an agricultural association has been formed under the name of "La Société des éleveurs d'animaux de race du Québec", with principal place of business in Montreal, district of Montreal.

The formation of this association has been authorized by Order in Council dated March 28th, 1946.

Dated from the office of the Minister of Agriculture, this first day of April, 1946.

JULES SIMARD,  
13416-o Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Berthier, under the Cooperative Agricultural Association Act (R.S. 1941, ch. 120) under the name of "Meunerie Coopérative de St-Barthélemy", and that its principal place of business is at St-Barthélemy-de-Dusablé, county of Berthier.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Québec, this second day of April, 1946.  
JULES SIMARD,  
13432 Deputy Minister of Agriculture.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel du canton de Grantham  
division d'enregistrement de Drummond

Avis est par les présente donné que les lots 162-B-132, 162-B-158, 162-B-162 à 162-B-167 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 mars 1946.  
Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
13433-o AVILA BÉDARD.

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official Cadastre of the township of Grantham  
Registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lots 162-B-132, 162-B-158, 162-B-162 to 162-B-167 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, March the 8th, 1946.  
Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
13433-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

## Département du Travail

### ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 491, du 10 février 1945, concernant une convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, publié dans l'édition du 17 février, 1945, de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé de la façon suivante:

La version française de l'alinéa "b" du paragraphe 5 de l'article VII doit se lire comme suit:  
"b) Assistant-chef . . . 23.50 22.00 22.00"

A la version anglaise, le dernier article doit être l'article "XXXV" et non "XXXVIII".

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril 1946. 13427-o

### AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de

## Department of Labour

### ERRATUM

Order in Council number 491, of February 10th 1945, concerning a collective labour agreement relating to the religious institutions, hospitals, educational establishments of St. Hyacinthe and vicinity, published in the issue of February 17th, 1945, of the *Quebec Official Gazette*, is corrected as follows:

The French version of paragraph "b" of subsection 5 of section VII should read as follows:  
"b) Assistant-chef . . . 23.50 22.00 22.00"

In the English version, the last section should be section "XXXV" and not "XXXVIII".

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Québec, April 6th, 1946. 13427-o

### NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval

recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 124, du 10 janvier 1946, relatif aux employés de pompes funèbres de la région de Montréal:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article VII, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril 1946. 13443-0

#### AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, relatif aux employés de tavernes dans la cité de Québec:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article X, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril 1946. 13444-0

#### AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1105 du 24 mars 1945, a été prolongé jusqu'au 30 avril 1946, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1173 du 28 mars 1946.

Le Sous-ministre du Travail,  
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 avril 1946. 13438-0

#### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 523, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec. On demande:

1° Que l'article VI soit abrogé et remplacé par le suivant:

of the following amendment to the decree number 124, of January 10th, 1946, relating to the undertakers' employees of the district of Montreal:

The following sentence will be added at the end of section VII, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objection which those interested may wish to make against the said amendment.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946. 13443-0

#### NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 695, of May 7th, 1938, and amendments, relating to the tavern employees of the City of Quebec:

The following sentence will be added at the end of section X, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946. 13444-0

#### NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1105, of March 24th, 1945, has been extended until April 30th, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1173, of March 28th, 1946.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946. 13438-0

#### NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree number 523, of February 5th, 1940, and amendments, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec. It is requested:

1. That section VI be deleted and the following substituted therefor:

"VI.—Heures de travail:—La durée hebdomadaire du travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: 60 heures réparties ainsi qu'il suit:  
11 heures de travail quotidien du lundi au vendredi inclusivement, et 5 heures le samedi matin;

Catégorie II: 72 heures;

Catégorie III: 55 heures réparties ainsi qu'il suit:

10 heures de travail quotidien du lundi au vendredi inclusivement, et 5 heures le samedi matin;

Catégorie IV: 55 heures dont la répartition quotidienne est la même que celle de la catégorie III."

2° Que le paragraphe 1 de l'article VIII-A soit modifié en remplaçant à la 6ième ligne les mots "les douze mois de service qui suivent" par les mots "la période de services comprise entre le 15 juin et le 15 septembre qui suit".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Québec, ce 6 avril 1956.

13441-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 1090, du 7 mars 1940, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article VII, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Québec, ce 6 avril 1946.

13442-o

AVIS D'APPROBATION DE NOUVEAUX RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des barbiers du district de St-François, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2322 du 6 septembre 1941, modifiés par les arrêtés numéros 1396, 1564, 1817 et 4864, des 11 juin et 2 juillet 1942, 10 juillet 1943 et 7 novembre 1945, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 1171 du 28 mars 1946.

La nouvelle constitution et les nouveaux règlements adoptés en date du 12 mars 1946, par ledit comité paritaire, établi en exécution du décret numéro 2163 du 20 août 1941 et amendements, ont également été approuvés par ledit arrêté en conseil numéro 1171 du 28 mars 1946.

"VI.—Hours of work:—The weekly duration of labour for the employees of each category is the following:

Category I: 60 hours distributed as follows:  
11 hours of work per day from Monday to Friday inclusive, and 5 hours Saturday morning;

Category II: 72 hours;

Category III: 55 hours distributed as follows:

10 hours of work per day from Monday to Friday inclusive, and 5 hours Saturday morning;

Category IV: 55 hours with a daily distribution similar to that of category III."

2. That subsection 1 of section VIII-A be "amended by replacing, in the 5th line, the words "allowed during the twelve months" by the words "given during the service period comprised between June 15th and September 15th and"

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which those interested may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, April 6th, 1946.

13441-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1090, of March 7th, 1940, relating to the hardware and paint trades in the City of Quebec:

The following sentence will be added at the end of section VII, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, April 6th, 1946.

13442-o

NOTICE OF APPROVAL OF NEW BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Barbers for the district of St. Francis, approved by Order in Council number 2322, of September 5th, 1941, amended by Orders numbers 1396, 1564, 1817 and 4684, of June 11th and July 2nd, 1942, July 10th, 1943, and November 7th, 1945, have been repealed by Order in Council number 1171, of March 28th, 1946.

The new constitution and the new by-laws adopted on March 12th, 1946, by the said Parity Committee, established under decree number 2163, of August 20th, 1941, as amended, have also been approved by the said Order in Council, number 1171 of March 28th, 1946.

En vertu desdits nouveaux règlements, le nom officiel de ce comité paritaire a été changé en celui de: "Le Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du District de Saint-François" et son siège social est situé à 29, rue Gordon, dans la cité de Sherbrooke.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits nouveaux règlements de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"14.— *Certificat de qualification*: — D'accord avec l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire décide de rendre le certificat de qualification obligatoire pour tous les salariés barbiers, coiffeurs ou coiffeuses assujettis au décret numéro 2163 et ce, dans toute la juridiction territoriale dudit décret."

"15.— Le Comité décide de plus, conformément aux dispositions de l'article 27 de la Loi, que le certificat de qualification soit émis par le Bureau d'examineurs formé comme suit:

a) d'un médecin reconnu par le Comité paritaire qui fera subir un examen oral et écrit selon un programme tracé et approuvé par ledit comité.

b) d'un comité comprenant un employeur, un employé et un artisan — membres de leur syndicat respectif — et tous trois nommés par le comité paritaire pour une période déterminée.

Il peut y avoir deux groupes d'examineurs ou comités pour l'examen de pratique; l'un pour le métier de barbier, l'autre pour les opérations de la coiffure. Ces comités ont le pouvoir de déterminer eux-mêmes la procédure à suivre ainsi que le mode de rendre leur décision."

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 avril 1946.

13439-o

Pursuant to the said new by-laws, the official name of the Parity Committee has been changed for the following: "Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. Francis District", and its corporate seat is located at 29 Gordon street, in the city of Sherbrooke.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said new by-laws of this Parity Committee have been declared obligatory:

"14.— *Certificate of competency*: — Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee decides to render the certificate of competency obligatory for all the employees, whether barbers, male or female hairdressers governed by the decree number 2163; the foregoing applies to the entire territorial jurisdiction of the said decree."

"15.— The Committee also decides, pursuant to the provisions of section 27 of the Act, that the certificate of competency be issued by the Board of Examiners formed as follows:

a) of a doctor recognized by the Parity Committee before whom oral and written examinations will be undergone according to a program drawn and approved by the said Committee.

b) of a committee consisting of an employer, an employee and an artisan — members of their respective syndicate — and all three appointed by the Parity Committee for a determined period.

There may be two groups of examiners or committees for the practical examination: one for the barber trade and the other for the hairdressing operations. Such committees may determine themselves the procedure to be observed as well as the manner in which their decision is to be rendered."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946.

13439-o

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2402, du 16 septembre 1942 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1174, du 28 mars, 1946, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux-ci-après mentionnés:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1946 au 31 mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree No. 2402, of September 16, 1942, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1174, of March 28th, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

### 1. Assessments

The period of levy extends from March 31, 1946, to March 31, 1947; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee, an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee, an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed for the journeyman employee in their trade receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee, an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their percentage.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms et adresses de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le cinq (5) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas, au comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui sans mise en demeure au préalable, au comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 31 mars 1946 et le 31 mars 1947.

**LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS DE L'EST.**

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 31 mars 1946 et le 31 mars 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels .....	\$ 8,000.00
Salariés .....	8,500.00
Artisans .....	300.00
Bureau d'examineurs .....	150.00
Recettes diverses .....	500.00
	<hr/>
	\$17,450.00
<i>Dépenses:</i>	
Secrétaire:	
Salaire .....	\$ 2,250.00
Dépenses .....	300.00
Inspecteurs:	
Salaires .....	5,200.00
Dépenses .....	3,800.00
Commis .....	1,200.00
Loyer .....	480.00

**2. Mode of collection**

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the names and addresses of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that the report be filled out and sent to the Parity Committee not later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, to the Parity Committee, at his place of business, without previous notice to that effect.

The professional employer must collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from the wages of the latter and the amounts so deducted by the professional employer are payable, by him, without previous notice to that effect to the Parity Committee, at its place of business, on the same day as that when the professional employer must pay his own assessments to the Parity Committee, pursuant to the preceding paragraph.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

**3. Financial report**

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, and December 31, 1946, and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between March 31, 1946 and March 31, 1947.

**THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT**

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 31, 1946 and March 31, 1947.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers .....	\$ 8,000.00
Employees .....	8,500.00
Artisans .....	300.00
Board of examiners .....	150.00
Various receipts .....	500.00
	<hr/>
	\$17,450.00
<i>Expenses:</i>	
Secretary:	
Salary .....	\$ 2,250.00
Expenses .....	300.00
Inspectors:	
Salaries .....	5,200.00
Expenses .....	3,800.00
Clerk .....	1,200.00
Rent .....	480.00

Jetons de présence .....	550.00	Meeting expenses.....	550.00
Poste et téléphone .....	225.00	Telephone and stamps.....	225.00
Frais légaux.....	300.00	Legal charges.....	300.00
Vérification.....	80.00	Audition.....	80.00
Echange.....	145.00	Exchange.....	145.00
Impression et papeterie.....	250.00	Printing and stationery.....	250.00
Ameublement et divers.....	400.00	Furniture and miscellaneous.....	400.00
Frais des délégués.....	650.00	Expenses of delegates.....	650.00
Bureau d'examineurs.....	250.00	Board of examiners.....	250.00
Assurance-chômage.....	70.00	Unemployment insurance.....	70.00
Surplus.....	1,300.00	Surplus.....	1,300.00
	\$17,450.00		\$17,450.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril 1946. 13437-o

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946. 13437-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux ci-après mentionnés ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1172, du 28 mars 1946 et ajoutés aux règlements généraux du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2602 du 8 octobre 1942, modifiés par l'arrêté numéro 2581 du 8 septembre 1943.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Article 24.—*Registre*.—Conformément aux dispositions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel assujéti au décret à tenir un registre constamment à date, où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail par jour de chaque salarié, le taux horaire de salaire payé à chaque salarié, avec mention du mode et de l'époque de paiement dudit salaire."

"Article 24.—*Rapport mensuel*.—Conformément aux dispositions du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel assujéti au décret à lui transmettre, à son siège social, le cinq (5) de chaque mois, sans mise en demeure au préalable, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent, un rapport mensuel par écrit, donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 avril 1946. 13436-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 3174, du 16 août 1944, relatif à la fabrication des produits de métal en

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws hereafter mentioned have been approved by Order in Council number 1172, of March 28th, 1946, and added to the general by-laws of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships' District, already approved by Order in Council number 2602, of October 8th, 1942, amended by Order number 2581 of September 8th, 1943.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of this parity committee have been declared obligatory:

"Article 24.—*Register*.—Pursuant to the provisions of subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer subject to the decree to keep a register up to date, indicating the name in full and residence of each employee in his employ, the latter's competency, the number of hours of work per day of each employee, the hourly rate of wages paid to each employee and the mode and period of payment of the said wages."

"Article 25.—*Monthly report*.—Pursuant to the provisions of subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree to submit to it, at his place of business, the 5th day of each month, without previous notice to that effect, for the period covering the preceding calendar month, a monthly report, in writing, giving the name in full and address of each employee in his employ, the latter's competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946. 13436-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3174, of August 16th, 1944, relating to the sheet metal products manufacturing industry in

feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XI, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril 1946. 13445-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 2375, du 11 septembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec :

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XXIII, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril, 1946. 13446-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 1464, du 17 juin 1942, relatif à l'industrie de la peinture dans la Province de Québec:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XVII, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril 1946. 13447-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 3365, du 1er septembre

the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits :

The following sentence will be added at the end of section XI, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, April 6th, 1946. 13445-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 2375, of September 11th, 1937, as amended, relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec:

The following sentence will be added at the end of section XXIII, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, April, 6th, 1946. 13446-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1464, of June 17th, 1942, relating to the paint industry in the Province of Quebec:

The following sentence will be added at the end of section XVII, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, April 6th, 1946. 13447-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3365, of September 1st, 1944, and

1944, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XX, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 6 avril, 1946.

13448-0

amendments, relating to the barber and hairdresser trades in Quebec and vicinity:

The following sentence will be added at the end of section XX, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, April 6th, 1946.

13448-0

## Minutes de Notaires

Avis est par la présente donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par Me Marcel Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me L. de G. Crépeau, autrefois notaire à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, et maintenant registrateur du comté et district de Beauce, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: Me Louis Moisan, Me J.-J. Lavoie, et partie de celui de Me Jules Côté.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13050-11-5-0

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Me Marcel Gilbert, notary, residing and practising at Saint-Côme, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me L. de G. Crépeau, heretofore notary at Saint-Georges, judicial district of Beauce, and now registrar for the county and district of Beauce, and the records of which the latter was assignee, to wit: Me Louis Moisan, Me J. J. Lavoie, and part of those of Me Jules Côté.

JEAN BRUCHÉSI,

13050-11-5

Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Paul-Edouard Boudreau, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de St-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Edouard Boudreau, notaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Québec, ce 18 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13125-12-5-0

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby give, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Paul Edouard Boudreau, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of St. Francis, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Edouard Boudreau, notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Québec, March 18th, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

13125-12-5

Under Secretary of the Province.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, 27 avril 1945.

M. Cuthbert Poirier, I. C., du Ministère de l'agriculture: chef de division pour le comté de Temiscamingue, au Ministère de la voirie, à compter du 1er mai 1945.

Québec, 9 mars 1946.

M. Gilbert Beattie, gérant de l'International Paper à Saint-Jovite, Cté Terrebonne: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chapitre 15).

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, April 27, 1945.

Mr. Cuthbert Poirier, C. E., of the Department of Agriculture: to be Divisional Chief for the county of Temiscamingue, at the Department of Roads, from and after May 1, 1945.

Québec, March 9, 1946.

Mr. Gilbert Beattie, manager of the International Paper, at Saint-Jovite, Co of Terrebonne: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1941, chapter 15).

M. Roger Gosselin, I. F., secrétaire-trésorier de l'Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chapitre 15).

Mr. Roger Gosselin, F. E., secretary treasurer of the Association of Forest Engineers of the Province of Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1941, chapter 15).

MM. Paul-Émile Roy, gérant de coopérative à Tring-Jonction, et J.-Philippe Roy, garagiste à Saint-Ephrem: juges de paix pour le district judiciaire de Beauce.

Messrs. Paul-Émile Roy, cooperative manager, at Tring Junction, and J. Philippe Roy, garage keeper, at Saint-Ephrem: to be Justices of the Peace for the judicial district of Beauce.

Québec, 21 mars 1946

Quebec, March 21, 1946.

M. Hervé Laliberté, commis au service de placement provincial, 302, 1ère avenue, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chapitre 15).

Mr. Hervé Laliberté, clerk in the Provincial employment service, 302, 1st Avenue, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1941, chapter 15).

13454-o

13454-o

### Sièges sociaux

### Head Offices

"GLASS COMPANY LIMITED"

"GLASS COMPANY LIMITED"

AVIS

NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que le siège social de la compagnie "Glass Company Limited" sera à 67 chemin Finchley, dans la cité de Hampstead, district de Montréal.

Notice is hereby given that the head office of "Glass Company Limited" will be at 67 Finchley road, in the city of Hampstead, district of Montreal.

Montréal, 26 mars 1946.

Montreal, March 26th 1946.

(Sceau) "GLASS COMPANY LIMITED",  
Par la Présidente,

(Seal) "GLASS COMPANY LIMITED."  
Per: GEORGINA GLASS,

13394

GEORGINA GLASS.

13394-o

President.

AVIS

NOTICE

"DROUIN-MCLEOD MINING SYNDICATE LIMITED"

"DROUIN-MCLEOD MINING SYNDICATE LIMITED"

(Libre de responsabilité personnelle)

(No personal liability)

Règlement Special No 64

Special By-law No. 64

Que le siège social de la compagnie soit et est par les présentes changé et devra être situé dans la Cité de Montréal, à 159 ouest, rue Craig, Chambre 616, Montréal.

That the head office of the Company be and is hereby changed and shall be situated in the City of Montreal, at 159 Craig Street, West, Room 616, Montréal.

Certifié extrait conforme du livre de minutes de la compagnie.

Certified to be a true extract from the Minute Book of the Company.

(Sceau)

Le Secrétaire,  
JEAN MONETTE.

(Seal)

Secretary,  
JEAN MONETTE.

13405-o

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS  
OF HEAD OFFICE

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU  
PRINCIPAL

Avis est donné que la Compagnie "Construction Quémont Inc." — "Quémont Construction Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 19e jour de mars 1945, et ayant jusqu'ici son bureau principal dans la cité de Montréal, rue Papineau, N° 4757, l'a transporté rue Cartier, au N° 4895, dans ladite cité de Montréal.

Notice is given that the company "Construction Quémont Inc." — Quémont construction Inc." incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date the 19th day of March, 1945, and having, until now, its head office in the city of Montreal, Papineau Street, No. 4757, has moved said office to Cartier Street, No. 4895, in the said city of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal, ce 27e jour de mars 1946.

Given at Montreal, this 27th day of March, 1946.

Le Président,  
ARTHUR LAPLANTE.

ARTHUR LAPLANTE,  
President.

13417-o

13417

## "LÉO VADEBONCOEUR LIMITÉE"

## AVIS

Avis est, par les présentes, donné que le siège social de la compagnie Léo Vadeboncoeur Limitée sera à 406 est, rue Ste-Catherine, à Montréal, district de Montréal.

Montréal, 26 mars 1946.

(Sceau) "LÉO VADEBONCOEUR LIMITÉE".

Par le Président,

13406

LÉO VADEBONCOEUR.

## "LÉO VADEBONCOEUR LIMITÉE"

## NOTICE

Notice is hereby given that the head office of Léo Vadeboncoeur Limitée, will be at 406 Ste. Catherine Street east, in Montreal, district of Montreal.

Montreal, March 26th 1946.

(Seal) "LÉO VADEBONCOEUR LIMITÉE".

LÉO VADEBONCOEUR,

13406-o

Président.

## Soumissions

Province de Québec

## LA VILLE DE LAUZON

Avis public est, par les présentes, donné que le conseil de la Ville de Lauzon, recevra jusqu'à quatre heures du soir, mardi, le vingt-trois avril 1946, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour Obligations", pour l'achat de \$196,000.00 d'obligations de la Ville de Lauzon. Cette émission totale de \$196,000.00 est un renouvellement de la balance d'émissions antérieures, à courte échéance, faite suivant la loi et en vertu du règlement municipal N° 90 de la dite ville.

Ces obligations échéant en séries du 1er mai 1947 au 1er mai 1961 sont datées du 1er mai 1946 et portent intérêt de 2½% l'an sur les échéances de 1947 à 1951 au montant de \$56,500.00, et de 3% l'an sur les échéances de 1952 à 1961 au montant de \$139,500.00, payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables, au choix du porteur, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, et à toutes les succursales de la dite Banque dans la province de Québec.

Cette émission comprend cinquante (50) obligations de cent (\$100.) dollars chacune, cent cinquante-deux (152) obligations de cinq cents (\$500.00) chacune et cent quinze (115) obligations de mille (\$1,000.00) dollars chacune, enregistrables quant au capital au bureau du soussigné.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Lauzon, égal à 1% du montant de la présente soumission.

Les soumissions seront prises en considération à la séance régulière du conseil qui sera tenue mardi, le 23 avril 1946, à huit (8) heures du soir à l'Hôtel de ville de Lauzon.

La livraison des titres sera faite dans les huit (8) jours qui suivront l'adjudication.

Ledit conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné, à Lauzon, ce vingt-neuvième jour de mars 1946.

13418-o

Le Greffier,  
LÉVIS BOURASSA.

## Tenders

Province of Quebec

## TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Lauzon will receive until four of the clock in the afternoon, Tuesday, April 23rd, 1946, at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of the town of Lauzon bonds amounting to \$196,000.00. This total issue of \$196,000.00 is in renewal of the balance of previous short term loans made according to the law and in virtue of municipal by-law No. 90.

These bonds maturing in series from the first day of May 1947 to the first day of May 1961, are dated May 1st 1946 and will bear interest at the rate of 2½% per annum on maturities from 1947 to 1951 for an amount of \$56,500.00, and 3% per annum on maturities from 1952 to 1961 for an amount of \$139,500.00, payable semi-annually on the first day of May and the first day of November of each year, at the holder's option, at the principal office of the Banque Canadienne Nationale at Montreal and at all branches of said bank in the province of Quebec.

This issue includes fifty (50) bonds of One Hundred (\$100.00) Dollars each, one hundred and fifty-two (152) bonds of Five Hundred (\$500.) Dollars each and one hundred and fifteen (115) bonds of One Thousand (\$1,000.) Dollars each, registrable as to capital at the office of the undersigned.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the town of Lauzon, equal to 1% of the amount of this issue.

The said tenders will be considered at a regular meeting of the town Council to be held on Tuesday, April 23rd 1946, at eight (8) of the clock in the afternoon, at the town hall of Lauzon.

The delivery of these bonds will be made within the eight days following the acceptance of the tenders.

The said Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Lauzon, this twenty-ninth day of March 1946.

13418-o

LÉVIS BOURASSA,  
Town Clerk.

**Ventes d'effets non réclamés**

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, de Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Ecosse, seront vendus aux enchères par Frank Waddington, successeur de D. M. Henderson, encanteurs, 128 King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin le neuf mai 1946, en conformité de la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 14 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY

Le Surintendant,

13119-12-6-o

H. L. ATTO.

**Sales of Unclaimed Baggage**

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon, on the ninth day of May 1946, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY

March 14th, 1946, Montréal, Que.

H. L. ATTO,

Superintendent.

13119-12-6-o

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le vingt-quatrième jour d'avril 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le vingt-quatrième jour d'avril 1946, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 4 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,

Le Gérant du Service des Postes et Bagages,

12966-11-6-o

W. E. ALLISON.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 24th day of April, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 24th, 1946, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 4th, 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,

per: W. E. ALLISON,

12966-11-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

**Vente par licitation**

Province de Québec, District de Beauharnois, Cour Supérieure N° 8636. Lucinda Thompson, de Clute, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Horatio U. Morden, cultivateur, du même lieu, et Mathilda Thompson, de Gore Bay, province d'Ontario, épouse divorcée de S. H. Carleton, cultivateur, du même lieu, demanderesse, vs Albert A. E. McDowell, du canton d'Eaton, district de St-François, Défendeur :

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le ving et unième jour de mars 1946, la licitation de l'immeuble ci-après décrit a été ordonnée savoir : " Un lot de terre sis et situé dans le canton de Hemmingford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton sous le numéro Six-A, (6a), dans le cinquième rang des réserves de la Couronne, avec bâtisses "; ledit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le jeudi deuxième jour de mai prochain, à onze heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de cette cour, au Palais de Justice, à Salaberry de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication

**Sale by Licitation**

Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, No. 8636. Lucinda Thompson, of Clute, Province of Ontario, wife separate as to property of Horatio U. Morden, farmer, of the same place, and Mathilda Thompson, of Gore Bay, Province of Ontario, divorced wife of S. H. Carleton, farmer, of the same place plaintiffs ; vs Albert A. E. McDowell, of the Township Eaton, district of St-François, defendant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the twenty-first day of March, 1946, the licitation of the immovable hereinafter described was ordered, to wit :

A lot of land lying and situate in the Township of Hemmingford, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township as number six-A (6a), in the fifth range of the Crown Reserves — with buildings; the said immovable above described will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on Thursday the Second day of May next, at Eleven o'clock in the forenoon, at the office of the prothonotary of the said Court, in the Court House, at Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any

et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elle seront forcloses du droit de le faire.

opposition to payment be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, le 22 mars 1946.

Salaberry de Valleyfield, March 22 1946.

Les Procureurs des demandresses,  
13272-13-2-o COSSETTE & COSSETTE.

COSSETTE & COSSETTE,  
13272-13-2 Attorneys for plaintiffs.

## Ventes pour taxes municipales

## Sales for Municipal Taxes

Province de Québec, Comté du Lac St-Jean-Est

Province of Quebec, County of Lake St-John-East

### MUNICIPALITÉ DU CANTON DÉLISLE

### MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP DÉLISLE

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-neuf mars 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S. R. Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation du canton Déglise, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du canton Déglise, à Cœur-de-Marie, le vingt-neuf avril 1946, à onze heures de l'avant-midi.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-ninth of March, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable herein below described, in payment of arrears of taxes due the corporation of the township Déglise, with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold by public auction, in the council hall of the township Déglise, at St-Cœur-de-Marie, on the Twenty-ninth of April, 1946, at eleven o'clock in the forenoon.

Toutefois, cet immeuble ne sera pas vendu, si les taxes municipales non consolidées des années 1945 et antérieures et tous les versements échus des taxes consolidées sont payés avant le moment de la vente.

However, the said immovable will not be sold, if the non-consolidated municipal taxes for the years 1945 and previous years and all payments due for consolidated taxes be paid before the sale.

Joseph Brassard — La demie ouest du lot 38, rang 2, au cadastre officiel du canton Déglise, sauf à distraire les parties de terrain appartenant à Quebec Development ou Duke Price Power Company Limited.

Joseph Brassard : — The West half of lot 38, range 2, of the official cadastre for the township Déglise, save to be deducted the portions of land belonging to the Quebec Development or Duke Price Power Company Limited.

Cet immeuble peut être autrement décrit comme suit : —

This immovable may be otherwise described as follows : Lot 38, range 2, on the official cadastre for the township Déglise, save to be deducted the lots of land of the Duke Price Power Company Limited or Saguenay Power Company or representatives and the part of said lot which was adjudged to Mr. Léonce Bouchard, following a sale for taxes made during the month of March, 1942, according to notices filed in the Registry Office at Hébertville, on March 18, 1942, under No. 451.

Cet immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant l'affecter.

The said immovable will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Payments not yet due for consolidated municipal taxes will be charged to the purchaser.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à Canton Déglise, St-Cœur-de-Marie, ce 1er avril 1946.

Given at the township Déglise, St-Cœur-de-Marie, this 1st of April, 1946.

13407-14-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
NOËL DUFOUR.

13407-14-2

NOËL DUFOUR,  
Secretary treasurer.

**VENTES PAR SHERIFS**

**SHERIFFS' SALES**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at teh respective times and places mentioned below.

**CHICOUTIMI**

**CHICOUTIMI**

*Fieri facias de bonis et de terris*  
Cour Supérieure

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

District de Chicoutimi, { DAME HÉLÈNA  
N° 11,901 } THERRIAULT,  
de Jonquière, épouse contractuellement séparée de biens de François Lavoie, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, demanderesse; vs ÉMILE GAGNÉ, de la paroisse de Jonquière, défendeur.

District of Chicoutimi, { DAME HÉLÈNA  
No. 11,901 } THERRIAULT,  
of Jonquière; wife separate as to property by marriage contract of François Lavoie, by the latter duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs ÉMILE GAGNÉ, of the parish of Jonquière, defendant.

Contre le défendeur:

Against the defendant:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro quinze-a-cinquante-et-un (No. 15-A-51) dans le rang dix (10) dudit canton, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under number fifteen-A-fifty-one (No. 15-A-51) in range ten (10) of said township, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique de Jonquière, mardi le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'avril 1946, à DEUX heures de l'après-midi (heure normale).

To be sold at the parochial church door of St-Dominique de Jonquière, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL, 1946, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Bureau du shérif, Le Shérif,  
Chicoutimi, le 13 mars 1946. RENÉ DELISLE.  
[Première insertion, 16 mars 1946] 13061-11-2-o

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, March 13th, 1946. 13061-11-2  
[First insertion, March 16th, 1946]

*Fieri facias de bonis et de terris*  
Cour Supérieure

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

District de Chicoutimi, { DAME MARIE - LOUISE  
N° 11721 } DESBIENS, ménagère, épouse se contractuellement séparée de biens de Jos. Tremblay "Alexis", entrepreneur de la cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs SYLVIO OUELLET, autrefois menuisier de Ste-Anne, district de Chicoutimi, et maintenant absent de la province de Québec, et de lieu inconnu, défendeur.

District of Chicoutimi, { DAME MARIE - LOUISE  
No. 11721 } DESBIENS, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Jos. Tremblay "Alexis", contractor of the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs SYLVIO OUELLET, heretofore joiner, of Ste-Anne, district of Chicoutimi, and now away from the Province and in parts unknown, defendant.

Contre le défendeur:

Against the defendant:

Trois terrains portant les numéros deux-treize, deux-quatorze et deux-quinze (2-13, 2-14 et 2-15) de la subdivision du lot numéro 2, du rang un (1) est, au cadastre officiel du village de Sainte-Anne, avec toutes les bâtisses construites sur lesdits terrains, circonstances et dépendances.

Three lots of land bearing numbers two-thirteen, two-fourteen and two-fifteen (2-13, 2-14 and 2-15) of the subdivision of lot number 2, of East range one (1), on the official cadastre for the village of Sainte-Anne, with all the buildings erected on the said lots of land, circumstances and dependencies.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Chicoutimi, JEUDI, le NEUVIÈME jour du mois de MAI 1946, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Anne de Chicoutimi, on THURSDAY the NINTH day of the month of MAY, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Bureau du shérif, Le Shérif,  
Chicoutimi, le 2 avril 1946. RENÉ DELISLE.  
[Première insertion, 6 avril 1946] 13431-14-2-o

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, April 2, 1946. 13431-14-2  
[First insertion, April 6th, 1946]

**GASPÉ**

**GASPÉ**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

*Fieri facias de Bonis et de Terris*

Cour de Magistrat — District de Gaspé  
Rivière Au Renard: { W. M. HYMAN & SONS  
N° 375 } LIMITED, marchand général de Gaspé Harbour, demandeur vs HUBERT ÉLÉMENT Jr, pêcheur de St-Maurice de l'Échourie, Comté et District de Gaspé, défendeur.

Magistrate's Court — District of Gaspé  
Rivière Au Renard: { W. M. HYMAN & SONS  
No. 375 } LIMITED, general merchant, of Gaspé Harbour, plaintiff; vs HUBERT ÉLÉMENT Jr, fisherman of St-Maurice de l'Échourie, county and district of Gaspé, defendant.

"Un certain emplacement ou lopin de terre sis et situé dans la paroisse de St-Maurice de l'Échourie, comté de Gaspé Nord, Province de Québec, mieux connu et désigné au plan et livre de Renvoi Officiels du Canton de Fox comme partie du lot primitif numéro 13, maintenant connu et désigné comme partie du lot numéro 425 du Premier Rang Ouest dudit canton de Fox, borné au nord par le fleuve St-Laurent, au sud par le 2ième Rang, à l'est par la propriété occupée par Willie Élément et à l'ouest par la propriété occupée par Élias Élément — avec bâtisses dessus construites et dépendances."

Pour être vendu JEUDI le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1946, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Maurice de l'Échourie.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.  
Percé, le 15 mars 1946. 13032-11-2-o  
[Première insertion, 16 mars 1946]

## HULL

Cour Supérieure — District de Hull

N° 8914 } DAME JEMINA LINK NANKIN,  
Épouse séparée de biens suivant les lois d'Ontario de William P. Devlin, bourgeois, de la cité d'Ottawa, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, demanderesse, vs STANLEY SPOLLIN du canton de Wakefield, défendeur.

Toute cette propriété connue et décrite conformément au plan et livre de renvoi officiels du canton de Wakefield comme étant le lot numéro trois "A" dans le huitième rang (Sième) et la demi-sud du lot numéro treize "A" (S. 1/2 13-A) dans le sixième rang, tous deux dudit canton de Wakefield, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue en bloc, le DIX MAI prochain à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'Église paroissiale de St-Camille de Farelton.

Le Shérif,  
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.  
Hull le 1er avril, 1946. 13428-14-2  
[Première insertion, 6 avril 1946]

## Département du Travail

## AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 2162, du 20 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XVII, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril, 1946. 13449-o

"A certain emplacement or parcel of land lying and situate in the parish of St-Maurice de l'Échourie, county of Gaspé-North, Province of Quebec, better known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Fox as part of original lot number 13, now known and designated as part of lot number 425 of the First West Range of the said Township of Fox, bounded on the North by the St. Lawrence river, on the South by the 2nd range, on the East by the property occupied by Willie Élément and on the West by the property occupied by Élias Élément — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY the EIGHTEENTH day of APRIL, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of St-Maurice de l'Échourie.

M. J. FURLONG,  
Sheriff's Office, Shériff  
Percé, March 15th, 1946. 13032-11-2  
[First insertion, March 16th, 1946]

## HULL

Superior Court — District of Hull

No. 8914 } DAME JEMINA LINK NANKIN,  
Wife separate as to property according to the laws of Ontario, of William P. Devlin, gentleman, of the city of Ottawa, duly authorized by her husband to these presents, plaintiff, vs STANLEY SPOLLIN, of the Township of Wakefield — defendant.

All that property known and described according to the official Plan and Book of Reference for the Township of Wakefield, as lot number three "A" in the eighth range (8th) and the south half of lot number thirteen "A" (S. 1/2 13-A) in the sixth range both of said Township of Wakefield with all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" on the TENTH of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon, at the parochial church door of St-Camille de Farelton.

I. ST PIERRE,  
Sheriff's Office, Shériff  
Hull, April 1, 1946. 13428-14-2-o  
[First insertion, April 6, 1946]

## Department of Labour

## NOTICE

Pursuant to the provision of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amend to the decree number 2162, of August 20th, 1941, as amended, relating to the barber and hairdresser trades in Montreal and vicinity:

The following sentence will be added at the end of section XVII, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, April 6th, 1946. 13449-o

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statut refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 2944, du 3 août 1940, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de détail, dans l'île de Montréal:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XIII, concernant la durée du décret: "Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 6 avril, 1946.

13450-o

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amend to the decree number 2944, of August 3rd, 1940, relating to fur employees, retail trade, in the Island of Montreal:

The following sentence will be added at the end of section XIII, concerning the duration of the decree: "Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, April 6th, 1946.

13450-o

Lettres patentes

Letters Patent

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi, Empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT:

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defendor of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

LETTRES PATENTES

LETTERS PATENT

ATTENDU que, par la Loi des compagnies de téléphone, (Chapitre 298, S.R.Q., 1941), il est entre autres choses statué:

Que trois personnes majeures au moins peuvent, avec l'approbation du Ministre des Travaux publics, s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de téléphone électrique avec des embranchements et à louer et acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants par Lettres Patentes sous le grand sceau une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans la requête;

ATTENDU que les personnes ci-après désignées ont demandé par requête une charte qui les constitue en corporation pour les objets ci-après décrits:

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics, un arrêté en conseil, portant le numéro 876, a été passé le 9ième jour de mars 1946, octroyant à messieurs Lucien Roux, avocat, Conseil du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocat, Paul Lafontaine, Bernard Goyette, huissiers et Wilfrid Foisy, comptable, tous des cité et district de Montréal, une charte les constituant en corporation sous le nom de "La Corporation de Téléphone de Joliette";

ATTENDU que les dites personnes ont rempli les formalités prescrites pour l'obtention de la

WHEREAS, by the Telephone Companies Act, (chapter 298 R. S. Q., 1941), it is, amongst other things, enacted:

THAT any number of persons of the age of majority, not less than three, may, with the approval of the Minister of Public Works, apply to the Lieutenant-Governor in Council, and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telephone with branches and to lease and acquire in whole or in part a line already constructed;

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant the petitioners by letters patent under the Great Seal, a charter to incorporate them as a corporation for the purposes mentioned in the petition;

WHEREAS the persons hereinafter designated have applied, by petition, for a charter to incorporate them into a corporation for the purposes hereinafter described;

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, an Order in Council, bearing number 876, was passed on the 9th day of March, 1946, granting to Messrs. Lucien Roux, advocate, King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, advocate, Paul Lafontaine, Bernard Goyette, bailiffs, and Wilfrid Foisy, accountant, all of the city and district of Montreal, a charter incorporating them as a corporation under the name of "La Corporation de Téléphone de Joliette";

WHEREAS the said persons have observed the formalities required for the obtaining of the

charte demandée et que les objets de l'entreprise de la compagnie projetée sont de ceux pour lesquels le Lieutenant-Gouverneur peut accorder une charte;

A CES CAUSES, Nous avons, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par la Loi des compagnies de téléphone mentionnée ci-dessus, octroyé la présente charte constituant en corporation les personnes suivantes, savoir: Lucien Roux, Jean-Paul Verschelden, Paul Lafontaine, Bernard Goyette et Wilfrid Foisy, ainsi que les autres personnes qui sont ou deviendront actionnaires de la compagnie, et ce, pour les objets suivants:

Acquérir l'actif et exploiter un réseau téléphonique opéré jusqu'ici par Omer Lacoste; construire et acquérir des embranchements ou partie de telle ligne ou lignes passant soit sur des propriétés privées ou le long des routes des municipalités des comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et Terrebonne;

Le nom de la compagnie constituée en corporation est "La Corporation de Téléphone de Joliette";

Le siège social de ladite compagnie est à Joliette, comté de Joliette, dans notre province;

Le capital-actions de la compagnie sera de \$199,000, divisé en 1940 actions de capital privilégié à 5% d'une valeur au pair de \$100, chacune et en 5000 actions de capital ordinaire d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Les dites actions privilégiées à 5% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions suivants, respectivement, à savoir:

a) Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié cumulatif fixe au taux de 5% (cinq pour cent) par année sur la valeur au pair desdites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie tant que les dividendes sur les actions privilégiées n'auront pas été déclarés ou payés. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la compagnie, excepté, tel que susdit. Le ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement et trimestriellement de la manière que les directeurs le détermineront de temps à autre.

b) La compagnie aura le droit en aucun temps et de temps à autre à toute date de dividendes de racheter sur avis de 30 jours toute ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles. Si en aucun temps la compagnie désire racheter moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions à être rachetées seront choisies par tirage ou par toute méthode équitable de la manière qui sera décidée par le bureau de direction. Avis de tel rachat devra être donné par poste recommandée aux détenteurs d'actions privilégiées à être rachetées, à leur adresse respective apparaissant dans les livres de la compagnie; après tel avis, les fonds nécessaires pour tel rachat ayant été mis de côté, le seul droit des détenteurs d'actions privilégiées relativement à telles actions ainsi appelées pour rachat, sera de recevoir le prix de rachat et les dividendes à la date fixée pour le rachat sur remise du ou des certificats de telles actions. La compagnie aura aussi le droit en aucun temps et de temps à autre d'acheter dans le marché libre ou par vente privée toutes actions privilégiées à un prix n'excédant pas la valeur au pair;

c) Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 5% et conféreront seules le droit de voter

charter applied for, and that the purposes of the undertaking of the proposed company are such that the Lieutenant-Governor may grant a charter;

THEREFORE, We have in virtue of the powers to Us granted by the Telephone Companies Act hereinabove mentioned, granted the present charter incorporating as a corporation the following persons, to wit: Lucien Roux, Jean-Paul Verschelden, Paul Lafontaine, Bernard Goyette and Wilfrid Foisy, and also all others who are or who may become shareholders of the company, and such, for the following purposes:

To acquire the assets and operate a telephone system operated until the present by Omer Lacoste; to build and acquire branches or a part of such line or lines passing either over private properties or along the municipal highways of the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and Terrebonne;

The name of the company incorporated as a corporation is "La Corporation de Téléphone de Joliette";

The head office of the said company is at Joliette, county of Joliette, in Our Province;

The capital stock of the company will be \$199,000 divided into 1940 shares of preferred stock at 5%, of a par value of \$100 each and 5000 shares of common stock of a par value of \$1 each.

The said preferred shares at 5% will be subject to the following privileges, priorities, powers, limitations, conditions and restrictions, respectively, to wit:

a) Preferred shares shall not be entitled to vote and will receive a fixed cumulative, preferential dividend at the rate of five per cent (5%) per annum on the par value of said shares and no dividend shall be declared nor paid on the common shares of the company as long as the dividends on the preferred shares shall not have been declared or paid. The preferred shares shall be entitled to no other participation in the profits of the company, except as aforesaid. The dividend or dividends will be payable annually, semi-annually and quarterly in the manner to be determined by the directors from time to time.

b) The company shall be entitled, at any time and from time to time, on any dividend date, to redeem, upon notice of 30 days, all or part of the preferred shares outstanding, at the par value thereof. If at any time the company desires to redeem less than the total number of preferred shares then outstanding, the shares to be redeemed will be chosen by drawing or by any other equitable manner to be determined by the board of directors. Notice of such redemption must be given by registered mail to the holders of the preferred shares to be redeemed, at their respective address appearing in the books of the company; after such notice, the funds required for such redemption having been put aside, the sole right of the holders of preferred shares respecting the said shares so called for redemption, will be to receive the price of redemption and the dividends to the date fixed for the redemption upon surrender of the certificate or certificates of such shares. The company shall also have the right at any time and from time to time, to purchase on the open market or by private sale any preferred shares at a price not exceeding the par value;

c) The common shares will be subject to the prior rights of the holders of preferred shares at 5% and shall confer only the right to vote and

et d'être qualifié comme pouvant venir directeur de la compagnie.

Cinq actions ordinaires ont été souscrites au fonds social de la compagnie.

Sont nommées directeurs provisoires de la compagnie les personnes suivantes, savoir: Tous les requérants.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce neuvième jour de mars l'an de grâce mil neuf cent quarante-six et de Notre Règne le dixième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
13455-o JEAN BRUCHÉSI.

to be qualified to become a director of the company.

Five common shares have been subscribed to the capital stock of the company.

The following persons have been appointed provisory directors, to wit: All the petitioners.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this NINTH day of MARCH, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,

13455 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 14

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1166 — La Commission d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est. . . . .	1018
1167 — La Commission d'apprentissage des métiers du bâtiment et de génie de Hull. . . . .	1017
1170 — Concernant le rappel de l'arrêté numéro 1257, du 15 mars 1940, relatif à certains établissements industriels occupés à la fabrication de munitions ou dans des contrats visés par la Loi des mesures de guerre. . . . .	1008
1175 — Industrie du gant de travail dans la province de Québec. . . . .	1008
1176 — Métier d'horloger dans l'île de Montréal. . . . .	1009
1177 — Métiers de l'imprimerie dans la région de Québec. . . . .	1009

### ORDERS IN COUNCIL:

1166 — The Building Trades' Apprenticeship Commission of the Eastern Townships' District. . . . .	1018
1167 — Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull. . . . .	1017
1170 — Concerning the repeal of Order number 1257, of March 15th, 1940, concerning some industrial establishments engaged in the fabrication of ammunitions or in contracts contemplated by the War Measures' Act. . . . .	1008
1175 — Working glove industry in the Province of Quebec. . . . .	1008
1176 — Clockmaker's trade in the Island of Montreal. . . . .	1009
1177 — Printing trades in the district of Quebec. . . . .	1009

### ASSEMBLÉES:

Montreal Tramways Company. . . . .	1029
Quebec Central Railway Company. . . . .	1029

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

979 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	979
-----------------------------------	-----

### AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 51, Inc. (Formation) . . . . .	1023
Association des Employés de la Montrose, Inc. (Formation). . . . .	1019
Bills sanctionnés. . . . .	1027
Comptoir d'achat de l'A.P.C.V. (Fondation). . . . .	1022
Coopérative d'Électricité de La Visitation (Fondation). . . . .	1023
Coopérative d'Électricité de St-Samuel-de-Horton (Fondation) . . . . .	1023
Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited (Règlement). . . . .	1022

### MEETINGS:

Montreal Tramways Company. . . . .	1029
Quebec Central Railway Company. . . . .	1029

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 51, Inc. (Formation) . . . . .	1023
Association des Employés de la Montrose, Inc. (Formation). . . . .	1019
Bills sanctioned. . . . .	1027
Comptoir d'achat de l'A.P.C.V. (Fondation). . . . .	1022
Copérative d'Électricité de La Visitation (Fondation). . . . .	1023
Coopérative d'Électricité de St-Samuel-de-Horton (Fondation). . . . .	1023
Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited (By-law). . . . .	102

Eastisle Realities Ltd (Distribution de l'actif).....	1025	Eastisle Realities Ltd. (Distribution of the assets).....	1025
La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Pie-de-Bagot (Fondation)....	1023	La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Pie-de-Bagot (Foundation)....	1023
La Société Coopérative d'Aqueduc de l'Anse-de-Roberval (Fondation)....	1025	La Société Coopérative d'Aqueduc de l'Anse-de-Roberval (Foundation)....	1025
La Société Coopérative de Consommation "Les Montagnards" (Fondation)	1026	La Société Coopérative de Consommation "Les Montagnards" (Foundation)	1026
La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance (Règlements).....	1020	La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance (By-laws).....	1020
L'Assistance à l'Enfant sans soutien (Règlements).....	1021	L'Assistance à l'Enfant sans soutien (By-laws).....	1021
L'Association des Professeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Formation)....	1025	L'Association des Professeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Formation)....	1025
Le Syndicat de la Lunetterie de Nicolet (Formation).....	1026	Le Syndicat de la Lunetterie de Nicolet (Formation).....	1026
Le Syndicat de l'U.C.C. d'Amqui (Formation).....	1019	Le Syndicat de l'U.C.C. d'Amqui (Formation).....	1019
Le Syndicat de l'U.C.C. de Cap-Santé (Formation).....	1020	Le Syndicat de l'U.C.C. de Cap-Santé (Formation).....	1020
Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Assomption (Formation).....	1021	Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Assomption (Formation).....	1021
Le Syndicat de l'U.C.C. de Mont-Laurier (Formation).....	1020	Le Syndicat de l'U.C.C. de Mont-Laurier (Formation).....	1020
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Hugues (Formation).....	1020	Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Hugues (Formation).....	1020
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-Avellin (Formation).....	1026	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-Avellin (Formation).....	1026
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cuthbert (Formation).....	1020	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Cuthbert (Formation).....	1020
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-de-Brompton (Formation).....	1025	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-de-Brompton (Formation).....	1025
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Robert (Formation).....	1024	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Robert (Formation).....	1024
Le Syndicat des Machineries de Montréal (Formation).....	1224	Le Syndicat des Machineries de Montréal (Formation).....	1024
Le Syndicat du Meuble de Plessisville (Fondation).....	1024	Le Syndicat du Meuble de Plessisville (Foundation).....	1024
Liste des présidents d'élection.....	1023	List of returning-officers.....	1023
Syndicat Catholique National des Employés de Esmond Mills Inc. (Formation).....	1021	Syndicat Catholique National des Employés de Esmond Mills Inc. (Formation).....	1021
Syndicat Catholique National des Employés de Granby Elastic Web, Inc. (Formation).....	1024	Syndicat Catholique National des Employés de Granby Elastic Web, Inc. (Formation).....	1024
Syndicat d'Arts Paysans d'East Broughton (Fondation).....	1021	Syndicat d'Arts Paysans d'East Broughton (Foundation).....	1021
Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc., Québec (Nom changé).....	1019	Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc., Québec (Name changed).....	1019
Syndicat des Grandes Fermes (Fondation).....	1021	Syndicat des Grandes Fermes (Foundation).....	1022
The Cedar Lodge Association (Directeurs).....	1022	The Cedar Lodge Association (Directors).....	1020
The Cedar Lodge Association (Règlements).....	1021	The Cedar Lodge Association (By-laws).....	1021
The Monkland Tennis Club (Règlements).....	1022	The Monkland Tennis Club (By-laws).....	1022
Union Canadienne des Métallurgistes, Local N° 1 (Formation).....	1024	Union Canadienne de Métallurgistes, Local No 1 (Formation).....	1024
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Eastern Building Company.....	1030	Eastern Building Company.....	1030
Hunter Construction Company Limited.....	1029	Hunter Construction Company Limited.....	1029
<b>DMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
Commissaires d'Écoles de Ste-Germaine du Lac Etchemin.....	1030	School Commissioners of Ste-Germaine du Lac Etchemin.....	1030
Hull, cité de.....	1030	Hull, city of.....	1030
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
La Société des éleveurs d'animaux de race du Québec.....	1030	La Société des éleveurs d'animaux de race du Québec.....	1030
Meunerie Coopérative de St-Barthélemy	1031	Meunerie Coopérative de St-Barthélemy	1031

TERRES ET FORETS:

Grantham, canton de. . . . . 1031

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est (Approbation de règlements). 1036  
 Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est (Prélèvement). . . . . 1034  
 Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec (Modification). . . . . 1032  
 Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay (Prolongation de prélèvement). . . . . 1032  
 Comité paritaire des barbiers du district de St-François (Approbation de nouveaux règlements). . . . . 1033  
 Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec (Avis). . . . . 1033  
 Employés de pompes funèbres de la région de Montréal (Avis). . . . . 1031  
 Employés de tavernes dans la cité de Québec (Avis). . . . . 1032  
 Fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal (Avis). 1036  
 Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Avis). . 1037  
 Industrie de la peinture dans la province de Québec (Avis). . . . . 1037  
 Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe (Erratum). . 1031  
 Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec (Avis). . . . 1037  
 Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal (Avis). . . . . 1044  
 Travailleurs en fourrure, commerce de détail, dans l'Île de Montréal (Avis). 1045

LETTRES PATENTES:

Abitibi Tanning and Manufacturing Co. Ltd. . . . . 980  
 Autobus Pershing Bus Inc. . . . . 981  
 Benart Neckwear Co., Ltd. . . . . 981  
 Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited . . . . . 982  
 Centre Catholique du Livre de Joliette. 982  
 Chelsea Mfg. Co. Inc. . . . . 983  
 Clifton Clothes Inc. . . . . 983  
 Comité des Chemins d'Hiver de St-Bonaventure Limitée. . . . . 983  
 Corporation des Produits Continentale — Continental Products Corporation 984  
 Costume Régional, Inc.—Regional Costume, Inc. . . . . 985  
 C W M Trading Post Inc. . . . . 985  
 Dominion Sales Corporation Ltd. . . . 986  
 Eastman's Limited. . . . . 986  
 Excelsior Construction Ltd.— Ltée. . . 986  
 Excelsior Development Corporation. . . 987  
 Federal Tools & Hardware Co. Ltd . . 987  
 Gilmont Mines Limited. . . . . 988  
 Guy Building Corporation . . . . . 988  
 Hampstead Annex Company Limited. . . 989  
 Harley Manufacturing Company Limited . 989  
 Hemisphere Trading Corp. . . . . 990  
 Home Window Cleaning Company Limited. . . . . 990  
 Ivory Builders Supply Incorporated. . . . 991

LANDS AND FORESTS:

Grantham, township of. . . . . 1031

LABOUR:

Building trades joint committee of the Eastern Townships' District (Approval of by-laws) . . . . . 1036  
 Building trades joint committee of the Eastern Townships' District (Levy). 1034  
 Tanners and curriers joint committee of the Province of Quebec (Amendment) . . . . . 1032  
 Parity committee of the construction industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay (Extension of levy). 1032  
 Joint committee of the barbers for the district of St. Francis (Approval of new by-laws). . . . . 1033  
 Hardware and paint trades in the city of Quebec (Notice). . . . . 1033  
 Undertakers' employees of the district of Montreal (Notice). . . . . 1031  
 Tavern employees of the city of Quebec (Notice). . . . . 1032  
 Sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal (Notice). . . . . 1036  
 Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec (Notice). . . . . 1037  
 Paint industry in the Province of Quebec (Notice). . . . . 1037  
 Religious institutions, hospitals, educational establishments of St. Hyacinthe and vicinity (Erratum). . . . . 1031  
 Barber and hairdresser trades in Quebec and vicinity (Notice). . . . . 1037  
 Barber and hairdresser trades in Montreal and vicinity (Notice). . . . . 1044  
 Fur employees, retail trade in the Island of Montreal (Notice). . . . . 1045

LETTES PATENT:

Abitibi Tanning and Manufacturing Co. Ltd. . . . . 980  
 Autobus Pershing Bus Inc. . . . . 981  
 Benart Neckwear Co., Ltd. . . . . 981  
 Cache Bay (Chibougamau) Mines Limited . . . . . 982  
 Centre Catholique du Livre de Joliette. 982  
 Chelsea Mfg. Co. Inc. . . . . 983  
 Clifton Clothes Inc. . . . . 983  
 Comité des Chemins d'Hiver de St-Bonaventure Limitée. . . . . 983  
 Continental Products Corporation — Corporation des Produits Continentale 984  
 Regional Costume, Inc.— Costume Régional, Inc. . . . . 985  
 C W M Trading Post Inc. . . . . 985  
 Dominion Sales Corporation Ltd. . . . 986  
 Eastman's Limited. . . . . 986  
 Excelsior Construction Ltd.— Ltée. . . 986  
 Excelsior Development Corporation. . . 987  
 Federal Tools & Hardware Co. Ltd. . . 987  
 Gilmont Mines Limited. . . . . 988  
 Guy Building Corporation . . . . . 988  
 Hampstead Annex Company Limited. . . 989  
 Harley Manufacturing Company Limited . 989  
 Hemisphere Trading Corp. . . . . 990  
 Home Window Cleaning Company Limited. . . . . 990  
 Ivory Builders Supply Incorporated. . . . 991

J. A. Lalonde Limitée — J. A. Lalonde Limited . . . . . 991  
 J.-A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited . . . . . 992  
 Jomac Industries Limited . . . . . 992  
 Kay Metal and Refining Works Limited . . . . . 993  
 Kenbert Frocks Inc. . . . . 993  
 La Corporation de Téléphone de Joliette . . . . . 1045  
 La Société des Spectacles Incorporée . . . . . 994  
 Lauren Sportwear Co. Limited . . . . . 994  
 Le Club de Ski de Thetford Mines Incorporée . . . . . 995  
 Ledet Corp. . . . . 995  
 Le Jeune Commerce de Gaspé Inc. . . . . 996  
 Moss Equipment Company Ltd . . . . . 996  
 New Quebec Prospectors Limited . . . . . 997  
 Parisian Laundry Company Incorporated . . . . . 997  
 Parker's Quebec Limited . . . . . 998  
 Pedulla & Agostino Limited . . . . . 998  
 Pioneer Children's Wear Inc. . . . . 999  
 Rivoli Blouse & Sportswear Inc. . . . . 999  
 Ross Bros. Ltd . . . . . 1000  
 Sherbrooke Canadian Baseball Club Inc. . . . . 1000  
 Sleepy Giant Gold Mines Limited . . . . . 1001  
 Smartknit Goods Mfg. Co. Ltd. . . . . 1001  
 Specialloid (Canada) Limited . . . . . 1001  
 St. Denis Investors Limited . . . . . 1002  
 St. Lawrence Advertising Limited . . . . . 1003  
 The Home and School Association of the Noranda High School Inc. . . . . 1003  
 Victrix Corporation . . . . . 1003  
 Vogue Music Incorporated . . . . . 1004  
 Wear-Rite Garment Co. Limited . . . . . 1005  
 Wegson Holdings Inc. . . . . 1005  
 Will Brodrique Inc. . . . . 1005  
 Wilshire Textiles Incorporated . . . . . 1006  
 W. W. Veitch Limited . . . . . 1006

J. A. Lalonde Limited — J.-A. Lalonde Limitée . . . . . 991  
 J. A. Simard & Company Limited — J.-A. Simard & Compagnie Limitée . . . . . 992  
 Jomac Industries Limited . . . . . 992  
 Kay Metal and Refining Works Limited . . . . . 993  
 Kenbert Frocks Inc. . . . . 993  
 La Corporation de Téléphone de Joliette . . . . . 1045  
 La Société des Spectacles Incorporée . . . . . 994  
 Lauren Sportwear Co. Limited . . . . . 994  
 Le Club de Ski de Thetford Mines Incorporé . . . . . 995  
 Ledet Corp. . . . . 995  
 Le Jeune Commerce de Gaspé Inc. . . . . 996  
 Moss Equipment Company Ltd . . . . . 996  
 New Quebec Prospectors Limited . . . . . 997  
 Parisian Laundry Company Incorporated . . . . . 997  
 Parker's Quebec Limited . . . . . 998  
 Pedulla & Agostino Limited . . . . . 998  
 Pioneer Children's Wear Inc. . . . . 999  
 Rivoli Blouse & Sportswear Inc. . . . . 999  
 Ross Bros. Ltd . . . . . 1000  
 Sherbrooke Canadian Baseball Club Inc. . . . . 1000  
 Sleepy Giant Gold Mines Limited . . . . . 1001  
 Smartknit Goods Mfg. Co. Ltd. . . . . 1001  
 Specialloid (Canada) Limited . . . . . 1001  
 St. Denis Investors Limited . . . . . 1002  
 St. Lawrence Advertising Limited . . . . . 1003  
 The Home and School Association of the Noranda High School Inc. . . . . 1003  
 Victrix Corporation . . . . . 1003  
 Vogue Music Incorporated . . . . . 1004  
 Wear-Rite Garment Co. Limited . . . . . 1005  
 Wegson Holdings Inc. . . . . 1005  
 Will Brodrique Inc. . . . . 1005  
 Wilshire Textiles Incorporated . . . . . 1006  
 W. W. Veitch Limited . . . . . 1006

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Fairfield, Ellis & Grant Limited . . . . . 1007  
 J. A. Lalonde & Compagnie Limitée — J. A. Lalonde & Company Limited . . . . . 1007  
 Le Mercure Inc. . . . . 1007

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Fairfield, Ellis & Grant Limited . . . . . 1007  
 J. A. Lalonde & Company Limited — J.-A. Lalonde & Compagnie Limitée . . . . . 1007  
 Le Mercure Inc. . . . . 1007

MINUTES DE NOTAIRES:

Boudreau, Paul-Edouard . . . . . 1038  
 Gilbert, Marcel . . . . . 1038

NOTARIAL MINUTES:

Boudreau, Paul-Edouard . . . . . 1038  
 Gilbert, Marcel . . . . . 1038

NOMINATIONS:

Diverses . . . . . 1038

APPOINTMENTS:

Miscellaneous . . . . . 1038

SIÈGES SOCIAUX:

Construction Quémont Inc.—Quemont Construction Inc. . . . . 1039  
 Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited . . . . . 1039  
 Glass Company Limited . . . . . 1039  
 Léo Vadebonceur Limitée . . . . . 1040

HEAD OFFICES:

Quemont Construction Inc.—Construction Quémont Inc. . . . . 1039  
 Drouin-McLeod Mining Syndicate Limited . . . . . 1039  
 Glass Company Limited . . . . . 1039  
 Léo Vadebonceur Limitée . . . . . 1040

SOUMISSIONS:

Lauzon, ville de . . . . . 1040

TENDERS:

Lauzon, town of . . . . . 1040

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company . . . . . 1041  
 Canadian Pacific Railway Company . . . . . 1041

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company . . . . . 1041  
 Canadian Pacific Railway Company . . . . . 1041

VENTE PAR LICITATION:

Thompson et al vs McDowell . . . . . 1041

SALE BY LICITATION:

Thompson et al vs McDowell . . . . . 1041

VENTE POUR TAXES:

SALE FOR TAXES:

Délisle, canton de. . . . . 1042

Délisle, township of. . . . . 1042

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFF'S SALES:

CHICOUTIMI:

CHICOUTIMI:

Desbiens *et vir* vs Ouellet . . . . . 1043

Desbiens *et vir* vs Ouellet . . . . . 1043

Therriault *et vir* vs Gagné. . . . . 1043

Therriault *et vir* vs Gagné. . . . . 1043

GASPÉ:

GASPÉ:

Wm. Hyman & Sons Limited vs Elément  
Jr. . . . . 1043

Wm. Hyman & Sons Limited vs Ele-  
ment Jr. . . . . 1043

HULL:

HULL:

Nankin *et vir* vs Spollin. . . . . 1044

Nankin *et vir* vs Spollin. . . . . 1044

13456-o

13456-o

